

**PADCE XXI-II : PROGRAMME DE PROMOTION
D'UNE AGRICULTURE DURABLE ET D'UNE
CITOYENNETÉ ENGAGÉE AU XXIÈME SIÈCLE -
II**

PADCE XXI-II : Programme de Promotion d'une Agriculture Durable et d'une Citoyenneté Engagée au XXIème siècle - II

IATI ID :	BE-BCE_KBO-0433439550-prg2022
Start date :	01/01/2022
End date :	12/31/2026
Grouped application ? :	Grouped
Joint program ? :	Non-joint

General description

Dans ce monde à la croisée de grands défis humains, écologiques et sociaux, Défi Belgique Afrique (DBA) veut travailler au travers de son **Programme de Promotion d'une Agriculture Durable et d'une Citoyenneté Engagée au XXI^e siècle-II** (PADCE XXI-II), sur 2 piliers essentiels pour l'émergence d'un monde plus équitable, solidaire, inclusif et durable : l'engagement citoyen de la jeunesse et les systèmes alimentaires durables.

En Belgique, nous accompagnons les jeunes adolescent.e.s du cycle secondaire supérieur dans la compréhension des inégalités et enjeux mondiaux (sociaux, économiques, écologiques), la nécessaire déconstruction des stéréotypes et la lutte contre le racisme et les inégalités, en leur offrant un espace de parole, d'échange, de formation, d'ouverture à la différence et à l'interculturalité et une expérience d'action citoyenne par une immersion terrain en Afrique ou en Belgique. DBA veut ainsi leur donner ce goût de l'engagement qui en fera des acteur.rice.s de changements, solidaires et responsables.

C'est la même vision qui porte notre programme au Bénin avec l'ONG ALDIPE et au Burkina Faso avec l'ONG ASMADE. Nous y travaillons en particulier avec les femmes et les jeunes au développement d'une agriculture durable par la promotion et la diffusion de pratiques agroécologiques au travers de formations et d'espaces d'échanges entre pairs et par la mobilisation des relais communautaires (nutrition, hygiène, alphabétisation, agriculture, pistes rurales, eau potable) pour que nos bénéficiaires produisent, disposent et vivent dignement d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur.

Notre programme contribue ainsi à la réduction des inégalités mondiales en pariant sur la puissance d'action de la jeunesse qui fera le monde de demain et sur une agriculture respectueuse de chacun.e, hommes, femmes, enfants et de l'environnement, porteuses l'une et l'autre des changements nécessaires à la construction d'un monde plus juste et plus humain.

Own contribution - Sources of financing

Planned public financing source(s)

DBA est subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui nous reconnaît en tant qu'Organisation de Jeunesse depuis juillet 2007. Annuellement nous recevons une subvention emploi et une subvention fonctionnement. Ce statut nous donne par ailleurs accès à certaines formations financées par le Fonds 4S par exemple.

Nous répondons au plus possible à des appels à projets ponctuels, qu'ils émanent de communes, au niveau fédéral, au niveau européen ou au niveau international. Chaque année, nous répondons à l'appel du WBI « Programme de cofinancement de projets de partenariat pour le développement durable présentés par des acteurs de la coopération de Wallonie-Bruxelles » qui nous permet de financer maximum 10% de notre volet Sud.

Pour 2020-2021 nous avons obtenu un financement du Brussels International, source de financement qui pourrait être réitérée dans les années à venir.

Planned private financing source(s)

Nous disposons d'une base de donateur.rices.s privé.e.s que nous souhaitons fidéliser davantage (en convertissant

plus de dons uniques à des dons permanents).

Chaque année, l'entourage des jeunes participant.e.s au processus de formation/immersion contribue à une récolte de fonds pour soutenir les actions menées avec nos partenaires Sud. Les bénévoles, l'EP et le CA se mobilisent aussi au travers d'actions (pièce de théâtre, concert), en collaboration avec différentes structures, pour une récolte de fonds alliant culture et engagement.

Via le *Move with Africa*, les enseignant.e.s mettent en œuvre des activités (type marches parrainées) dans leurs écoles, permettant une mobilisation et une sensibilisation autour de projets en ECMS et récoltant ainsi des fonds pour les séjours des jeunes qui n'ont pas les moyens financiers.

DBA participe régulièrement aux 20km de Bruxelles, permettant d'allier le sport à la sensibilisation via une récolte de fonds remplie de sens.

Certaines associations privées (Croix du Sud, Rotary) nous soutiennent ponctuellement.

Nous avons aussi une convention de partenariat avec Lilo, le moteur de recherche Internet qui finance des projets de solidarité et qui nous permet de promouvoir une utilisation éthique des moteurs de recherche tout en récoltant des fonds.

Enfin, nous collaborerons avec W-Agency, ce qui nous permettra la mise en place d'un système de compensation carbone de nos trajets par avion destiné à contribuer au financement de nos projets. Ce système s'appliquera à tous nos déplacements (mission, séjours), tant aux membres du personnel qu'aux membres institutionnels (CA) ou aux jeunes Doitiens (participant.e.s aux séjours d'immersion) et sera ouvert à notre réseau de donateur.rice.s et d'ami.e.s.

Additional explanations

Nous nous assurons d'une gestion saine et transparente de tous nos financements. Conformément à l'engagement repris dans notre Charte éthique (voir annexe), nous gérons les ressources financières de DBA « de manière prudente, honnête, efficiente et raisonnable ».

Un rapport d'activités fait état annuellement des actions menées, il est adressé à tous nos membres et publié sur notre site Internet. Ce dernier relaie régulièrement les avancées de nos actions et est un outil de communication sur les résultats obtenus.

Dans le but d'une mise en œuvre efficiente, nous optimisons un maximum nos ressources matérielles et prenons les mesures nécessaires pour assurer une gestion éco-responsable des ressources de l'association.

Nous avons obtenu le renouvellement de notre agrément fiscal jusqu'au 31 décembre 2026 et sommes adhérents depuis de nombreuses années au Code Éthique de l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds (AERF).

Nous n'acceptons que des financements de sources fiables, en accord avec les valeurs que nous défendons.

Mandatory annexes classified by programme

Title of the annex	Type of document	File
DBA_Budget-prg2022-2026	Budget	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Budget-prg2022-2026.xlsx
DBA_Charte Éthique 2020	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Charte%20%C3%89thique%202020.pdf
DBA_Charte Environnement 2015	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Charte%20Environnement%202015.pdf
DBA_Charte Genre 2015	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Charte%20Genre%202015.pdf

Renforcer l'engagement des jeunes adolescent.e.s de Belgique du cycle secondaire supérieur

Contacts

Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Jacqueline Schulte
Telephone :	023461229
Email :	jacqueline@ongdba.org

Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Défi Belgique Afrique
Name :	Vincent Dejemeppe
Telephone :	023461229
Email :	vincent@ongdba.org

Author information

Lead NGO/Owner :	DBA
Name of accredited actor	Défi Belgique Afrique

General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Renforcer l'engagement des jeunes adolescent.e.s de Belgique du cycle secondaire supérieur		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0433439550-prg2022-1-BE		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Belgium		
Region :	Europe, regional		
Sector :	99820 - Promotion of development awareness (non-sector allocable)	Budget share :	100%

Strategic target involved

2. Interventions vers les publics de première et de deux...

- BELGIQUE / BELGIË



Description :	2. Interventions vers les publics de première et de deuxième ligne / Interventies naar de doelgroepen op de eerste en de tweede lijn
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

1. Enseignement tant du côté francophone que néerland...

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	1. Enseignement tant du côté francophone que néerlandophone / Nederlandstalig en Franstalig onderwijs
---------------	---

5. Environnement / Milieu

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	5. Environnement / Milieu
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

4. Genre / Gender

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	4. Genre / Gender
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolon...

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	6. Diversité et décolonisation / Diversiteit en dekolonisatie
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

3. Plaidoyer / Beleidsbeïnvloeding

- BELGIQUE / BELGIË

Description :	3. Plaidoyer / Beleidsbeïnvloeding
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

Approaches or sub-targets concerned

Comme indiqué dans le CSC Belgique, DBA contribue au CSC au travers les cibles et approches suivantes :

Prioritaires et centrales : A.4, B.2.1, B.2.2, B.2.3, B.4.1, B.4.2, B.5.3

Importantes : A.1.3, A.3.2, B.1.1, B.1.2, B.1.3, B.1.4, B.5.2, C.1.2, C.2.1, D.2, D.3, E.2, E.3, F.2, F.3

Accessoires : A.1.4, A.1.5, A.2.1, A.3.1, A.3.3, B.3.1, C.3.1, C.3.2

Geographic location of the outcome's intervention zone

Bruxelles

Lat/Long :	50.8465573, 4.351697
------------	----------------------

Wallonie

Lat/Long :	50.1545331, 5.3991822
------------	-----------------------

Outcome summary

Description of the outcome

Défi Belgique Afrique (DBA), travaille en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) avec les jeunes adolescent.e.s de Belgique du cycle secondaire supérieur en les accompagnant dans la compréhension des inégalités et enjeux mondiaux et en leur faisant prendre conscience du rôle d'acteur.ice qu'ils peuvent prendre dans l'émergence d'un monde plus équitable, solidaire, durable et inclusif et d'un meilleur vivre ensemble. En leur offrant un espace de parole, de formation et d'expérimentation, DBA souhaite que ces jeunes, individuellement et

collectivement, acquièrent de façon autonome, critique et responsable ce goût de l'engagement pour changer ce monde à la croisée de grands défis humains, écologiques et sociaux. Pour cela, 4 axes d'action seront développés. Le 1^{er} vise à faire vivre à plus de 1500 jeunes un processus éducatif d'un an contenant 10 jours de formation (débat, mises en situation, rencontres) et 1 séjour d'immersion (pour les plonger dans les réalités d'un pays africain ou de la Belgique et participer à des actions citoyennes), afin qu'ils renforcent leurs savoirs, savoir-faire, savoir-être et mettent la main à la pâte d'un monde plus solidaire. Le 2^e axe vise à augmenter leur acceptation de la différence, leur tolérance envers l'Autre, les ouvrir à l'interculturalité et combattre le racisme sous toutes ses formes. La diversité au sein des groupes sera d'ailleurs valorisée dans nos actions. Le 3^e axe permettra à 300 jeunes, après leur année de formation-immersion et désireux.ses de poursuivre un engagement, de renforcer leurs compétences en tant qu'animateur.rice.s pédagogiques et encadrer comme bénévoles la formation-immersion de nouveaux.elles jeunes (apprentissage par les pairs). Enfin, 4^e axe, nous collaborerons avec différent.e.s acteur.rice.s (en Belgique et à l'international), parmi lesquels nos 6 ONG partenaires d'Afrique pour assurer une qualité du contenu et offrir des expériences concrètes d'engagement aux participant.e.s.

Wording of the outcome

Le programme 2022-2026 s'articule autour d'un seul outcome qui est de 'renforcer la sensibilisation et l'engagement des jeunes adolescent.e.s de Belgique issu.e.s du cycle secondaire supérieur, de façon autonome, critique et responsable, individuellement et collectivement pour un monde plus équitable, solidaire, durable et inclusif ainsi que pour un meilleur vivre ensemble'.

Target groups

Notre groupe cible se compose tout d'abord des jeunes adolescent.e.s de Belgique issu.e.s du cycle secondaire supérieur. Nous sensibilisons entre 3000 et 5000 jeunes tant dans le cadre scolaire qu'en dehors. Ces jeunes sont à un âge où ils construisent leur personnalité, leur vision, où ils posent des choix de vie, de valeurs, en quête d'idéal et de sens, et cherchent à se situer par rapport au monde, avec ce besoin de comprendre, d'expérimenter, de se sentir reconnu.e.s.

Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all	SDT :	By 2030, ensure that all learners acquire the knowledge and skills needed to promote sustainable development, including, among others, through education for sustainable development and sustainable lifestyles, human rights, gender equality, promotion of a culture of peace and non-violence, global citizenship and appreciation of cultural diversity and of culture's contribution to sustainable development
SDG :	Goal 10. Reduce inequality within and among countries	SDT :	By 2030, empower and promote the social, economic and political inclusion of all, irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	End all forms of discrimination against all women and girls everywhere
SDG :	Goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns	SDT :	By 2030, ensure that people everywhere have the relevant information and awareness for sustainable development and lifestyles in harmony with nature

Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	1
4. Trade development :	0
5. Biodiversity :	0
6. Climat Change - Mitigation :	1
7. Climat Change - Adaptation :	1
8. Desertification :	1
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	0
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	1
13. Nutrition :	1

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	Yes
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	No
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	Yes
9. Covid-19 :	Yes

Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

Children's rights

La Note Stratégique 'Le Respect des Droits de l'Enfant dans la Coopération au Développement' est surtout axée sur les pays 'du Sud'. Le Programme de DBA, dont le cœur est constitué de la rencontre et de l'échange horizontal 'Nord-Sud' entre jeunes homologues formé.e.s à cet effet, ne peut dissocier dans ses processus 'pays de coopération' et Belgique, les jeunes s'éduquant l'un.e par l'autre par un dispositif éducatif co-construit et mis en œuvre de façon interdépendante. La réalisation des droits de l'enfant y est donc également transversale.

Le commun dénominateur Nord-Sud trouve sa place dans les Droits de Participation (CIDE) : les adolescent.e.s sont amené.e.s à s'exprimer sur des sujets (sociétaux) qui les concernent/par lesquels iels se sentent concerné.e.s et sont stimulé.e.s à s'engager, notamment en s'impliquant dans des structures/mouvements. Le présent programme prétend pousser un peu plus loin la réflexion et la mise en pratique de ces droits en recherchant des espaces d'influence politique où les jeunes puissent exprimer leurs opinions fondées sur la réflexion critique et l'expérience (formations, rencontres).

Si la réalisation du 'droit à la participation' s'initie principalement dans le Secteur Education (non formelle), il se connecte de façon plus 'locale' aux Droits de Prestation à travers le volet 'Sud' du programme, lequel focalise son action dans le Secteur Agricole/Sécurité Alimentaire où il favorise l'empowerment des femmes/mères (agriculture familiale) et impacte de ce fait tous les droits de l'enfant ; ce faisant, le programme répond au principe d'interaction entre les thèmes transversaux de la coopération ('droits de l'enfant', 'genre', 'environnement') vis-à-vis desquels les jeunes peuvent (notamment) exercer leur droit d'expression.

Ainsi, le programme prétend contribuer en fonction de ses moyens/priorités aux principes d'indissociabilité (des

droits, des thèmes transversaux) et de cohérence (du programme, 'en matière de développement').

Development education

L'outcome contribue au mandat de la note stratégique qui « agit afin que chaque citoyen en Belgique puisse accéder à une éducation au développement »[1]. En effet, nous souhaitons élargir notre sphère d'action à un maximum de jeunes de milieux socio-économiques diversifiés, pour leur donner accès à l'ECMS.

Notre pédagogie correspond aux 4 méthodes de travail mises en avant dans la note. Notre approche en ECMS est systémique, permettant une formation théorique et pratique en Belgique, donnée par des animateur.ice.s DBA et par des intervenant.e.s externes spécialisé.e.s, tout en assurant un lien direct et concret avec les pays du Sud. Le travail de co-construction en ECMS avec nos partenaires est une priorité pour DBA, qui, depuis plus de 30 ans offre des immersions aux jeunes dans différents pays du Sud. Cette expérience de vie et la confrontation avec d'autres réalités que les leurs créent une véritable prise de conscience de plusieurs enjeux et contribue à une solidarité internationale plus forte, à un engagement pérenne. Cela s'est confirmé grâce à nos méthodes de suivi et évaluation et au travers les récits de vie d'ancien.n.e.s participant.e.s collectés par DBA[2] ayant pour objectif de savoir comment la participation à la formation et au séjour d'immersion avait pu influencer leurs choix et transformer leur parcours à long terme. On constate que leur engagement citoyen est encore présent aujourd'hui de façon importante dans leur vie.

Au niveau de l'effet multiplicateur, nous agissons tout d'abord directement sur les jeunes, donc indirectement sur leur entourage (ami.e.s, frères et sœurs, parents), sur nos bénévoles qui sont à l'école secondaire ou supérieure et qui ont une sphère d'influence au niveau de leurs réseaux de jeunes (universités, associations), sur des professeurs/éducateur.ice.s avec le Move with Africa et lors de formations dans les écoles, et enfin sur les différents travailleur.euse.s d'associations belges ou locales dans les pays partenaires.

Environment and climate change

Comme expliqué plus haut, l'outcome s'inscrit dans l'approche et la vision de la Coopération belge en matière d'environnement : Un environnement durable de qualité, pour lequel la Belgique et ses habitants s'engagent immédiatement et de façon soutenue, active et proactive, à élaborer et à mettre en œuvre des cadres relatifs aux modes de production et de consommation plus durables et équitables, et des processus pour la conservation et la protection de l'environnement, tout en intégrant ceux-ci de façon efficace dans les processus de développement mondiaux[3].

La sensibilisation des jeunes belges aux enjeux climatiques et environnementaux globaux fait partie intégrante de notre approche. Ceci est effectué par l'intégration de ces thématiques de manière transversale dans le processus de formation/immersion, en adoptant des pratiques de consommation durables et responsables tout au long de ce processus, mais aussi par la réalisation d'actions concrètes (reboisement) sur le terrain, les échanges avec les populations locales, la prise de conscience par le vécu des réalités climatiques dans les pays du Sud. L'importance de s'engager immédiatement et dans la durée pour un environnement durable et de qualité est centrale, et ce par des pistes d'actions concrètes au quotidien, l'engagement dans des initiatives citoyennes mais aussi par des choix de vie. Ce sont ces jeunes belges, et les acteurs multiplicateurs (bénévoles, professeurs, responsables d'associations partenaires) qui prôneront la conservation et la protection de l'environnement, et des modes de production et consommation plus durables et équitables pour le monde de demain.

Au niveau institutionnel, DBA s'engage de manière proactive à travers le plan de mesure, réduction et compensation de l'empreinte carbone qui sera mis en place ainsi que la constitution d'une cellule Environnement et le travail sur l'élaboration d'une charte environnementale en collaboration avec nos partenaires Sud et Nord.

Gender

Le genre est au cœur de ce programme. Une charte en porte les principes. Nous l'appliquons dans le fonctionnement et la politique de l'association, les femmes sont majoritaires ou égalitaires dans chaque instance, dans notre assemblée générale et notre conseil d'administration, mais également au sein de nos équipes permanentes et bénévoles.

Notre ONG mène une politique de ressources humaines qui veille à l'égalité de traitement (salaire, formation, congé lors d'une naissance), disposons de procédure pour éviter le harcèlement ou les comportements sexistes au sein des

équipes, salariées comme bénévoles ou des groupes de bénéficiaires.

Nous adoptons une communication équilibrée (écriture inclusive, équilibre filles / garçons, respect des orientations sexuelles dans les textes, images et témoignages diffusés sur notre site Internet, dans nos brochures ou nos vidéos), nous intégrons transversalement la thématique dans nos formations et au sein de nos immersions, tout en mettant spécifiquement en évidence les inégalités existantes au Nord et plus encore au Sud et valorisons les actions menées par les citoyens ou les gouvernements pour y pallier. La rencontre d'association de femmes lors des séjours d'immersion est une étape déterminante dans la compréhension et l'intégration de la problématique par nos bénéficiaires.

Nous veillons à l'équilibre de parole au cours des débats ou des groupes de parole lors du partage des ressentis et questionnements qui émaillent les séjours d'immersion.

4/5 des bénéficiaires de nos actions, jeunes comme bénévoles, sont des filles, favorisant leur empowerment et valorisant leur leadership, se concrétisant par ex. par la coordination de séjours d'immersion, après plusieurs années de formation.

Nous défendons ces mêmes principes avec tous nos partenaires Sud et travaillons au sein de notre réseau First A Human World à la mise en place d'une charte commune et chaque séminaire Nord/Sud veille parmi les participant.e.s à l'équilibre de genre.

Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

Human rights-based approach

DBA développe une approche 'indirecte' des droits de l'enfant, 'par la pratique', via l'empowerment de jeunes adolescent.e.s sur des thématiques par lesquelles ils se sentent concerné.e.s (Droits de Participation). L'élément clé du dispositif éducatif est la rencontre entre pairs belges et africains du même âge, les partenaires africains en ECMS[1] étant aussi partenaires autour de projets axés sur l'environnement et l'agriculture familiale (cf. cohérence interne).

De ce fait, les portes d'entrée 'droits de l'enfant' sont plurielles :

1. Au Sud

- secteur agricole et sécurité alimentaire : le focus est mis sur l'environnement, théorie et pratique (i.e. reboisement, puits...) ; dans le cadre de l'agriculture familiale, l'empowerment des femmes / mères[2] est directement lié à l'accroissement de la réalisation des Droits de Prestation promus par la CIDE (nutrition, accès à l'eau potable...).

2. Au Nord et au Sud

- secteur éducation non formelle[3] (ECMS) : à côté de nombreuses autres thématiques, les thèmes environnement et genre (rôle de la femme, des filles... notamment en agriculture) sont spécifiquement traités et débattus par les jeunes ('droits à la liberté d'expression'[4]) lors des formations ECMS et au cours des séjours d'immersion ; les jeunes africain.e.s[5] (mais aussi belges) s'en trouvent le plus souvent 'activé.e.s' pour contribuer à des projets de développement local[6].

3. Au Nord :

- le programme veillera à rechercher des espaces de plaidoyer et d'expression où les jeunes participant.e.s belges (voire africain.e.s) aux séjours d'immersion puissent s'exprimer, défendre leurs opinions et/ou porter la parole des jeunes (belges et africain.e.s), devenant ainsi 'acteur.rice.s de coopération au développement'.

Au cours de ce programme DBA formalisera davantage[7] son approche 'Droits de l'Enfant' en interne via un groupe de réflexion.

Gender

En lien avec les priorités de la Coopération belge :

1. Les processus ECMS longs proposés par DBA (ODD 4) contribuent à l'empowerment des jeunes, principalement des filles, lesquelles constituent traditionnellement 80% de son public, même si le programme cherche à intégrer davantage de garçons. Education à la citoyenneté, à l'autonomie, à la prise de parole/de décision touchent quantitativement davantage les filles (participantes, bénévoles)(ODD5[1]).

2. Les pairs africains des jeunes belges sont co-formés en ECMS par des partenaires locaux impliqués dans des projets à composante environnement/agriculture familiale (ODD12) où la place de la femme (égalité de genre[2]) est

fortement débattue et promue.

3. Le programme met particulièrement en avant l'ouverture à la diversité(R2), la valeur LNOB et l'ODD10, proposant explicitement un environnement propice à la réalisation des droits de la communauté LGBT+.

Spécifiquement :

- DBA a renforcé depuis 2017 la transversalité de son approche genre (contenus et pratiques)[3].

- Le programme de formation-immersion (modules-débats-journées) adressé aux participant.e.s, aux bénévoles et/ou à l'EP inclut la problématique de genre de façon spécifique et transversale; des collaborations expertes (Monde selon les Femmes) ont été planifiées. L'égalité de temps de parole est pédagogiquement promue.

- Le programme continuera le renforcement de sa Cellule Genre (CA-EP-EB) dont une tâche sera de retravailler la Charte Genre en collaboration avec les partenaires Sud, laquelle régira les relations tant en interne qu'en externe et permettra à DBA et au réseau FHW de mieux visibiliser son positionnement.

4. DBA systématisera :

- Communication interne et externe : écriture inclusive[4]

- Recrutement et inscriptions (participant.e.s-EP-EB) : égalité d'opportunités

- Un Safe Space[5]

- Approfondissement de la désagrégation des indicateurs par l'intensification de la sexo-spécificité des données collectées (suivi-évaluation ; recherche-action).

Environment

En termes d'impact mutuel environnement-climat/outcome, le plan d'action de DBA s'articule autour de 4 axes :

1. Sensibilisation/formation des jeunes[1] à la lutte contre le changement climatique, la désertification, la protection des ressources naturelles et de la biodiversité : intégration de ces thématiques dans le parcours ECMS (urgence climatique : accent sur les inégalités aux niveaux genre et socio-économique).

2. Réalisation d'actions concrètes sur le terrain (reboisement), échanges avec les populations locales et mobilisation des jeunes pour le financement d'interventions au Sud permettant de lutter contre le changement climatique (micro-barrages) lors des séjours d'immersion. Travail mené pour le renforcement de la prise de conscience par des jeunes d'origine sociale, économique et culturelle variée de la globalité de ces enjeux, déconstruction de l'idée que cette question est réservée à un public privilégié[2].

Sollicitation d'organisation.s experte.s pour renforcer et améliorer les contenus et approches de formation et l'offre de pistes d'actions concrètes.

3. Mesure, réduction et compensation de l'empreinte carbone : étant au cœur des préoccupations tant au niveau du fonctionnement que des activités formation/immersion, l'accent sera mis en continu sur une consommation responsable et durable au niveau alimentaire, de la production de déchets[3], de la mobilité et de l'énergie. Ce travail sera approfondi en collaboration avec W-Agency, notamment en ce qui concerne le poids des vols internationaux dans la balance des émissions de DBA. Un dispositif de mesure et compensation de l'empreinte carbone sera mis en place en vue de tendre vers la neutralité carbone[4].

4. Au niveau institutionnel[5] : travail en vue de l'obtention du label d'entreprise éco-dynamique en collaboration avec W-Agency, travail sur l'élaboration d'une charte environnementale en collaboration avec les partenaires Sud et Nord avec l'appui d'une association spécialisée.

Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

L'outcome de DBA est complémentaire avec le programme fédéral d'éducation à la citoyenneté mondiale d'Enabel, mis en œuvre par Annoncer la Couleur (ALC). En effet, en encourageant l'engagement citoyen des jeunes adolescent.e.s issu.e.s du cycle secondaire supérieur au travers de formations de type long, au sein et en dehors du cadre scolaire, DBA contribue à la mission d'Annoncer la Couleur qui est « d'ancrer l'éducation à la citoyenneté mondiale dans l'éducation en Belgique »[1], tel que :

- Via le Move with Africa nous formons tant des jeunes que des professeurs/educateur.rice.s du secondaire en ECMS ;
- Via notre processus de formation/immersion en dehors du cadre scolaire nous prenons le relais avec les jeunes qui s'y inscrivent et dans la continuité de leurs apprentissages scolaires, à leur permettant de mettre en pratique les formations qu'ils auraient reçues par ALC, d'approfondir les thématiques (formation) qu'ils auraient décryptées lors du processus d'ECMS à l'école et d'en expérimenter les réalités (immersion) ;
- Via un travail de préparation et concertation avec ALC soit en bilatéral (pour des thématiques de formation

spécifiques) soit en groupes de travail (cf. GPS Monde Scolaire d'Acodex) en vue de répartir les formations auprès des ACNG du secteur pour répondre aux besoins/demandes de l'enseignement et s'accorder sur les outils pédagogiques à développer pour s'adapter au contexte des élèves, étudiant.e.s et acteur.rice.s éducatif.ve.s.

DBA échange avec ALC dans les groupes de travail et via des outils de collaboration (mapping des thématiques) pour à assurer une bonne couverture des besoins et éviter toute redondance au niveau des écoles et des publics cibles. DBA veut améliorer l'accès des formations aux jeunes « moins touché.e.s par l'ECMS », nous nous concentrerons sur les écoles du technique et professionnel en ce qui concerne les formations, en coordination avec ALC et les autre acteur.rice.s du monde scolaire.

Description of the outcome, results and strategy

Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Outcome : Renforcer la sensibilisation et l'engagement des jeunes adolescent.e.s de Belgique issu.e.s du cycle secondaire supérieur, de façon autonome, critique et responsable, individuellement et collectivement pour un monde plus équitable, solidaire, durable et inclusif ainsi que pour un meilleur vivre ensemble.
Indicator title :	IOV 1
Indicator description :	Annuellement, au moins W jeunes de Belgique sont engagé.e.s dans un processus de formation/immersion (au sein ou en dehors du milieu scolaire) dont au moins X% des participant.e.s au cycle de formation/immersion sont issu.e.s d'écoles à indice socioéconomique moyen, Y% à indice socioéconomique faible, et au moins Z% s'identifient au genre masculin.
Baseline :	W = 331 (2019 pré-covid) X = 20% Y = 5% Z = 20%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	W = 330 X = 25% Y = 7% Z = 25%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	W = 350 X = 30% Y = 10% Z = 30%

Formulation of outcome or result :	Outcome : Renforcer la sensibilisation et l'engagement des jeunes adolescent.e.s de Belgique issu.e.s du cycle secondaire supérieur, de façon autonome, critique et responsable, individuellement et collectivement pour un monde plus équitable, solidaire, durable et inclusif ainsi que pour un meilleur vivre ensemble.
Indicator title :	IOV 2
Indicator description :	Annuellement, au moins X bénévoles et Y acteur.rice.s éducatif.ve.s sont engagé.e.s dans un processus de formation et de réflexion sur leurs pratiques ECMS avec DBA, dont au moins Z% s'identifient au genre masculin.
Baseline :	X = 50 (nombre de bénévoles en 2021) Y = 4 (nombre de professeurs « MWA » qui collaborent avec DBA) Z = 30% en octobre 2020
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 80 Y = 6 Z = 32%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 90 Y = 10 Z = 35%

Formulation of outcome or result :	R1 : Les jeunes intègrent de nouveaux savoirs, savoir-faire et savoir-être et, légitimé.e.s dans leur engagement, utilisent et développent leur puissance d'action.
Indicator title :	IOV 3

Indicator description :	Annuellement, au moins X% des participant.e.s estiment que le processus formation/immersion a renforcé leurs savoirs, Y% des participant.e.s estiment qu'il a renforcé leurs savoir-faire et Z% qu'il a renforcé leurs savoir-être.
Baseline :	Baseline 2019 (pré-covid) X = 94% Y = 85% Z = 69%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 95% Y ≥ 85% Z ≥ 70%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 95% Y ≥ 85% Z ≥ 70%

Formulation of outcome or result :	R1 : Les jeunes intègrent de nouveaux savoirs, savoir-faire et savoir-être et, légitimé.e.s dans leur engagement, utilisent et développent leur puissance d'action.
Indicator title :	IOV 4
Indicator description :	Dans les 3 ans qui suivent leur retour, X% des participant.e.s au processus de formation/immersion sont engagé.e.s dans des actions solidaires ou citoyennes de façon régulière (hebdomadaire ou quotidienne) ou périodique (au moins une fois par an).
Baseline :	X = 55%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 60%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 70%

Formulation of outcome or result :	R1 : Les jeunes intègrent de nouveaux savoirs, savoir-faire et savoir-être et, légitimé.e.s dans leur engagement, utilisent et développent leur puissance d'action.
Indicator title :	IOV 5
Indicator description :	Dans les 3 ans qui suivent le retour, X% des parents des participant.e.s au processus formation/immersion estiment que le projet a suscité un changement de valeurs, d'attitudes et de comportements dans la vie quotidienne de leurs enfants, Y% estiment que ces changements ont perduré dans le temps.
Baseline :	A mesurer fin 2021. Baseline programme précédent : X = 68% Y = 56%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 70% Y ≥ 56%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 70% Y ≥ 56%

Formulation of outcome or result :	R1 : Les jeunes intègrent de nouveaux savoirs, savoir-faire et savoir-être et, légitimé.e.s dans leur engagement, utilisent et développent leur puissance d'action.
Indicator title :	IOV 6
Indicator description :	Annuellement, les participant.e.s ont augmenté leurs connaissances, en moyenne, de X% sur les thématiques suivantes au terme du processus formation/immersion : - Agriculture familiale et agroécologie - Genre - Antiracisme et décolonisation - Urgence climatique et écologie
Baseline :	A mesurer en début de programme
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 25%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 25%

Formulation of outcome or result :	R2 : Les jeunes, accepté.e.s au sein du projet dans leurs identités diverses, s'ouvrent davantage à la différence et au respect de l'autre.
------------------------------------	---

Indicator title :	IOV 7
Indicator description :	Annuellement, au moins X% des participant.e.s estiment que le processus de formation/immersion a contribué à augmenter leur ouverture et acceptation de la diversité/différence, en particulier par rapport à l'Afrique.
Baseline :	A mesurer en début de programme
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 80%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 80%

Formulation of outcome or result :	R2 : Les jeunes, accepté.e.s au sein du projet dans leurs identités diverses, s'ouvrent davantage à la différence et au respect de l'autre.
Indicator title :	IOV 8
Indicator description :	Annuellement, au moins X% des participant.e.s estiment que les valeurs de respect et tolérance sont au cœur du projet.
Baseline :	A mesurer en début de programme
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 90%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 90%

Formulation of outcome or result :	R2 : Les jeunes, accepté.e.s au sein du projet dans leurs identités diverses, s'ouvrent davantage à la différence et au respect de l'autre.
Indicator title :	IOV 9
Indicator description :	Annuellement, au moins X% des participant.e.s estiment que dans les prises de paroles, l'expression de leur ressenti ainsi que dans le déroulement des activités, leur sexe, identité de genre et orientation sexuelle ont été respectés et pris en compte.
Baseline :	A mesurer en début de programme
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 80%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 80%

Formulation of outcome or result :	R3 : Les animateur.rice.s bénévoles se forment en continu et encadrent et accompagnent les jeunes dans leur cycle ECMS en partageant leurs savoirs, savoirs-faire, savoir-être.
Indicator title :	IOV 10
Indicator description :	Annuellement, au moins X% des bénévoles et acteur.rice.s pédagogiques ont mis en pratique la formation initiale ou continue qu'ils ont reçue dans l'accompagnement d'un groupe de jeunes.
Baseline :	Baseline 2019 (pré-covid) X = 87%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 80%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 80%

Formulation of outcome or result :	R3 : Les animateur.rice.s bénévoles se forment en continu et encadrent et accompagnent les jeunes dans leur cycle ECMS en partageant leurs savoirs, savoirs-faire, savoir-être.
Indicator title :	IOV 11
Indicator description :	Chaque année, au moins X% des bénévoles ayant bénéficié d'une formation estiment que le processus a renforcé leurs compétences (savoirs, savoir-faire et savoir-être) comme animateur.rice.s en ECMS.
Baseline :	Baseline 2019 (pré-covid) X = 67%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 70%

Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 70%
Formulation of outcome or result :	R4 : Le processus ECMS ainsi que l'identité et la mise en œuvre des valeurs de DBA et son réseau sont renforcés, à travers des partenariats et collaborations avec des acteur.rice.s du Nord et du Sud valorisant les expertises mutuelles.
Indicator title :	IOV 12
Indicator description :	Annuellement, au moins X groupes de jeunes sont constitués et effectuent le processus de formation / immersion en partenariat avec un.e association / acteur.rice qui touche des jeunes de milieux diversifiés.
Baseline :	Baseline 2020 = 2 (MWA + Do It Belgique avec AEC)
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3
Target Year 5 - 31/12/2026 :	4

Formulation of outcome or result :	R4 : Le processus ECMS ainsi que l'identité et la mise en œuvre des valeurs de DBA et son réseau sont renforcés, à travers des partenariats et collaborations avec des acteur.rice.s du Nord et du Sud valorisant les expertises mutuelles.
Indicator title :	IOV 13
Indicator description :	Les politiques communes concernant l'éthique, le genre, l'environnement, le plaidoyer et la diversité/décolonisation avec les partenaires du réseau First A Human World ont été développées et les partenaires se sont appropriés ces politiques.
Baseline :	Baseline juillet 2021 : Document d'engagement signé par les partenaires du Réseau First A Human World (cf. annexe)
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3 des chartes sont développées et mises en application
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Les 5 chartes sont développées et mises en application

Formulation of outcome or result :	R4 : Le processus ECMS ainsi que l'identité et la mise en œuvre des valeurs de DBA et son réseau sont renforcés, à travers des partenariats et collaborations avec des acteur.rice.s du Nord et du Sud valorisant les expertises mutuelles.
Indicator title :	IOV 14
Indicator description :	Au moins X% des participant.e.s aux séminaires Sud/Nord sont toujours engagé.e.s au sein de leur structure au terme de l'année suivant le séminaire.
Baseline :	Suite au séminaire de 2019 : 14 toujours engagé.e.s sur 24 participant.e.s = 58%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X ≥ 50%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X ≥ 50%

Formulation of outcome or result :	R4 : Le processus ECMS ainsi que l'identité et la mise en œuvre des valeurs de DBA et son réseau sont renforcés, à travers des partenariats et collaborations avec des acteur.rice.s du Nord et du Sud valorisant les expertises mutuelles.
Indicator title :	IOV 15
Indicator description :	Un dispositif de mesure, réduction et compensation de l'empreinte carbone causée par les activités de l'association dans sa globalité, inclus les vols aériens, a été mis en place en collaboration avec un partenaire spécialisé.

Baseline :	Une piste de collaboration avec un partenaire spécialisé a été identifiée, les devis ont été remis.
Target Year 3 - 31/12/2024 :	L'empreinte carbone est mesurée annuellement et une stratégie de réduction et compensation a été définie avec des objectifs clairs.
Target Year 5 - 31/12/2026 :	L'empreinte carbone est compensée et réduite selon les objectifs fixés.

Activities, targets groups and beneficiaries

Classification of activities

Résultat 1 :

A1.1 Organiser un processus de formation avec immersion dans un pays du Sud (Do It With Africa) pour des jeunes adolescent.e.s issu.e.s du cycle secondaire supérieur.

A1.2 Organiser un processus de formation avec immersion dans un pays du Sud pour les élèves et les professeurs de l'enseignement secondaire supérieur (ISE faible ou moyen).

A1.3 Organiser un processus de formation avec immersion en Belgique (Do It Belgique) pour les jeunes adolescent.e.s issu.e.s du cycle secondaire supérieur.

A1.4 Organiser un cycle d'information et de témoignages des jeunes adolescent.e.s sur leur expérience et favoriser leur engagement citoyen et solidaire.

Résultat 2 :

A2.1 Former les jeunes adolescent.e.s sur des thématiques spécifiques via des intervenant.e.s expert.e.s.

A2.2 Organiser des immersions en Belgique en lien avec les thématiques de diversité via des acteur.rice.s intermédiaires.

A2.3 Mettre en place des cellules thématiques composées de membres permanents et bénévoles.

Résultat 3 :

A3.1 Elargir l'équipe bénévole à de nouveaux.elles jeunes et fidéliser l'engagement des plus ancien.ne.s.

A3.2 Former et accompagner les bénévoles afin qu'ils renforcent leurs compétences pédagogiques et d'encadrement et deviennent des animateur.rice.s relais.

Résultat 4 :

A4.1 Consolider des partenariats et collaborations Nord et renforcer la qualité du contenu des formations.

A4.2 Organiser au moins 3 séminaires d'échange internationaux avec nos partenaires du Réseau First A Human World, afin de développer des politiques communes liées aux thématiques transversales, ainsi que nos expertises pédagogiques et de plaidoyer.

A4.3 Participer à des réseaux et actions de plaidoyer afin de mettre la solidarité mondiale et ses différentes composantes à l'agenda des politiques.

A4.4 Etablir et appliquer un plan de réduction et de compensation écologique concernant les activités de l'association.

Target group(s)

- Les jeunes adolescent.e.s de Belgique issu.e.s du cycle secondaire supérieur (3.000 à 5.000 élèves par campagne), écoles du général, professionnel et technique. On compte ceux et celles qui participeront pendant 1 an au processus de formation/immersion et ceux et celles qui deviendront bénévoles au sein de l'association qui encadreront les jeunes.

- Les enseignant.e.s du cycle secondaire supérieur (priorité écoles ISE faible ou moyen)

- Les partenaires du Réseau First A Human World

Beneficiaries

Direct.e.s :

1580 jeunes adolescent.e.s participant.e.s dont 1212 filles et 395 garçons (25%)

Bénévoles : 76 dont 51 filles et 25 garçons (moyennes annuelles). (Les bénévoles peuvent rester plusieurs années)

Acteur.ice.s éducatif.ive.s : 6 acteurs.rices éducatif.ve.s/an dont 4 femmes et 2 hommes. Les acteur.ice.s éducatif.ve.s peuvent rester plusieurs années

Les 6 partenaires du Réseau First A Human World

Indirect.e.s : entourage, écoles, acteur.ice.s intermédiaires, décideur.euse.s politiques

Title of the reference annex :	DBA_TOC_Outcome Belgique_2022-2026
Title of the reference annex :	DBA_Analyse des risques Outcome Belgique_2022-2026
Target group(s) – Location of the intervention: Belgium only :	Secondary education - General Secondary education - Professional Secondary education - Technical Volunteers/affiliates/unpaid staff Associated local partners Other civil society organisations mobilised for the SDGs Political decision-makers

Description of the Relevance

Notre action s'inscrit dans les priorités au niveau régional, national et international. En tant qu'organisation de jeunesse accréditée par la FWB, DBA poursuivant les finalités du décret OJ¹, ainsi que celles de l'enseignement², en concordance avec la note stratégique de l'Education au développement de la Coopération belge. DBA participe à la sensibilisation entre citoyen.ne.s européen.ne.s et 'du Sud' tel que décrit dans le Consensus européen pour le développement³ ainsi qu'à l'*Agenda Éducation 2030* (décrit dans la TOC).

Les changements intermédiaires que nous proposons permettront de contribuer activement au changement ultime souhaité. Le résultat 1 vise les adolescent.e.s de Belgique au sein du milieu scolaire⁴ et hors milieu scolaire⁵. Ces dernières années ont été marquées par plusieurs crises, politiques et économiques, l'urgence climatique, le COVID-19, les luttes antiracistes. Des mobilisations de jeunes citoyen.ne.s se sont emparé.e.s de l'espace public pour se faire entendre. Ces enjeux mondiaux sont nombreux et complexes. Pour prendre l'exemple du climat, on voit une plus grande mobilisation des jeunes⁶. Une enquête de l'Aped (2019) montre que malgré l'augmentation de cet engagement, ainsi qu'une croissance dans leur prise de conscience, leur compréhension au sujet des phénomènes qui y sont liés a diminué par rapport à 2015.⁷ Les jeunes sont interpellé.e.s et se sentent concerné.e.s par les inégalités et les enjeux mondiaux, mais sont toutefois bloqué.e.s dans leur volonté de s'engager pour une cause qui les anime et le sentiment d'impuissance provoqué par sa complexité.⁸ Nous constatons aussi un accroissement du rôle joué par les réseaux sociaux dans l'espace public et les interactions sociales des jeunes⁹.

L'apport de DBA dans l'éducation des jeunes est de pouvoir les accompagner dans leur prise de conscience des inégalités mondiales, de les outiller, de les pousser à s'interroger, questionner les pouvoirs, les médias et les mécanismes en place, pour qu'ils puissent se positionner et devenir à leur tour acteurs et actrices, citoyennes et citoyens responsables, actif.v.es, critiques et solidaires. Pour cela, nous proposons un cycle qui se décline en quatre phases : une sensibilisation, une formation en ECMS de type long, un séjour d'immersion et un accompagnement au retour.

Le 2^e résultat¹⁰ s'attèle à ce que ces adolescent.e.s développent une plus grande acceptation des diversités. Pour s'ouvrir à la différence et au respect de l'autre, il est important que le.la jeune se sente accepté.e dans le projet. Nous partons de la réalité du.de la jeune pour aborder les différences interculturelles, et aller à la rencontre de l'Autre. D'après un sondage par *Annoncer la Couleur*, la solidarité interpelle peu (23% des jeunes y sont sensibles)¹¹. Les professeurs interrogés à ce sujet le confirment mais rapportent que la solidarité augmente plus les jeunes se sentent proches de la cause¹². La montée des populismes et des mouvement complotistes entraînent un repli sur soi¹³ et une perte de confiance en les institutions gouvernementales¹⁴. DBA entamera un parcours plus approfondi pour poursuivre son combat contre le racisme et les discriminations.

Pour le résultat 3¹⁵, tout l'enjeu est d'accompagner son équipe bénévole dans ses questionnements et donner sens à ses engagements, tout en la formant à pouvoir à son tour guider les jeunes adolescent.e.s. DBA l'encadre en décomplexifiant différentes thématiques, par exemple, l'écologie et l'éco-anxiété.¹⁶ L'apprentissage entre pairs est la pédagogie choisie par DBA depuis ses débuts et elle a démontré sa pertinence : l'apprentissage interactif, mutuel, horizontal et qui implique les jeunes dans le processus. Notre pédagogie active veut renforcer le rôle des encadrant.e.s bénévoles, pour qu'ils deviennent acteur.rice.s de leur parcours. Le projet doit leur appartenir, les

motiver, et ainsi fédérer. Il est important que l'équipe bénévole adhère à la vision et aux missions de l'association, et participe elle-même à l'évolution de l'organisation. DBA a voulu renforcer cet aspect de co-construction, c'est pourquoi la Charte éthique qui a été mise en place en 2020 a fait l'objet d'un travail conjoint entre l'EB, l'EP et le CA. Il en est de même pour l'écriture de ce programme : un comité de pilotage a été établi, composé de membres de l'EB, de l'EP et du CA. Le travail de récolte de feedbacks et d'enquêtes effectué tout au long de l'année a été consolidé à partir des besoins, demandes et critiques de notre équipe bénévole, et intégré aux réflexions du comité de pilotage.

Le résultat 4 est centré sur les partenariats, Nord et Sud. Renforcer les collaborations participe au changement ultime car donne l'expérience 'terrain' aux jeunes et leur permet déjà de vivre un premier engagement.

L'outcome se trouve en continuité avec celui du programme antérieur, avec des dimensions novatrices. Premièrement, la volonté de donner accès aux processus longs d'ECMS à une plus grande diversité de jeunes, ainsi qu'à une jeunesse plus vulnérable (*Leave no one behind*), publics 'orphelins' ou 'moins touchés'¹⁷. DBA est actif dans le groupe de travail d'AcODEV *Publics peu touchés par l'ECMS* pour mutualiser les pratiques et les échanges avec d'autres associations ; c'est également le cas via nos collaborations pour le *Do It Belgique* (cf. *Synergies*). Ensuite, la recherche de diversification des thématiques en fonction du contexte, de l'intérêt et des besoins du public cible nous motive à ouvrir notre pédagogie via l'accroissement des collaborations expertes, acteur.rice.s intermédiaires.¹⁸

La thématique genre est traditionnelle chez DBA et sera encore approfondie dans ce programme. DBA avait établi une *Charte Genre*¹⁹ en 2015 pour faire vivre ces valeurs et pratiques au travers de toutes ses activités (cible D2). Au niveau des jeunes, DBA brasse un groupe-cible à 80% filles ce qui contribue à leur *empowerment* sociétal. Elles gagnent en responsabilité et estime de soi et développent leurs compétences pédagogiques sur des thèmes complexes (analyse, animation et gestion). En 2021, 4 des 6 coordinateur.rice.s de séjour (niveau de responsabilité le plus élevé en tant que bénévole chez DBA) étaient des filles. Ceci étant, dans une optique de diversité, l'idée est d'atteindre un meilleur équilibre filles-garçons (IOV 1).

Au niveau pédagogique, la formation ECMS inclut le genre (communication égalitaire, groupes de paroles non-mixtes pour sensibiliser aux discriminations de genre, offrir un *safe space*, non-discrimination envers les LGBTQIA+ (Cible D3). Tou.te.s les jeunes et bénévoles y seront formé.e.s au travers d'outils spécifiques et l'intervention d'acteur.rice.s spécialisé.e.s. Notre volonté est que chaque participant.e puisse s'épanouir dans le projet, peu importe son sexe, identité de genre et orientation sexuelle (cf. IOV 9). La charte sera mise à jour pour une adaptation répondant au contexte actuel ; des politiques genre seront également développées avec nos partenaires du réseau '*First A Human World*'²⁰ ainsi que des modules de formation adaptés à chaque pays, par exemple la communication égalitaire et les rôles sociaux de genre dans un contexte multiculturel via le *Monde selon les Femmes*.

La thématique environnement a toujours été traitée de façon transversale. Notre volet agriculture familiale est intrinsèquement lié à l'ECMS, mettant l'alimentation et l'écologie au cœur de la sensibilisation de nos bénéficiaires. L'élaboration de la *Charte Environnement* en 2015 a permis de formaliser cette priorité au sein de l'association. Notre engagement à renforcer ce thème (cible E) est motivé par la réalité des jeunes, qui cherchent à se mobiliser pour la préservation de la planète. Nous souhaitons offrir à toutes les parties prenantes de DBA la possibilité d'agir en tant qu'individu, groupe ou structure, à la réduction et compensation de leur empreinte écologique (cf. *Synergies*, partenariat avec *W-Agency*²¹).

Description of Coherence

Nos actions en ECMS ont toutes une influence directe sur notre groupe cible prioritaire, les jeunes, par une approche globale et cohérente, qui aborde l'ECMS dans un processus de type long impliquant plusieurs acteur.rice.s et alliant **formation** avec une pédagogie entre pairs et **immersions** pour leur donner une meilleure compréhension des enjeux mondiaux, un espace d'apprentissage au contact d'acteurs de terrain, d'échange et de partage avec les autres bénéficiaires et de rencontre interculturelle avec des pairs en Afrique ou en Belgique. L'association, par ses pratiques et politiques (**inclusion, engagement responsable et éthique, déconstruction des stéréotypes**) veut transmettre à son public un message d'ouverture et de **tolérance** et lui donner l'opportunité **de s'engager dans** des actions concrètes de solidarité tout en menant au niveau sociétal, via des plateformes intra- et extra-sectorielles un travail de **plaidoyer**.

Concernant la **cohérence interne**, l'association a fait le choix d'un travail global autour des **cibles genre, environnement et diversité/décolonisation** en les abordant transversalement tout au long de son programme de formation mais aussi au travers d'actions ou de rencontres de terrain lors des immersions. Par exemple, des

immersions en maraîchage ou dans des associations de femmes, ou encore un décodage de l'*Africa Museum* de Tervuren. Le processus formation-immersion forme un tout indissociable visant au travers de diverses thématiques une approche systémique pour permettre aux bénéficiaires d'acquiescer une compréhension plus complexe et nuancée des mécanismes qui sont à la source des inégalités tant par la théorie rendue accessible par une pédagogie interactive que par l'expérimentation (sous diverses formes, rencontres, actions, échanges) de terrain. La réflexion et le vécu qui en résultent deviennent ainsi de puissants vecteurs de changement et d'engagement pour les bénéficiaires.

Le développement de Chartes communes sur nos thématiques transversales avec nos partenaires en ECMS de nos pays d'immersion au sein du réseau *First A Human World*, contribue aussi à la cohérence de nos actions. De même, les bénéficiaires sont sensibilisés à l'agriculture familiale et deviennent témoins des actions menées par DBA et ses partenaires (Outcome 'Volet Sud' Burkina et Bénin) lors des séjours d'immersion, découvrent les impacts de nos projets Sud et en visibilisent les effets lors de leur retour en Belgique par leurs témoignages.

En ce qui concerne la **cohérence externe**, DBA fait preuve de complémentarité avec les autres acteurs en ECMS de Belgique (exemple : SCI et Quinoa avec lesquels nous menons des réflexions et actions communes vu la communauté de démarche – processus d'ECMS longs, avec immersions, en dehors du cadre scolaire, avec tranches d'âge complémentaires - ; nous nous adressons très majoritairement à des jeunes qui n'ont pas encore atteints leur majorité). Au sein du cadre scolaire, nous renforçons le processus ECMS via les collaborations dans le cadre du *Move with Africa*¹.

Nous sommes par ailleurs complémentaires d'autres secteurs (approche plurisectorielle) concernant les domaines d'expertise en incluant des experts et organisations spécialisées et engagées dans les thématiques abordées. Nous combinons ainsi notre expertise dans l'accompagnement des jeunes à celles d'intervenants externes spécialisés.

Pour le *Do It Belgique*, nous collaborons avec des associations qui travaillent avec un public moins favorisé (AEC, CCEV) afin de nous appuyer sur leur expertise avec ce type de public et ainsi renforcer nos compétences en interne.

Description of Effectiveness

La crise liée à la pandémie de Covid-19, avec ses restrictions sanitaires, a malheureusement impacté la mise en œuvre des activités de DBA, à la fin du précédent programme (suppression des séjours en Afrique deux années consécutives). Les effets de la crise rendent très difficile l'analyse de l'évolution de l'engagement sur la durée du précédent programme. Dès lors, l'efficacité prévisionnelle proposée pour le présent programme procède d'une **stratégie de reprise** prudente et réaliste, qui se cumule à une stratégie de diversification, en voie d'expérimentation avant la crise.

Ses principaux éléments sont :

1. L'**adaptation des entrées thématiques** (contenus et méthodes) aux intérêts/profils actuels des jeunes (R1), laquelle nécessite un renforcement des équipes bénévoles (R3) et permanente.
2. Un **investissement plus soutenu dans la formation des bénévoles** (R3), et corrélativement un démarrage quantitatif prudent suivi d'une évolution progressive du nombre de processus ECMS adressés aux jeunes (R1).
3. Une **diversification des publics** (R2) en accord avec les valeurs de DBA ainsi qu'en cohérence avec ses intentions éducatives ('accroître l'acceptance des jeunes à l'égard de la différence de l'autre').
4. Une **multiplication / diversification de ses collaborations / partenariats** (éducatifs, stratégiques et opérationnels) (R4).

Outcome

1580 jeunes belges fréquentant le cycle secondaire supérieur en Belgique francophone (R1) constituent le principal groupe-cible de cet outcome (240 en année 1 du programme pour arriver progressivement à 350 en année 5).

Les baselines correspondent aux valeurs identifiées lors de la réalisation du précédent programme (en moyenne 268 participants chaque année aux processus longs d'ECMS proposés, dont 80% de filles-désagrégation par sexe-et 25% de jeunes issus d'écoles à ISE faible et moyen, cf. LNOB). Afin d'assurer la qualité des interventions, les cibles visées

par l'IOV 1 doivent être corrélées à celles visées pour les jeunes bénévoles encadrant les participant.e.s (R3) : soit un ratio '1 bénévole/5 participants' (cf. méthodologie *peer to peer* dont l'efficacité a fait ses preuves dans les programmes précédents). Le présent programme visera à stimuler progressivement la participation de plus de garçons (30% en année 5) (cf. pertinence). De même, en cohérence avec la valeur LNOB, le programme recherchera progressivement la participation de plus de jeunes issu.e.s d'écoles à ISE faible et moyen (40% en année 5).

Les baselines des indicateurs de ce programme (cf. cadre logique) sont déterminées sur l'analyse des performances réalisées en 2019 (dernière année pré-crise), évaluées sur base de questionnaires Microsoft Forms. Elles n'évolueront pas au cours du programme, chaque année correspondant en effet à un cycle ECMS pour un groupe de jeunes différent. Afin de conserver la qualité du programme, nous souhaitons maintenir ou augmenter de quelques points ces taux, par rapport à la période 2017-2021¹.

R1 Ce résultat correspond au *Core Business* historique de DBA, à savoir l'organisation de processus ECMS longs ayant pour but de développer la puissance d'action des jeunes et de les rendre 'responsables, actifs, critiques et solidaires' (cf. outcome)².

Trois processus longs d'ECMS sont offerts :

1. *Do it with Africa* (92,14% des participant.e.s en 2017-2021) : cycle s'étalant sur une année scolaire (12 mois).
2. *Do it Belgique*³(3,14 % des participant.e.s en 2017-2021) : cycle s'étalant sur 5 mois (de novembre à Pâques de l'année suivante).
3. *Move with Africa* (4,71% des participant.e.s en 2017-2021) : cycle s'étalant sur 12 mois (entre deux périodes de vacances de Pâques).

Les baselines de chaque rubrique ont été établies en faisant la moyenne des sommes des valeurs « *plutôt oui* » et « *tout à fait* » pour les questions concernant l'acquisition de savoirs⁴. Nous insérons un quizz non-anonyme pré et post programme afin d'évaluer l'augmentation des connaissances dans les thématiques abordées.

Ci-après les éléments les plus significatifs des 4 étapes du processus DIWA qui ont fait leur preuve et rendent le résultat atteignable :

1. Campagnes de **sensibilisation** : à la rentrée, via des enseignant.e.s d'établissements scolaires ciblés (CSC A1) ; **inscriptions** et confirmation de **participation**.

Le présent programme proposera de nouvelles alternatives visant à accroître la diversité du public participant (R2) : diversification des lieux de campagne et intervention de bénévoles d'organisations collaborant.e.s.

2. 8 à 10 jours de **formation** immersifs en résidentiel :

- o weekends faisant l'objet d'une trame (contenu, pédagogie, logistique) co-construite avec les bénévoles
- o méthodologies et contenus pédagogiques intégrant les composants principaux de l'ECMS (enjeux sociétaux mondiaux : inégalités, précarité, urgence climatique, genre, décolonisation et discrimination, migration, etc.)
- o méthodes actives et concrètes permettant aux jeunes de décrypter leur réalité et les médias grâce à l'acquisition d'un esprit critique
- o accent mis sur la participation citoyenne ('faire entendre sa voix') *via* des ateliers d'acquisition de savoir-faire
- o expérimentation d'un 'meilleur vivre ensemble' *via* la responsabilisation du groupe et la valorisation de toutes les identités
- o approche réflexive durant tout le processus (suivi du vécu, évaluation continue des jeunes).

3. **Séjours d'immersion** :

- o prise de conscience et expérimentation de réalités mondiales dans la pratique
- o expérience partagée avec des correspondant.e.s locaux.ales jeunes ayant suivi le même processus de formation préparatoire
- o vivre-ensemble dans un pays et au sein d'une culture nouvelle et différente

4. **Journées retour** permettant d'intégrer les acquis du processus et d'introduire le.a jeune à l'engagement citoyen.

R2 Ce résultat novateur répond à une stratégie de diversification des publics cibles en vue d'une plus grande inclusion des identités multiples des jeunes (genre, origine sociale, ethnique, socio-économique) et d'un meilleur travail pédagogique sur leur 'acceptance de la différence de l'autre' (cf. outcome). Déjà initiée au cours du précédent programme, cette stratégie a été consolidée en un résultat spécifique qui trouve particulièrement écho dans la valeur LNOB (éviter le 'creusement des inégalités' d'accès à l'ECMS).

Les baselines de ce résultat seront identifiées grâce à l'analyse des enquêtes de retour d'expérience des participant.e.s, et leur ressenti concernant la capacité du programme à intégrer leurs identités et différences⁵. Notre stratégie repose sur l'auto-évaluation de la perception du jeune, un des objectifs de notre programme étant sa responsabilisation et réflexion critique dans son propre engagement.

Les stratégies d'ouverture à la diversité toucheront les points suivants :

o **Sensibilisation-inscription-sélection**

- 'campagne de sensibilisation' : diversification des moyens de communication (réseaux sociaux, vidéos, au sein de MDJ, témoignages d'ancien.ne.s participant.e.s) et de cibles (écoles à ISE plus faible⁶)
- 'système d'inscription/confirmation de participation' des candidat.e.s : diversification (quotas de discrimination positive, candidatures par vidéo)

o **Formations**

- Cadre :
 - 'ajustements pratiques et logistiques pour accueillir la différence' (accessibilité des locaux, adaptation horaire) ;
 - création d'un cadre cohérent de respect et bienveillance, d'un 'espace sécurisé' au sein de chaque groupe ;
- Bénévoles :
 - diversification : multiplier les possibilités d'identification des jeunes en incorporant dans l'équipe comme bénévoles des jeunes issu.e.s du *Do it Belgique*, des *Ambassadeurs d'Expression Citoyenne* ;
 - renforcement thématique et pédagogique (préjugés, stéréotypes, discriminations, respect de la différence, décolonisation, luttes raciales, différence et multi-culturalité, le tout particulièrement par rapport à l'Afrique), notamment en faisant appel à des expertises externes pour former les bénévoles (cf. R3).

R3 Les animateur.rice.s bénévoles, ancien.ne.s participant.e.s aux processus longs d'ECMS, constituent un groupe-cible traditionnel des programmes de DBA (cf. indicateurs de l'outcome), qui leur adresse des formations en continu afin qu'ils puissent encadrer / accompagner leurs pairs plus jeunes dans les nouveaux processus ECMS en partageant les savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis (cf. approche 'peer to peer').

Les baselines des indicateurs du R3 sont construites au départ des données collectées dans le cadre programme précédent, grâce aux listes de présence systématiquement établies. L'analyse du contexte (cf. ToC) nous pousse à revoir l'engagement bénévole légèrement à la baisse. Nous souhaitons enfin augmenter l'exigence de qualité du programme et atteindre une meilleure acquisition des savoirs, par rapport aux évaluations individuelles de 2019.

Les bénévoles contribuent largement à l'efficacité de l'outcome car ils sont les élément-clés de la mise en œuvre opérationnelle des R1 et R2. La méthode pédagogique privilégiée stimule l'identification des jeunes et facilite l'appropriation des apprentissages.

Gages d'efficacité :

1. Les équipes responsables sont constituées de bénévoles à niveaux d'expérience variée (entre 1 et 5 ans de bénévolat chez DBA) et de membres de l'EP et des stratégies seront développées pour garantir l'inclusion et la diversité dans chaque équipe.
2. Le renforcement et la diversification des formations de l'EB (exemple : par *Africalia* sur la décolonisation) est au cœur des priorités de ce R3.
3. Les bénévoles sont formé.e.s à générer un esprit bienveillant et respectueux de la différence, au sein des groupes (cohésion, groupes de paroles...).
4. Un processus d'évaluation qualitative (débriefings) et quantitative (questionnaires) les impliquant permettra à DBA de capitaliser les leçons apprises.

Résultat 4 : Le processus ECMS ainsi que l'identité et la mise en œuvre des valeurs de DBA et son réseau sont renforcés, à travers des partenariats et collaborations avec des acteurs du Nord et du Sud valorisant les expertises mutuelles.

Les baselines se basent sur l'analyse de la mise en place des partenariats durables et qualitatifs déjà établis (2), et sur notre engagement à analyser avec soin l'adéquation de nos valeurs avec de nouveaux partenaires potentiels. Les politiques communes du réseau *First a Human World* et leurs documents cadres ont été identifiés grâce aux réflexions des séminaires (cf. PV, rapports) et aux concertations avec les partenaires sur leurs capacités, compétences et disponibilités. Sur base d'une analyse des activités, un indicateur de compensation carbone sera défini avec *W-Agency* pour établir un plan d'action pour ce nouvel indicateur.

Dans le cadre de son processus ECMS DIWA, DBA travaillera avec des partenaires locaux de 6 pays d'Afrique, lesquels constituent son réseau *First A Human World* ; ces partenaires feront suivre aux jeunes de leurs pays le même processus ECMS que celui suivi par les jeunes belges, la rencontre interculturelle étant au centre du processus. Le programme renforcera le réseau, ses membres et son identité, notamment *via* des formations mutuelles en ligne et des séminaires d'échange organisés tous les deux ans, ainsi que l'élaboration de *chartes* (genre, environnement, plaidoyer) pour consolider valeurs et pratiques communes.

En Belgique, des collaborations avec des organisations ouvrant l'accès à des jeunes issu.e.s de l'immigration permettront à DBA de remplir ses objectifs de diversification de son public cible, d'apprentissage d'un meilleur vivre-ensemble et enrichiront ses compétences (collaboration avec le CCEV de Verviers dans le cadre du processus DIB et avec l'asbl *Ambassadeurs d'Expression Citoyenne* qui facilite l'accès aux établissements scolaires à ISE faible).

Ces partenariats et ces collaborations long-terme permettront à DBA de renforcer son identité et de réaliser l'outcome du programme (monde plus inclusif, équitable et ouvert).

Description of Efficiency

Le changement que DBA souhaite atteindre auprès de ses bénéficiaires directs (1580 jeunes en 5 ans et 50 à 80 bénévoles par an), repose sur une série de ressources nécessaires à l'atteinte des résultats escomptés ; principalement : des ressources humaines, du matériel et contenus pédagogiques, des déplacements (séjours, missions et conférences) ainsi que des outils (digitaux) de communication/sensibilisation.

Le coût du personnel équivaut à 57% du budget de l'outcome et participe activement à l'atteinte des 4 résultats. Notre équipe permanente, dont les fonctions sont pluridisciplinaires, permet une bonne efficacité au niveau des responsabilités : encadrement des formations, développement des modules pédagogiques, suivi des jeunes et des bénévoles, le contact avec les parents, avec les partenaires et les jeunes correspondant.e.s d'Afrique pour l'organisation des séjours. Quatre chargé.e.s de programme salarié.e.s (3,2 ETP) et 0,15 ETP de responsable administratif et financier sont ainsi alloués au budget. A cela, on ajoute un.e détaché.e pédagogique qui ne dépend pas du budget du programme. Parmi les membres du CA, qui interviennent de manière bénévole, on compte d'ancien.n.e.s participant.e.s et coordinateur.rice.s de séjour expérimenté.e.s. Chaque année, entre 2 et 3 membres du CA encadrent des groupes, cela ne représentant presque aucun coût à part des défraiements.

Au niveau du fonctionnement, les R1 et R2 sont composés de dépenses liées aux contenus et matériel pédagogique, formateur.rices, lieux de formation, intervenant.e.s externes ; outils digitaux et de communication pour élargir notre public et donner un meilleur accès à une diversité de jeunes.

Pour le R3, les coûts des bénévoles, à savoir leurs déplacements (défraiements Belgique/missions) et une partie de leurs coûts liés aux séjours d'immersion pour l'encadrement des jeunes ne sont pas élevés par rapport au support important qu'ils offrent. En effet, **DBA compte au moins 50 bénévoles par an**, en tant que bénéficiaires du programme, qui encadrent également les jeunes. Plusieurs bénévoles deviennent, après 3 ou 4 ans de formation chez DBA, coordinateur.rice.s de séjour. Cela permet une **économie de budget** car le besoin de salarié.e.s n'augmente pas même si le nombre de bénéficiaires s'accroît. Cette stratégie est d'abord motivée par la pédagogie de DBA, c'est-à-dire l'enseignement par les pairs, la mise en confiance de la jeunesse et leur prise de responsabilités, qui porte ses fruits tant dans l'engagement des bénévoles que dans leur estime de soi et leur positionnement de pédagogue.

Pour le R4, les conférences internationales rassemblent tous les 2 ans les partenaires de chacun des 7 pays du Réseau *First A Human World*, permettant ainsi de définir des politiques communes (éthique, genre, environnement, diversité), échanger sur les bonnes pratiques et augmenter notre visibilité en plaidoyer.

De sorte à optimiser l'aspect organisationnel et logistique, tout en s'alignant sur notre stratégie de collaboration avec le monde scolaire, nous avons une convention avec l'école Saint-Boniface à Bruxelles pour les activités avec nos bénéficiaires. Pour diversifier les lieux, nous avons un accord avec l'école Institut Sainte-Marie Jambes. Cela nous permet des **coûts de location quasi gratuits** avec des locaux adaptés aux besoins de notre public cible. Pour le projet *Move with Africa*, les formations se **déroulent dans les établissements scolaires**. Pour les séjours d'immersion internationaux, nos partenaires identifient les ressources (humaines, matérielles) de manière anticipée avec une **étude du marché** (annuelle) en tenant compte de l'évolution du contexte dans chaque pays. Les **collaborations avec des écoles et associations locales** permettent des immersions 'gagnant-gagnant' (formation et témoignages auprès des jeunes contre leur participation active à des activités des associations concernées).

DBA travaille **exclusivement avec des associations locales sans expatrié.e.s**.

Comments on description of efficiency

Submitted by DGEO-VéroniqueS on Mon, 11/08/2021 - 14:39

budget par résultat

Bonjour,

Est-il encore possible d'avoir le budget par résultat, Je vous remercie

Véronique

Submitted by DBA on Wed, 11/10/2021 - 09:00

Retour budget par résultat

Bonjour,

Comme il n'est pas possible d'envoyer des pièces jointes via le Portail, comme échangé en début de semaine, je vous envoie le budget par résultat, Volet Belgique, par mail.

Bien à vous,

Jacqueline Schulte

Description of the expected Impact

La réalisation de l'outcome à travers les résultats contribue¹ à une évolution des mentalités et à un changement de comportements généralisés en faveur d'un monde plus équitable, solidaire, durable et inclusif, et d'un meilleur vivre ensemble².

Par le cycle de formation-immersion, les jeunes citoyen.ne.s intègrent des savoirs, savoir-faire et savoir-être comme l'ouverture à la diversité, l'acceptation de la différence et le respect de l'autre, la déconstruction des stéréotypes, l'importance cruciale de lutter contre le racisme, une inclusion accentuée, une attention accrue à la question du genre et d'égalité des sexes, à l'urgence climatique et environnementale et à la nécessité d'une solidarité mondiale

accrue pour réduire la pauvreté. Cette prise de conscience leur permet de « *prendre leur place dans la société civile* »³ et de développer une volonté d'action à plus grande échelle en faveur d'un changement sociétal en lien avec ces valeurs. Les jeunes ciblé.e.s, et de manière renforcée les animateur.rice.s bénévoles, sont susceptibles de devenir acteur.rice.s de ce changement à plus long terme, en « *actionnant les leviers de changement de façon utile et pertinente* »⁴. Car ce qui est acquis à l'adolescence influencera leurs choix professionnels et de vie, leur engagement dans des initiatives citoyennes et leurs comportements au quotidien⁵. Cette prise de conscience généralisée se manifeste aussi dans leur motivation pour une mobilisation dans la défense de causes telles que la justice climatique et environnementale (*Youth for Climate*) et dans leur volonté d'influencer la sphère politique.

L'impact est encore décuplé par la sensibilisation de leur entourage familial et social par les jeunes bénéficiaires et la défense de ces valeurs auprès de leurs proches.

L'échange et la transmission entre DBA et son réseau de partenaires au Sud et au Nord autour de ces enjeux renforce son positionnement institutionnel sur ces questions.

Description of Sustainability

Durabilité technique

Partenaires-Sud qui accueillent les séjours d'immersion :

- soin accordé à leur choix et à leur suivi¹ ;
- renforcement mutuel de capacités² pour 'l'appropriation sur la durée' des pratiques en ECMS.

Collaborations 'Nord' :

- fondées sur l'alignement des objectifs en termes d'ECMS,
- et le renforcement mutuel des capacités (cf. synergie et stratégie partenariale).

Durabilité financière

- La viabilité de l'outcome repose sur l'hypothèse que DBA et ses partenaires disposent des moyens matériels, humains et financiers suffisants pour mener les activités contribuant à la réalisation des résultats ; ceci est assuré tant que des budgets suffisants sont alloués à ces acteurs par les bailleurs de fonds publics et privés³.
- DBA cherche de façon proactive à étendre et diversifier ses sources de financement, apporte une attention particulière à la gestion saine des finances⁴.
- Public-cible : le coût de participation au projet n'est pas à la portée de tous ; la durabilité financière pourrait être renforcée en permettant à des jeunes de milieu socio-économique plus faible⁵ de participer au projet à moindre coût (bourse, solidarité...), ce qui est déjà le cas pour le DIB mais pas encore pour le DIWA.

Durabilité sociale

- (Cf. Impact) La réalisation de l'outcome contribue à une prise de conscience par les jeunes et encourage leur mise en action et leur engagement pour un monde plus durable et plus juste. Le processus de formation/immersion est un processus long qui engendre des changements profonds et durables auprès du public cible⁶, notamment dans les comportements⁷ ; des pistes d'engagement concret sont proposées⁸ (comme bénévole au sein de l'association ou autres projets citoyens) de façon à pérenniser les acquis du programme.

Acteurs.trices multiplicateurs.trices

- Les bénévoles animateurs.trices sont les premiers vecteurs du processus d'ECMS auprès des jeunes (potentiellement bénévoles animateur.rice.s de demain) ; leur expérience d'animation et l'approfondissement de leur formation est un acquis à vie transférable dans d'autres contextes.

- Les enseignant.e.s (pour la collaboration avec les écoles) sont investi.e.s dans le projet et le font perdurer au-delà du processus de formation/immersion de par leur implication sur la durée avec leurs élèves. Les acquis de ces enseignant.e.s sont aussi durables et ils peuvent les transposer encore longtemps dans leur enseignement. L'intervention ECMS encourage également leur mobilisation et leur engagement⁹.
- Les responsables bénévoles des organisations partenaires au Nord et au Sud, par la collaboration, démultiplient le processus auprès de leurs publics-cibles.

Durabilité institutionnelle

- Des thématiques sont appropriées en interne (genre, environnement, décolonisation / diversité...).
- Des Chartes incluant les valeurs sont collectivement élaborées en vue de les inclure dans le fonctionnement quotidien de la structure mais aussi du réseau de partenaires (FHW) ; il en est de même pour les méthodologies.
- DBA vise une croissance 'raisonnée' (cf. cadre logique) permettant d'accroître ses capacités de pérennisation et de démultiplication tout en visant le maintien de la 'qualité'.
- L'accent est mis sur l'amélioration continue, l'évaluation de nos pratiques et la capitalisation des expériences¹⁰.

Durabilité écologique

(cf. thématique environnement)

- Réduction de l'empreinte carbone des activités par diverses actions.
- Neutralisation des émissions par la compensation.

Résilience et continuation des bénéfices dans le temps

Ce point est à mettre en parallèle avec notre analyse des risques relatifs à la GRH¹¹, à la mise en place des séjours¹², à l'abandon de participants¹³, à la perte de bénévoles (en quantité et/ou qualité)¹⁴ ainsi qu'à la perte de confiance des parents / jeunes / écoles¹⁵.

Description of the Partnership Strategy

Notre stratégie partenariale s'appuie aujourd'hui sur de solides bases tout en s'ouvrant dans ce nouveau programme sur de nouvelles alliances et synergies nous permettant tout à la fois de travailler à la diversification de notre public, de développer le pôle décolonisation et de nous positionner comme une association éco responsable.

Notre socle existant est maintenu, il est constitué d'acteur.rice.s directement impliquées dans la mise en œuvre du programme, comme ils l'ont été sur le programme précédent.

1. Nos partenaires Sud avec lesquels DBA collabore : avec les séjours d'immersion au cœur de notre stratégie ECMS, nos partenaires Sud sont impliqués à plusieurs niveaux depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation de l'action éducative : regroupés dans le réseau First a Human World (FHW), nous partageons une vision et une méthodologie commune, travaillons continuellement à améliorer la qualité et la visibilité de nos actions et à la diversification de nos publics tout en veillant au renforcement des compétences des uns par les autres. Le dernier programme a ainsi vu l'émergence de multiples initiatives tant interpays que locales, au bénéfice premier de nos deux publics principaux, les jeunes adolescents et les bénévoles.

Le choix de ses partenaires repose sur :

- o Un fort ancrage local, une expérience pertinente du partenaire et la confiance dans sa capacité à mobiliser les publics cibles ;
- o Une communauté de visions, objectifs et intérêts et une volonté commune de porter et défendre l'ECMS ;

- L'adhésion à des valeurs et chartes communes ;
- Une qualité de gestion de l'organisation d'un point de vue technique et financier.

Nous avons ainsi un partenaire stratégique par pays d'immersion. Dans les pays où nous présentons un volet Sud, c'est un même partenaire qui porte les 2 volets, offrant ainsi une grande cohésion et une parfaite complémentarité dans la mise en œuvre de nos actions. Ces partenaires stratégiques réunis au sein du réseau FHW se renforcent mutuellement par des échanges permanents ou encore l'organisation de séminaires internationaux et de missions d'échanges.

2. Les acteur.rice.s privé.e.s spécialisé.e.s en ECMS, particulièrement ceux.celles étant spécialisées sur les expériences d'immersion. Il s'agit essentiellement d'autres ONG belges avec lesquelles nous voulons porter l'ECMS, nous adresser à un public spécifique et qui disposent d'une expérience similaire ou complémentaire à celle de DBA. Nous allons poursuivre avec celles-ci des synergies opérationnelles dans la mise en œuvre de nos actions ou des collaborations ponctuelles auprès de nos publics jeunes ou bénévoles pour leur faire bénéficier d'une expertise thématique ou méthodologique spécifique. Parmi ces synergies, nos choix reposent sur :
 - le partage d'une méthodologie d'intervention mettant particulièrement en évidence la force de l'immersion comme outil ECMS ;
 - l'expérience de collaborations réussies au cours des programmes précédents ;
 - l'intérêt que nous pouvons porter aux mêmes publics.

Notre stratégie partenariale prend également appui sur **d'autres partenaires essentiels à la réussite de nos actions** de par leurs liens avec nos publics-cible :

1. Les acteur.rice.s privé.e.s non spécialisé.e.s en ECMS, qui par leurs liens avec le public jeunes nous ouvrent des opportunités de faire connaître et de faire adhérer le public à nos actions : le monde scolaire (les directions d'écoles et les professeurs, les organisations et mouvements de jeunesse, les jeunes du sud, les médias).
2. Les acteur.rice.s public.que.s, spécialisé.e.s en ECMS, principalement au travers du programme *Annoncer la Couleur*, avec lequel nous disposons d'expériences et expertises complémentaires sur la thématique des voyages d'immersion ; ou encore, les communes qui sont de plus en plus souvent impliquées dans le domaine de la solidarité internationale. En visant les communes dans lesquelles habitent les jeunes et les bénévoles que nous accompagnons, nous obtenons des mobilisations financières ou autres et des espaces de diffusion et d'amplification de leur engagement.

Notre stratégie partenariale vise par ailleurs à nous renforcer sur 3 plans :

1. La diversification de notre public : nous voulons rendre notre programme plus équitable et inclusif en nous associant avec un ou plusieurs partenaires travaillant en ECMS avec des jeunes issus d'écoles à indice social faible ou d'une manière générale avec des publics fragilisés pour nous permettre, en profitant de son (leur) expertise, de mieux intégrer ces jeunes dans nos actions (*Leave no one behind*). Nous pensons qu'il s'agit là de la meilleure façon d'atteindre cet objectif.
2. La décolonisation / la lutte contre le racisme : ce point est central dans notre programme et est d'ores et déjà porté ensemble avec tous nos partenaires Sud. Nous voulons davantage le renforcer au travers de partenariats avec des associations ou intervenant.e.s spécialisé.e.s dans ce domaine, en vue d'en approfondir l'approche et de la porter de manière transversale au même titre que le genre ou l'environnement.
3. Conclure une alliance avec W-Agency nous permettra d'évaluer dans un premier temps de façon complète notre empreinte écologique avant d'élaborer un plan de réduction de notre empreinte carbone. D'autres partenariats seront également conclus en vue de la mise en œuvre de cette réduction visant à faire de DBA une association éco dynamique.

Description of Synergies

Pour la mise en œuvre de l'outcome, DBA collaborera avec différents types de structures. D'une part, avec des ACNG

accréditées et travaillant en ECMS, telles que le SCI pour la mise en place de séminaires entre pairs, via le Catalogue « la solidarité internationale en classe » mené par IDP, et également avec IDP et SCI pour des journées de mobilisation/engagement pour les jeunes ayant vécu un séjour d'immersion.

D'autre part, avec des acteurs intermédiaires. Une collaboration a été initiée en 2019 entre DBA et les *Ambassadeurs d'Expression Citoyenne* (AEC), organisation de jeunesse de la *Fédération Wallonie-Bruxelles* (non accréditée), constituant une dimension importante du programme pour plusieurs raisons. Non seulement il s'agit d'une organisation dont les membres sont issus.e.s de toutes les diversités économiques et culturelles, mais en plus ils.elles mobilisent une large palette d'outils d'expression (dont la joute verbale) qui permet aux jeunes d'approfondir les thématiques, les analyser et les exprimer. En outre, la démarche des AEC est en elle-même une puissante invitation, de pair à pair, à s'épanouir par l'expression citoyenne, à prendre sa place dans la société, quelles que soient les situations et les origines. Cette organisation est un acteur clé dans notre mise en œuvre du 'Do It Belgique'.

DBA collabore également avec le CCEV (*Centre Culturel Educatif Verviétois*) dans le cadre du 'Do It Belgique'. C'est une organisation non accréditée, avec laquelle DBA mène des actions communes depuis 2018. Afin de concrétiser les échanges et mener une réflexion sur la question migratoire et les inégalités qu'elle soulève ; DBA travaille avec cette structure qui propose des activités d'encadrement des jeunes et une école de devoirs, située dans le quartier le plus pauvre de Verviers (et l'un des plus pauvres de Belgique). Ces jeunes, issus.e.s d'une population exclusivement immigrée (originaires de Syrie, Maroc, Tchétchénie et Somalie), manifestent un intérêt pour des questions sociales dans lesquelles ils.elles manquent d'opportunités d'action. La rencontre et le partage d'activités de réflexion et de sensibilisation avec les jeunes de DBA, permet, à chaque groupe, de questionner plus en profondeur la question des inégalités, de confronter leurs points de vue et leurs ressentis, mais aussi de se projeter ensemble vers un engagement citoyen collaboratif, incluant et plus conscient des enjeux mondiaux par leurs répercussions sur la société belge elle-même.

Fruit d'une collaboration fructueuse entre 7 ONG, *La Libre Belgique*¹ et *SB Brussels Airlines*, le *Move with Africa* (MWA) est un projet d'échange entre des groupes belges et africains. Chaque année, ce sont environ 300 jeunes et 60 encadrant.e.s qui s'engagent dans un projet de rencontre interculturelle. Les jeunes des 2 continents suivent des ateliers thématiques autour de l'interculturalité et des inégalités mondiales. Afin d'optimiser l'action au niveau local, chaque ONG voit avec son groupe quelle thématique (accueil des migrant.e.s en Belgique, lutte contre la précarisation, agriculture durable...) il a envie d'aborder avec un partenaire externe. Cet engagement se traduit des activités afin de mieux comprendre les actions de cette organisation et les enjeux autour de cette thématique. DBA a décidé de privilégier des écoles à indice socio-économique moyen ou faible pour donner un accès à l'ECMS à des jeunes qui n'ont pas, en dehors de cette opportunité, les moyens financiers de participer à ce type de projet.

Nous sommes également membre de la *Coalition contre la Faim* (CCF). DBA agit de manière active avec les autres membres de cette coalition pour appuyer et rendre plus visible au niveau des politiques belges et européennes l'agriculture familiale (thématique complémentaire et intégrée à l'ECMS), pour un meilleur soutien aux systèmes alimentaires durables et à la transition agroécologique, et pour réaliser le droit à l'alimentation adéquat (Cible C du CSC Belgique).

Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

Les réponses aux leçons apprises exposées ci-dessous résultent des problèmes et solutions évoqués dans le cadre des dialogues stratégiques, de l'évaluation externe et du parcours d'apprentissage de l'ONG.

1. Le précédent programme manifestait déjà la volonté de toucher un public plus diversifié en rendant les projets accessibles à tou.te.s. Une attention spécifique à la diversité socio-économique avait fait l'objet de stratégies particulières : choix d'écoles à ISE faible ou moyen (*Move with Africa*), développement d'un *Do It en Belgique*. Certaines difficultés sont apparues du fait du manque d'expertise de DBA en ce qui concerne : les mécanismes à mettre en place pour informer les jeunes issus.e.s d'écoles défavorisées, la connaissance des contraintes spécifiques que rencontrent ces jeunes (environnement familial, disponibilités ou coût des séjours) ou les spécificités des approches pédagogiques et méthodologies développées par les organisations qui les encadrent. Il en est résulté une volonté de **rendre nos projets plus accessibles**.
2. Dès lors, nous avons choisi de mettre **la diversité et l'inclusion au cœur de notre nouveau programme** en leur consacrant un résultat propre (R2) et en développant une stratégie spécifique. Il s'agira notamment de collaborer davantage avec des structures qui ont de l'expertise et de l'expérience dans ces domaines, d'adapter

le contenu thématique et la pédagogie aux spécificités de chacun·e, de travailler à l'accessibilité logistique et financière des projets ou encore d'améliorer la représentativité et les pratiques internes de l'ONG.

3. En 2020, l'association n'a pas pu maintenir les séjours d'immersion à cause de la pandémie. La crise sanitaire a ainsi mis en lumière l'importance du cycle complet 'sensibilisation-formation-immersion-retour' pour atteindre les objectifs d'ECMS visés et la nécessité de pouvoir rapidement basculer vers des *Do It* alternatifs en Belgique. C'est pourquoi nous avons décidé de conserver la formule 'cycle complet' tout en continuant à développer nos partenariats en Belgique et de reprendre l'organisation de séjours en Afrique dès que les contraintes sanitaires seraient levées.
4. **L'attractivité des séjours en Afrique** a été un autre enseignement de cette crise. L'immersion interculturelle s'avère être, d'une part, une source de motivation importante pour une majorité de jeunes (besoin de s'ouvrir au monde, de rencontrer d'autres réalités et de s'y confronter, d'expérimenter l'interculturalité et la solidarité) et, d'autre part, un élément essentiel du processus ECMS, car elle sert de tremplin à l'engagement futur des jeunes. Conscient.e.s de l'empreinte carbone générée par les déplacements en avion et du frein à la participation au projet que cela peut entraîner chez certain.e.s jeunes, nous avons décidé d'intensifier nos efforts en matière de réduction et de compensation de notre empreinte carbone.
5. La pandémie de Covid-19 a mis au jour les opportunités, mais aussi les limites des **supports numériques** et des modules de formation en distanciel, renforçant notre conviction de l'importance d'effectuer notre cycle de formation en **présentiel** dès que possible, tout en étant résilients et capables de passer au digital si nécessaire grâce au développement d'outils de formation adaptés au format numérique.
6. Enfin, nous avons constaté une **évolution de l'engagement des bénévoles** ces dernières années : de plus en plus sollicités, le temps qu'ils ont à consacrer au projet diminue. Ils ont aussi manifesté leur intérêt pour davantage de co-construction des formations et d'innovation. La durabilité de l'engagement bénévole demande donc de davantage les associer à la conception des formations et la gestion de leurs groupes, tout en gardant un cadre commun. Nous avons déjà entamé ce processus en intégrant certain.e.s bénévoles au *Comité de Pilotage* chargé de rédiger ce programme, ce qui en accroît la pertinence pour ses principaux bénéficiaires.

Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
DBA_TOC_Outcome Belgique_2022-2026	Theory of Change associated with the outcome	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_TOC_Outcome%20Belgique_2022-2026.pdf
DBA_Risques Outcome Belgique_2022-2026	Analysis of risks associated with the outcome	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Risques%20Outcome%20Belgique_2022-2026.pdf
DBA_Fiches partenariats Sud_2022-2026	Fact sheet per partner	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Fiches%20partenariats%20Sud_2022-2026_1.pdf
DBA_Fiche partenariat_W-agency_2022-2026	Fact sheet per partner	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Fiche%20partenariat_W-agency_2022-2026_0.pdf
DBA_Projet Convention partenariat	Partnership Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Projet%20Convention%20partenariat.docx
DBA_Fiches collaborations_2022-2026	Fact sheet per collaboration	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Fiches%20collaborations_2022-2026_0.pdf
DBA_Projet_Convention collaboration	Collaboration Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Projet_Convention%20collaboration.docx
Synergie catalogue IDP_conv coll_draft	Collaboration Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Synergie%20catalogue%20IDP_conv%20coll_draft.docx
Projet_conv_SCI-DBA_2022	Collaboration Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Projet_conv_SCI-DBA_2022.docx

Title of the annex	Type of document	File
Convention_Inter_ONGs_MWA_2020-2022 (à adapter)	Collaboration Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Convention_Inter_ONGs_MWA_2020-2022.pdf
FHW_Document d'engagement_2022-2026	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/FHW_Document%20d%27engagement_2022-2026.pdf
DBA_AEC_Projet Conv collaboration	Collaboration Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_AEC_Projet%20Conv%20collaboration.docx
DBA_Acronymes Outcome Belgique_2022-2026	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Acronymes%20Outcome%20Belgique_2022-2026.pdf
DBA_Appels de Notes_Outcome Belgique	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Appels%20de%20Notes_Outcome%20Belgique.pdf
DBA_DRAFT Convention partenariat local (Sud)	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_DRAFT%20Convention%20partenariat%20local_1.docx

Outcome budget

T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

Description

Le budget a augmenté par rapport au programme précédent, principalement pour inclure davantage de moyens qui permettront un plus grand accès à l'ECMS et une plus grande inclusion d'une diversité de jeunes au sein du programme (LNOB), ainsi que des actions qui ouvriront à plus de collaborations et partenariats qui renforceront la qualité de notre intervention.

Investissements :

Une chaise roulante la 1^e année (participant.e.s à mobilité réduite). Les autres coûts de cette rubrique sont du matériel multimédia, communication (PC, caméra, smartphones).

Fonctionnement :

Frais du bureau (photocopies, bureautique) et coûts liés aux supports de formation/contenu pédagogique (principalement R1 et R3) tels que la location de locaux (écoles), photocopies de documents de sensibilisation/formation, activités avec des intervenant.e.s expert.e.s et associations externes ainsi que la visite de musées ou projets locaux, acquisition de revues et formations d'encadrement type santé/sécurité (ex : BEPS) pour les bénévoles ; enfin, des bourses permettant l'inclusion d'un public vulnérable et moins favorisé (public migrant, jeunes issu.e.s d'écoles à ISE faible).

Dans cette rubrique on retrouve aussi les coûts liés au R2, à savoir avec des activités liées à la diversité et la décolonisation, la mise en place de cellules thématiques au sein de DBA.

Frais de déplacements : une partie des coûts Nord des séjours (prise en charge partielle du séjour d'1 encadrant.e bénévole par groupe de 10 jeunes) (R1 et R3), missions et conférences internationales (R4) regroupant tous les partenaires du réseau FHW (2022, 2024 et 2026).

Nous avons une série de coûts liés à la « visibilité » et au plaidoyer, par exemple des collaborations telles que la CCF, IDP, SCI ; et les frais liés au plan de réduction/compensation carbone.

Personnel :

Nous comptons 3,2 ETP : chargé.e.s de programme en ECMS et 0,15 ETP pour le.la responsable administratif.ve et financier.ere, pendant tout le programme.

Contacts

Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Jacqueline Schulte
Telephone :	023461229
Email :	jacqueline@ongdba.org

Mandatory annexes classified by outcome

File

List of partnerships/cooperative for the outcome

List of partnerships for the outcome

Acronym W-Agency

Full name W-Agency

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
8350	1850	1850	1850	1850	15750

Acronym ALDIPE

Full name Association de Lutte pour le Développement Intégré et la Protection de l'Environnement

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	0	0	0	0

Acronym ASMADE

Full name Association Songui Manégré Aide au Développement Endogène

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	0	0	0	0

Acronym ALEFA Menabe

Full name Alliance des Leaders et des Elites Formés pour l'Avenir du Menabe

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	0	0	0	0

Acronym ATMDAS

Full name Association Troisième Millénaire pour le Développement de l'Action Associative du Sud Est

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	0	0	0	0

Acronym APROJUMAP

Full name Association pour la Promotion des Jumelages et de l'Amitié entre les Peuples

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	0	0	0	0

Acronym FESFOP

Full name Festival International de Folklore et de Percussions

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	0	0	0	0

List of cooperative partnerships for the outcome

Acronym SCI

Full name SCI - Projets Internationaux asbl

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	1000	0	1000	0	2000

Acronym IDP

Full name Iles de Paix

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
750	750	750	750	750	3750

Acronym SCI / IDP

Full name SCI - Projets Internationaux asbl et Iles de Paix

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
0	0	1000	0	1000	2000

Acronym AEC

Full name Ambassadeurs d'Expression Citoyenne

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
4200	4200	4200	4200	4200	21000

Acronym CCEV

Full name Centre Culturel Educatif Verviétois

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
3000	3000	3000	3000	3000	15000

Acronym MWA

Full name Move With Africa

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
2911	2911	2911	2911	2911	14555

Acronym CNCD (CCF)

Full name Centre National de Coopération au Développement (Coalition Contre la Faim)

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
1000	1000	1000	1000	1000	5000

Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés et rendre accessible les soins de santé

Contacts

Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Patricia Toelen
Telephone :	+32488368979
Email :	patricia@ongdba.org

Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	Asmade
Name :	Paul Yameogo
Telephone :	0022679915336
Email :	paul.y@ongasmade.org

Author information

Lead NGO/Owner :	DBA
Name of accredited actor	Défi Belgique Afrique

General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés et rendre accessible les soins de santé		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0433439550-prg2022-3-BF		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Burkina Faso		
Region :	Western Africa, regional		
Sector :	31120 - Agriculture, Forestry, Fishing - Agricultural development	Budget share :	100%

Strategic target involved

1. Promouvoir, avec la participation des femmes et des jeu...

- BURKINA FASO



Description :	1. Promouvoir, avec la participation des femmes et des jeunes, un secteur agricole performant, durable et basé sur l'agriculture familiale pour assurer des systèmes alimentaires durables
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

2. Promouvoir des dynamiques émergentes durables qui int...

o BURKINA FASO



Description :	2. Promouvoir des dynamiques émergentes durables qui intègrent les questions environnementales et les changements climatiques
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

3. Améliorer de manière inclusive et durable l'état ...

o BURKINA FASO



Description :	3. Améliorer de manière inclusive et durable l'état de santé et de bien-être des populations, et leur accès à des services d'eau et d'hygiène et d'assainissement, en particulier pour les catégories les plus vulnérables
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

5. Améliorer les capacités de maîtrise concertée du t...

o BURKINA FASO



Description :	5. Améliorer les capacités de maîtrise concertée du territoire pour des institutions publiques garantes d'une gouvernance digne d'un Etat de droit, participative et favorisant un accès adéquat de la population, et en particulier des femmes et des enfants, à la citoyenneté et aux biens et services publics, en particulier de proximité, dont la justice
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

Approaches or sub-targets concerned

1A, 1B, 1C, 1D, 1E, 1F, 1G
 2A, 2B, 2F
 3A, 3B, 3C
 5B, 5D

Geographic location of the outcome's intervention zone

Koudougou, Burkina Faso

Lat/Long :	12.2503992, -2.3657338
------------	------------------------

Saaba, Burkina Faso

Lat/Long :	12.3876891, -1.3513876
------------	------------------------

Tenado, Burkina Faso

Lat/Long :	12.2085704, -2.6640133
------------	------------------------

Zamo, Burkina Faso

Lat/Long :	12.0202568, -2.7129258
------------	------------------------

Outcome summary

Description of the outcome

Au travers de son intervention, Défi Belgique Afrique (DBA), en partenariat avec l'ONG ASMADE, vise à promouvoir l'agroécologie au Burkina Faso dans les communautés des communes de Zamo, Tenado, Saaba et Koudougou, en

particulier auprès des femmes et des jeunes, et à donner à la population l'accès à des soins de qualité. Les différentes dimensions de l'agroécologie y seront considérées, à savoir environnementale, politique et socio-économique, ce qui inclut la protection sociale à travers l'accès aux mutuelles de soin. Au niveau environnemental, le programme déploiera auprès des ménages ruraux et des jeunes une stratégie de promotion et de diffusion de pratiques agroécologiques par le biais de démonstrations, de visites et d'espaces d'échanges entre pairs. Au niveau social, le programme mobilisera des relais communautaires (hygiène, alphabétisation, agriculture, mutuelles) pour qu'ils et elles puissent s'organiser sur leur territoire et bénéficier d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur. Du point de vue économique, nous accompagnerons les coopératives et associations mixtes, de femmes et/ou de jeunes, confiant.e.s en leur pouvoir de changement, pour transformer et mettre sur le marché des produits locaux, valorisant ainsi leur territoire. Pour toucher la dimension politique, les capacités du partenaire seront renforcées en particulier en plaidoyer afin de faire remonter leurs expériences auprès de plateformes Nord et Sud et des services déconcentrés et décentralisés que le partenaire associera dans toutes ses démarches

Wording of the outcome

Notre intervention vise à "Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires et rendre accessible les soins de santé de qualité"

Target groups

Hommes, femmes, jeunes du monde rural qui sont producteur.rice.s et/ou transformateur.rice.s et/ou commerçant.e.s, et les structures dont ils font partie, en particulier : les coopératives, les associations et les fédérations.

Jeunes scolarisés des écoles primaires et secondaires de milieu urbain et rural et les jeunes déscolarisés en milieu rural (15 à 30 ans) et les bénévoles qui les encadrent

Les services techniques et administratifs communaux

Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, ensure sustainable food production systems and implement resilient agricultural practices that increase productivity and production, that help maintain ecosystems, that strengthen capacity for adaptation to climate change, extreme weather, drought, flooding and other disasters and that progressively improve land and soil quality
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Undertake reforms to give women equal rights to economic resources, as well as access to ownership and control over land and other forms of property, financial services, inheritance and natural resources, in accordance with national laws
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Improve education, awareness-raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction and early warning

SDG :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all	SDT :	Improve progressively, through 2030, global resource efficiency in consumption and production and endeavour to decouple economic growth from environmental degradation, in accordance with the 10-Year Framework of Programmes on Sustainable Consumption and Production, with developed countries taking the lead
-------	--	-------	--

Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	0
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	2
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	1
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	0
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	1
12. Disability :	0
13. Nutrition :	1

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	No
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	Yes
8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	Yes

Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

Agriculture and Food Security

La note stratégique identifie trois domaines d'intervention pour lesquels nous allons expliquer l'implication du projet. Tout d'abord, au niveau de la « promotion de la participation des agriculteurs aux marchés et aux chaînes de valeur » et « contribution à la bonne gouvernance, le résultat « les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales en renforçant leur capital social » contribue à cet objectif en travaillant avec les agriculteur.rice.s, autant sur la production que la transformation des productions locales et la commercialisation sur des marchés territoriaux. L'orientation n'est toutefois pas tout à fait la même car la note stratégique privilégie les chaînes de valeur pour l'exportation alors que le projet favorise les filières agricoles qui alimentent les marchés

territoriaux et la sécurité alimentaire locale.

« Le soutien à la recherche et l'innovation » se fait principalement via la ferme école agroécologique mise en place en 2014. La ferme école permet de tester, en collaboration avec les écoles et les centres de recherche, des pratiques agroécologiques innovantes afin de répondre aux besoins des agriculteur.rice.s, en prenant en considération la globalité de la situation de l'exploitation agricole (technique, économique, sociale) et les enjeux du territoire (enjeux économiques, de filière, environnementaux...) et se concentrent autour des pratiques agricoles locales adaptées. Le programme traite également des trois thèmes transversaux à savoir, la nutrition (via la mise en place de jardins scolaires, la promotion de produits locaux dans l'alimentation, etc), l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (au niveau des formations de renforcement des capacités des femmes, la promotion du principe de de l'inclusion financière avec l'approche des d'AVEC, le soutien dans les activités de transformation et de commercialisation, etc) et l'agriculture durable (via la promotion de l'agroécologie).

Environment and climate change

Tout d'abord, conformément à la note stratégique, l'environnement est ici un véritable axe transversal de l'outcome. La note se décline en trois axes.

Le premier concerne l'intégration thématique de la conservation et de la protection de l'environnement dans les pays partenaires. Dans le secteur de la coopération au développement, l'outcome couvre un des domaines prioritaires pour cette intégration, à savoir le domaine de « l'agriculture et la sécurité alimentaire ». Le rôle joué par l'agroécologie en faveur de la sécurité alimentaire n'est plus à démontrer. En effet, l'agroécologie recherche des moyens d'améliorer les systèmes agricoles en imitant les processus naturels, créant ainsi des interactions et synergies biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agroécosystème. De plus, les activités s'insèrent dans les mesures d'adaptation du Plan National d'Adaptation du Burkina Faso et pourront contribuer à la stratégie opérationnelle de promotion et de développement de l'agroécologie dont le Ministère veut se doter.

Concernant le second axe, l'outcome couvre un des quatre secteurs prioritaires dans l'appui environnemental spécifique. En ce qui concerne « l'utilisation durable des terres et des sols », l'agroécologie y répond notamment par la restauration de terres dégradées ou encore la sécurisation du foncier.

Quant au troisième axe concernant la cohérence des politiques en faveur du développement des différentes initiatives politiques belges, et le renforcement des complémentarités et synergies au sein des divers domaines de la coopération au développement au niveau belge et européen, l'outcome s'aligne sur le changement de modes de production et de consommation promu dans cet axe. En effet, la vision de la théorie du changement explicite que les ménages ruraux, les jeunes ruraux.ales et urbain.e.s contribuent à la transformation de systèmes alimentaires plus durables.

Gender

La coopération belge intègre le genre dans 4 domaines d'actions prioritaires. L'outcome s'aligne sur le troisième : « la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources naturelles et l'empowerment économique »

Conformément à la note, le genre est ici un véritable axe transversal de l'outcome. Au niveau de l'élaboration du programme, que ce soit dans la formulation du texte ou des résultats, les femmes sont « visibles » et des indicateurs sexo-spécifiques ont été développés. Au niveau de la mise en œuvre, le programme s'assure que les opportunités apportées (par exemple être membre d'une coopérative) ainsi que les droits concernés par les activités (par exemple le foncier rural – terre- autres ressources productives) soient autant accessibles aux femmes qu'aux hommes. Dans l'outcome, la sécurité alimentaire et l'accès aux ressources naturelles sont analysés tant du point de vue des hommes que des femmes. En effet, tant au niveau de la production agricole que de la transformation et de la commercialisation, elles sont impliquées dans les formations, l'appui en moyens de production et dans d'autres activités émancipatrices comme l'alphabétisation. L'alphabétisation permet de se libérer des préjugés et stéréotypes et permet aux femmes, en accroissant leurs capacités de lecture, d'écriture, de calcul, de participer activement aux activités d'innovations et changement social dans leur communauté.

Concernant l'empowerment économique, il s'agit de garantir une bonne connaissance du rôle de la femme dans les différentes filières en conduisant des diagnostics genre au démarrage du projet, mais également de les soutenir dans des activités génératrices de revenus et la mise en place d'AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit). Cette approche met à proximité de celles-ci des services financiers souples gérés et contrôlés par les femmes, en d'autres termes des services d'inclusion financière à fort impact dans la sécurisation économique des ménages.

Private sector

Dans ses priorités stratégiques, l'outcome s'aligne sur celles concernant le renforcement des capacités des entrepreneur.se.s et l'appui au financement et couvre la priorité sectorielle de l'agriculture. La note prône l'agriculture

durable et le soutien à l'agriculture familiale et pointe le problème de financements pour démarrer des activités agricoles et d'accès au foncier en particulier pour les femmes et également les jeunes. L'agriculture familiale est au centre de l'outcome et comprend une stratégie d'appui aux femmes et aux jeunes. Tout d'abord des actions seront menées en matière d'accès au foncier et de sa sécurisation suivant les normes et le droit en vigueur. Ensuite, une réflexion sur le positionnement et les rapports de force entre les acteurs des filières agricoles sera amenée afin que chacun y trouve une place. Le contexte porteur avec la loi OHADA, le cadre institutionnel au niveau de l'Etat en matière d'entrepreneuriat des jeunes et l'amélioration du climat des affaires offrent un climat favorable pour que les jeunes comme les femmes et les hommes contrôlent au mieux leurs activités. Il.elle.s seront accompagné.e.s pour s'organiser entre eux.elles et mener des activités collectivement surtout en ce qui concerne la transformation et la commercialisation. On soutiendra leur organisations en groupement d'entrepreneur.se.s (coopératives ou associations) et l'émergence d'activités propres aux femmes et aux jeunes de transformation/stockage et de commercialisation sur leur territoire.

L'outcome mettra également en place des AVEC qui permettra à leurs membres de commencer des activités génératrices de revenus avec un appui technique du programme. Les activités du stockage au niveau des coopératives permettent de mieux négocier le prix auprès des commerçant.e.s et d'obtenir un prix juste et rémunérateur. Cette situation est également un élément favorable pour approcher des IMF locales.

Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

Human rights-based approach

L'agroécologie est intrinsèquement liée à une approche basée sur les droits humains, et cela s'est à nouveau illustré depuis le début de la pandémie [1]. Le droit à la l'alimentation consacre la primauté de la nourriture pour la survie des êtres humains, sans laquelle les êtres humains ne pourraient jouir d'aucun autre droit fondamental [2]. Selon la Déclaration de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire, le droit de tou.te.s à « définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire » [3] rend indissociable et interdépendante celle-ci de l'agroécologie. Elles intègrent toutes les deux des dimensions sociales, politiques, environnementales, culturelles et promeuvent :

- « Le droit à une alimentation de qualité, culturellement appropriée ;
- Le droit à des revenus décents où les prix agricoles couvrent les coûts de production et permettent de vivre dignement de son activité agricole ;
- Le droit d'accès aux moyens de production (terre, eau, intrants, crédits...). Ce droit implique une répartition équitable des moyens de production entre les paysans ;
- Le droit de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole afin qu'ils répondent aux attentes de la société et respectent l'environnement » [4].

La pleine réalisation du droit à l'alimentation est conditionnée par la souveraineté alimentaire [5]. Il s'agit, d'une part, d'assurer aux paysan.ne.s (notamment à l'agriculture de subsistance) un accès durable aux ressources nécessaires à la production [6] : terre, eau, semences Il s'agit aussi, d'autre part, d'assurer aux consommateur.rice.s un accès durable [7] à une alimentation nutritionnellement et culturellement adéquate, en termes de quantité et de qualité. Le programme travaille sur ces deux aspects, autant auprès des hommes que des femmes tout en intégrant les jeunes issu.e.s de milieux urbains et ruraux dans la transformation des systèmes alimentaires plus durables.

Decent and sustainable work

L'outcome contribue à certaines dimensions de trois des quatre piliers [8] du travail décent dans le programme de l'Organisation Internationale du Travail : la création d'emplois décents (1) ; les droits au travail (2) ; la protection sociale (3) .

(1) Tout d'abord, l'agroécologie remet en question la place et le rôle allant de la production à la commercialisation des différents acteurs et actrices du territoire, afin de générer des emplois ruraux et des activités génératrices de revenus pérennes. Cela favorise ainsi la relocalisation de l'économie autant pour les hommes que pour les femmes dans les zones rurales et participe à la création d'emploi et de moyens de subsistances durables.

(2) La stratégie consiste à appuyer le renforcement et/ou la mise en place de coopératives de production, de transformation et de commercialisation pour permettre aux différent.e.s acteur.rice.s de mener des actions collectives et négocier collectivement. Il y a par exemple les coopératives d'oignons qui stockent leurs productions d'oignons dans des magasins ce qui leur permettent de vendre à un prix rémunérateur et de ne plus travailler à perte. Se regrouper en coopératives permet d'avoir un tonnage important et de mieux négocier les prix.

(3) Finalement la stratégie déployée auprès des groupes cibles du projet sur les mutuelles de santé intervient dans la protection sociale. L'outcome a déployé une stratégie pour toucher ces groupes cibles sur les avantages d'une mutuelle de santé. En effet, le fait d'adhérer à une mutuelle leur permet de faire face aux problèmes de maladies sans perdre leurs économies et/ou une partie de leur capital et être plus résilient.e.s.

Gender

La thématique du genre est transversale car la pauvreté et l'insécurité alimentaire ne sont pas seulement les conséquences du manque de ressources financières ou de productions agricoles, elles sont aussi le corollaire des inégalités qui existent entre les hommes et les femmes. Les femmes sont trop souvent "invisibles" dans les sphères de décision et celles qui vivent en zones rurales sont particulièrement vulnérables [9]. Dans ce programme, tous les résultats contribuent à leur empowerment en renforçant les 3 approches du pouvoir qui sont : le pouvoir intérieur, le « pouvoir de », le « pouvoir avec ». Un certain nombre d'activités concernent d'abord le pouvoir intérieur et donc l'estime de soi, comme les sessions d'alphabétisation ou les formations en développement de l'esprit entrepreneurial et en production agricole. Une meilleure estime de soi permet aux femmes de développer le « pouvoir de » qui renforce leur capacité à résoudre des problèmes et à développer de la créativité, notamment dans le cadre de l'épargne et du crédit où elles peuvent gérer des transactions financières et mettre des économies de côté. Grâce à ces économies, elles peuvent prendre en charge les problèmes quotidiens et par la suite se lancer dans des activités productives où se développe leur autonomie financière.

Quant au « pouvoir avec », les sessions d'alphabétisation ont montré que les femmes comme les hommes prennent beaucoup plus la parole en public, ainsi que plus de responsabilités au sein du ménage et au niveau de la communauté à la suite de cette formation.

La mise en place des AVEC et l'implication des femmes dans les structures de gouvernance des coopératives et autres associations renforcent leur leadership, leur autonomisation et leur participation aux prises de décisions communautaires contribuant au « pouvoir sur » découlant des trois premiers pouvoirs.

Environment

Selon Olivier De Schutter (rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation), l'agroécologie constitue une solution aux problèmes de pauvreté rurale, de malnutrition, de changements climatiques et de perte de la biodiversité [10]. En effet, l'agroécologie recherche des moyens d'améliorer les systèmes agricoles en imitant les processus naturels, créant ainsi des interactions et synergies biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agroécosystème. Elle incite à la réduction voire le bannissement des produits phytosanitaires chimiques responsables d'effets négatifs sur l'environnement et sur la santé. Elle permet d'obtenir les conditions les plus favorables pour la croissance des végétaux, notamment en gérant la matière organique et en augmentant l'activité biotique du sol. Parmi les autres avantages écologiques, on peut citer : fertilisation organique des sols ; optimisation de l'usage de l'eau ; respect et sauvegarde de la biodiversité ; lutte contre la désertification et l'érosion ou encore meilleure adaptation aux changements climatiques.

Comme le cœur même du programme est de soutenir l'agriculture familiale en promouvant des pratiques agroécologiques économes en ressources naturelles et respectueuses de l'environnement, la stratégie d'intervention contribue réellement à un développement rural respectueux de l'environnement. Ceci est au profit des communautés constituées à 95% d'agriculteurs qui utilisent la force de travail familial et donc leurs revenus.

Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

Au Burkina Faso, Enabel ne travaille pas dans la Région centre et Centre ouest. Cependant il existe des thématiques communes sur lesquelles il serait intéressant d'échanger. Il y a notamment le projet « Appui au développement d'un entrepreneuriat inclusif et durable » qui se déroule dans la région du Centre-Est . DBA via son partenaire ASMADE assiste à toutes rencontres organisées par le CSC Burkina Faso et pendant lesquelles les organisations échangent activement avec ENABEL. Le portefeuille thématique climat et environnement en Afrique Subsaharienne financée la coopération Belge est également un projet important sur lequel échanger. Malheureusement, les régions programmées ne sont pas couvertes par nos programmes.

Description of the outcome, results and strategy

Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Outcome : Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires et rendre accessible les soins de santé de qualité
Indicator title :	IOV 1
Indicator description :	Le pourcentage minimum de femmes membres des structures de producteur.rice.s est de X% (Tenado), Y% (Zamo)
Baseline :	X = 25 % Y = 5 %
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 30 % Y = 15 %
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 50 % Y = 30 %

Formulation of outcome or result :	Outcome : Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires et rendre accessible les soins de santé de qualité
Indicator title :	IOV 2
Indicator description :	Le taux de pénétration est de X% dans la commune de Zamo, Y% dans la commune de Tenado et Z% à Saaba
Baseline :	X = 2% Y = 3% Z = 3%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 5% Y = 5% Z = 5%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 7% Y = 7% Z = 7%

Formulation of outcome or result :	Outcome : Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires et rendre accessible les soins de santé de qualité
Indicator title :	IOV 3
Indicator description :	La proportion de producteur.rice.s utilisant les pratiques agroécologiques suivantes au sein des 4 groupements : - U femmes et V hommes : utilisation de fumures organiques - W femmes et X hommes : association culturale - Y femmes et Z hommes : utilisation de biopesticides
Baseline :	U = 10 % et V = 25 % / W = 15 % et X = 50 % / Y = 0 % et Z = 5 %
Target Year 3 - 31/12/2024 :	U = 30 % et V = 50 % / W = 50 % et X = 75 % / Y = 20 % et Z = 50 %
Target Year 5 - 31/12/2026 :	U = 60 % et V = 80 % / W = 80 % et X = 100 % / Y = 50 x% et Z = 80 %

Formulation of outcome or result :	Résultat 1 : Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques
Indicator title :	IOV 4
Indicator description :	Parmi les bénéficiaires au moins W % femmes et X% hommes adoptent des itinéraires techniques adaptés au changement climatique pour le maraichage et Y% femmes et Z% hommes pour le riz
Baseline :	W = 5 % X = 10 % Y = 5% Z = 10 %
Target Year 3 - 31/12/2024 :	W = 25 % X = 50 % Y = 25 % Z = 50 %
Target Year 5 - 31/12/2026 :	W = 60 % X = 80 % Y = 60 % Z = 80 %

Formulation of outcome or result :	Résultat 1 : Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques
Indicator title :	IOV 5
Indicator description :	Y femmes et Z hommes demandent une attestation de possession foncière
Baseline :	Y = 5 Z = 10
Target Year 3 - 31/12/2024 :	Y = 10 Z = 20
Target Year 5 - 31/12/2026 :	Y = 20 Z = 50

Formulation of outcome or result :	Résultat 1 : Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques
Indicator title :	IOV 6
Indicator description :	Le nombre de jeunes filles (X) et jeunes garçons (Y) qui s'engagent dans une action de lutte contre le changement climatique
Baseline :	X = 0 Y = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 210 Y = 120
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 350 Y = 200

Formulation of outcome or result :	Résultat 2 : Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales durables en renforçant leur capital social dans un environnement émancipateur.
Indicator title :	IOV 7
Indicator description :	Les capacités de stockage des groupements passent de 30 à 70 tonnes
Baseline :	30T
Target Year 3 - 31/12/2024 :	60T
Target Year 5 - 31/12/2026 :	70T

Formulation of outcome or result :	Résultat 2 : Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales durables en renforçant leur capital social dans un environnement émancipateur.
Indicator title :	IOV 8
Indicator description :	X nombre d'associations de femmes et Y nombre d'associations de jeunes qui ont démarré une activité de transformation agroalimentaire
Baseline :	X = 3 Y = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 6 Y = 3
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 8 Y = 6

Formulation of outcome or result :	Résultat 2 : Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales durables en renforçant leur capital social dans un environnement émancipateur.
Indicator title :	IOV 9
Indicator description :	X nombre de femmes et Y nombre d'hommes et Z nombre de jeunes qui ont participé à des émissions de radio sur la participation citoyenne
Baseline :	X = 0 Y = 0 Z = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 6 Y = 3 Z = 6

Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 10 Y = 5 Z = 10
Formulation of outcome or result :	Résultat 3 : Les ménages ruraux et les jeunes urbains et ruraux bénéficient d'une alimentation saine et d'une couverture santé.
Indicator title :	IOV 10
Indicator description :	Au minimum X% de ménages appliquent 3 pratiques essentielles de base d'hygiène individuelle ou familiale
Baseline :	X = 5 %
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 25%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 50%

Formulation of outcome or result :	Résultat 3 : Les ménages ruraux et les jeunes urbains et ruraux bénéficient d'une alimentation saine et d'une couverture santé.
Indicator title :	IOV 11
Indicator description :	X nombre de jeunes filles et Y jeunes garçons aptes à expliquer que leur habitude de consommation ont un impact sur l'économie locale et l'environnement
Baseline :	X = 0 Y = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 105 Y = 135
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 175 Y = 225

Formulation of outcome or result :	Résultat 3 : Les ménages ruraux et les jeunes urbains et ruraux bénéficient d'une alimentation saine et d'une couverture santé.
Indicator title :	IOV 12
Indicator description :	Augmentation du nombre de ménages adhérant à une mutuelle de santé à Tenado (X), à Zamo (Y) et à Saaba (Z)
Baseline :	X = 1,5% Y = 1% Z = 2%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 2,5% Y = 2% Z = 3%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 4% Y = 4% Z = 5%

Formulation of outcome or result :	Résultat 4 : Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées en particulier dans le domaine de la capitalisation
Indicator title :	IOV 13
Indicator description :	Nombre (X) de pratiques adoptées suite à des visites d'échange
Baseline :	X = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 3
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 5

Formulation of outcome or result :	Résultat 4 : Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées en particulier dans le domaine de la capitalisation
Indicator title :	IOV 14
Indicator description :	Le nombre de capitalisations relatives aux itinéraires techniques du programme (X), à la transformation (Y) et à la commercialisation (Z)
Baseline :	X = 0 Y = 0 Z = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 3 Y = 1 Z = 0
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 3 Y = 3 Z = 3

Activities, targets groups and beneficiaries

Classification of activities

- 1.1 Accompagner les unions/coopératives/relais par des formations sur de bonnes pratiques agroécologiques et des sensibilisations aux méfaits des produits chimiques
- 1.2 Etablir un cadre de partage des expériences et de diffusion des pratiques agroécologiques
- 1.3 Sensibiliser sur l'agroécologie dans les écoles en milieu urbain et rural et mettre en place des jardins maraichers et des chantiers participatifs
- 1.4 Soutenir les initiatives des communautés en matière d'aménagements durables
- 1.5. Promouvoir l'accès au foncier pour les femmes et les jeunes.
- 2.1. Mettre en place des espaces de dialogue et d'échanges intergénérationnels
- 2.2. Former des coopératives mixtes, féminines et/ou de jeunes en gestion coopérative et entrepreneuriat agricole
- 2.3. Accompagner des groupements mixtes, féminins et/ou de jeunes dans la mise en place d'activités de transformation/commercialisation et de leurs infrastructures en intégrant des énergies renouvelables
- 2.4. Accompagner les groupements mixtes, féminins et/ou de jeunes à mettre en place une AVEC comme outil de développement local
- 2.5. Organiser des sessions d'alphabétisation
- 2.6 Renforcer la participation citoyenne des jeunes et des femmes auprès des décideurs
- 3.1 Former les ménages ruraux et les jeunes ruraux et urbains sur les bonnes pratiques en hygiène et assainissement et réaliser des latrines familiales
- 3.2 Former les jeunes urbains aux enjeux mondiaux et d'alimentation durable et organiser un séjour d'immersion et d'échanges interculturels
- 3.3 Former les ménages ruraux et les jeunes ruraux sur les avantages d'une couverture mutuelle
- 4.1 Renforcer les capacités matérielles d'ASMADE
- 4.2 Renforcer les capacités en plaidoyer et la diffusion des apprentissages du programme

Target group(s)

Hommes, femmes, jeunes du monde rural qui sont producteur.rice.s et/ou transformateur.rice.s et/ou commerçant.e.s, et les structures dont ils font partie, en particulier : les coopératives, les associations et les fédérations.

Jeunes scolarisés des écoles primaires et secondaires de milieu urbain et rural et les jeunes déscolarisés en milieu rural (15 à 30 ans) et les bénévoles qui les encadrent

Les services techniques et administratifs communaux

Beneficiaries

Les bénéficiaires directs:

32 820 hommes, femmes et jeunes du monde rural qui sont membres de 16 coopératives, 4 Unions et 1 Fédération dans 3 communes dont 60 relais communautaires en agroécologie et en hygiène et des apprenants en alphabétisation 25 000 jeunes scolarisés dont 450 à travers les cycles de formations -immersion .

Les bénéficiaires indirects : hommes, femmes, jeunes du monde rural et les collectivités territoriales, corps enseignant et les parents des jeunes

Title of the reference annex :	DBA_TOC_BF_2022-2026
Title of the reference annex :	DBA_Analyse risques_BF_2022

Description of the Relevance

Au **niveau communal**, les actions s'insèrent toutes dans les différents plans de développement communal (Koudougou, Zamo, Tenado et Saaba).

Au **niveau national**, l'outcome s'inscrit dans la politique sectorielle de production agro-sylvo-pastorale 2018-2027 (PS-PASP), et répond à la Stratégie Nationale de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin (2016-2025). L'outcome cadre avec la politique sectorielle du travail, de l'emploi et de la protection sociale (TEPS) définie pour la période 2018-2027 et les activités s'insèrent dans les mesures d'adaptation du Plan National d'Adaptation du Burkina Faso[1].

Au **niveau international**, le programme est en accord avec les valeurs défendues par la Décennie de l'agriculture familiale menée par la FAO ainsi qu'aux 13 principes sur les systèmes alimentaires durables rédigés par le HLPE[2].

L'outcome « **Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires et rendre accessibles des soins de santé de qualité** » va permettre la réalisation de la vision (*D'ici 2030, les communautés et plus particulièrement les jeunes et les femmes des communes de Zamo, Tenado, Koudougou et Saaba sont plus autonomes grâce à une transformation de systèmes alimentaires plus durables par l'agroécologie tout en bénéficiant de soins de santé de qualité*) car en intégrant et diffusant l'agroécologie au niveau des pratiques dans l'agrosystème et au niveau des filières (de la production à la consommation), on œuvre à transformer les systèmes alimentaires en place vers plus de durabilité. Dans sa dimension sociale, en renforçant **l'autonomie** et la **capacité d'adaptation** des producteurs.rices.s, l'agroécologie leur donne les moyens d'être des **acteur.rice.s clés du changement**[3]. En effet, elle porte son intérêt sur la conservation et l'utilisation de semences locales, la préservation de la biodiversité, des terres, de l'eau, la création d'emplois locaux, la valorisation des produits locaux et promeut le partage du savoir. Toutes ces conditions vont permettre aux agriculteur.rice.s de mener leurs activités sans devoir compter sur les services d'un tiers extérieur et avoir un impact positif sur l'environnement. La protection sociale dont font partie les mutuelles est également une des façons d'améliorer leur autonomie sans perdre leurs moyens de production dans des soins de santé.

En ce qui concerne le **genre**, les femmes et les jeunes sont clairement inscrit.e.s dans l'outcome car la mise en œuvre du programme va leur permettre de saisir les **mêmes opportunités** que les hommes et respectera leurs droits.

Les femmes comme les hommes participent à toutes les formations et ont accès aux moyens de production mis à disposition. Le programme favorise leur implication dans la **gouvernance** des organisations en renforçant d'abord la confiance en elles et leur **capital social**, afin de favoriser leur pouvoir d'agir et leur **leadership**.

En ce qui concerne **l'environnement**, un des résultats du programme est basé sur la sensibilisation et la diffusion de **pratiques agroécologiques** respectueuses de l'environnement dans les agrosystèmes. Comme on travaille sur les filières locales, cette dimension est prise en considération non seulement dans la transformation (**fourrages solaires**) mais également dans la commercialisation (**circuits courts**). Ces thématiques sont traitées auprès des jeunes, notamment au travers des actions engagées comme le **reboisement** dans des forêts communales et l'assainissement de leur cadre de vie.

DBA et Asmade travaillent ensemble sur la thématique de l'agriculture familiale depuis **2011**. Les premiers projets situés dans les communes autour de Koudougou (Réo, Tenado) portaient sur l'appui au maraîchage grâce à la réhabilitation d'une retenue d'eau. Ensuite la stratégie d'intervention s'est étendue sur toute la **filière et la promotion de l'agroécologie**. Parallèlement, l'opportunité de mettre en place une ferme école agroécologique dans la commune de Saaba a été saisie en 2014. Les conditions sont aujourd'hui réunies **pour consolider** ces différentes interventions en un seul programme[4] qui s'appuie sur l'expérience et les recommandations des évaluations antérieures, tout en **renforçant le lien des jeunes urbains et ruraux au monde agricole**. Dans les communes de Tenado et de Saaba, la phase de désengagement qui consolide les acquis va être mise en place tandis qu'une nouvelle zone d'intervention (Zamo) touchée par l'insécurité alimentaire va être incluse.

L'outcome contribue à **4 des 5 cibles stratégiques** développées au Burkina Faso. Pour plus de clarté, nous détaillons dans les paragraphes ci-dessous la contribution à ces 4 cibles, par ordre d'importance.

Pour le **CSC 1**[5], le cœur même du projet est de **soutenir l'agriculture familiale** en promouvant des pratiques agroécologiques optimisant l'utilisation de ressources naturelles et respectueuses de l'environnement, ce qui contribue à un « secteur agricole performant et durable ». En effet, **l'agroécologie** concilie les trois dimensions de la durabilité, en renforçant la résilience et l'équité des systèmes tout en assurant une alimentation saine. Ceci est au profit des communautés constituées à **95% d'agriculteur.rice.s**, qui utilisent la force de travail familial.

En contribuant à la **durabilité des filières agricoles**, on vise à renforcer les capacités, les concertations et les collaborations entre acteur.rice.s de la production, de la transformation et de la distribution.

Les femmes contribuent fortement à l'économie rurale. Elles constituent près de la moitié de la **main-d'œuvre** agricole et tiennent une place centrale dans **l'approvisionnement des marchés**. De même, **les jeunes** entre 15 et 35 ans représentent plus de **35 % de la population** et sont souvent désœuvré.e.s alors que le secteur agricole peut

leur offrir des opportunités intéressantes.

Quant au **CSC 2[6]**, les questions environnementales et du changement climatique sont abordées à différentes échelles. Tout d'abord au niveau de la **jeunesse urbaine et rurale** dans les écoles par les séances de sensibilisation sur les effets du changement climatique et l'agroécologie. L'objectif est que les jeunes **s'engagent par des actes concrets** et par leur comportement pour des systèmes alimentaires plus durables. Ceci ne peut pas se faire sans protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques.

Ensuite au niveau des **associations/coopératives**, ces thématiques sont traitées par la mise en place de parcelles de **démonstrations** sur les pratiques agroécologiques. La diffusion à plus grande échelle de ces pratiques a un impact positif sur l'environnement et répond aux **mesures d'adaptation** (paillage, association culturales) et **d'atténuation** (agroforesterie, utilisation de biopesticides ..) du changement climatique.

En ce qui concerne le **CSC 3[7]**, le programme contribue à la santé des populations par deux voies. Une première par la **promotion d'une alimentation saine et variée** qui se traduit notamment par des bonnes pratiques dans le domaine de l'hygiène /assainissement et la nutrition. Ceci s'opère autant à l'échelle villageoise qu'au niveau des écoles en milieu urbain et rural. La deuxième se focalise sur les enjeux de la **mutuelle de santé** afin que les membres des coopératives y adhèrent.

Quant au **CSC 5[8]**, plusieurs thématiques font l'objet de **concertation** entre les agriculteur.rice.s, en incluant les jeunes. Tout d'abord, des espaces de discussions et de partage d'expérience intergénérationnels vont être le creuset de discussions autour des **enjeux de développement locaux** et de la place que tout en chacun.e peut y jouer. Sur certaines thématiques comme l'accès au foncier en particulier pour les femmes et les jeunes, les différentes instances villageoises et communales seront sollicitées. Un travail important est prévu pour le renforcement de la participation citoyenne effective des jeunes au sein de leur communauté.

Description of Coherence

Depuis 2011, DBA travaille avec ASMADE dont le cœur de métier est la protection sociale. Dans ce programme, nous avons intégré les mutuelles de santé. En effet, les coopératives mises en place et/ou renforcées par l'outcome vont être une porte d'entrée pour sensibiliser leurs membres sur les avantages des mutuelles de santé, tandis qu'Asmade en partenariat avec Solsoc travaillera sur le renforcement proprement dit de ces mutuelles. Toujours dans le domaine de la santé, Asmade va renforcer les agents de santé à base communautaire (ASBC) dans le cadre d'un projet financé par USAID dans les communes Centre Ouest, notamment sur la nutrition. Dans ces communes, l'interaction des ASBC avec l'équipe projet aura comme objectif de faire le lien entre cultures à mettre en place pour une alimentation variée et nutrition. Les uns aideront à mettre en place les cultures, les autres conseilleront sur le type d'aliments à privilégier.

En agriculture familiale, DBA a d'autres partenaires en Afrique et les échanges sont favorisés afin d'enrichir la réflexion sur des problématiques communes ou différentes. Le fait d'être tous partenaires depuis quelques années instaure une confiance et une sincérité dans les échanges qui permet à chacun.e d'avancer.

L'outcome est complémentaire et complète les plans de développement communaux, toutes les activités sont mises en place non seulement en concertation avec les services communaux mais également avec leur implication afin qu'ils s'en approprient complètement les résultats.

L'outcome répond à une partie des axes d'interventions du Programme de coopération gouvernementale Belgique-Burkina Faso qui compte parmi ses priorités le développement de l'entrepreneuriat, le renforcement des capacités et une attention aux femmes. Il répond également aux prérogatives du nouveau programme UE dont l'ambition est de « renforcer le caractère inclusif de la société et consolider le sentiment d'appartenance à un même pays ». L'inclusion des femmes et des jeunes ruraux.ales comme urbain.e.s au programme ainsi que les espaces d'échanges intergénérationnels comme les séjours d'immersion entre jeunes de régions différentes ou encore entre les visites d'échanges entre agriculteurs de communes différentes jouent en ce sens.

Promouvoir l'agroécologie pour arriver à plus de durabilité dans l'agriculture et dans les systèmes alimentaires va permettre de les transformer et rendre les populations plus autonomes. Quatre leviers sont indispensables pour cette transformation :

Le premier concerne l'évolution des modèles de consommation vers une alimentation saine et raisonnée. Cet élément est abordé autant au niveau de l'école (jardins maraichers alimentant la cantine scolaire en légumes et condiments) auprès des jeunes qu'au niveau villageois via les relais en nutrition.

Le deuxième examine la nécessité d'une contribution de la production agricole et des filières alimentaires au développement durable. Étant donné sa dimension environnementale, les pratiques agroécologiques y répondent par les techniques de conservation de l'eau et des sols ou le recyclage de la biomasse et de la matière organique, mais contribuent également au troisième levier qui concerne l'atténuation du changement climatique généré par de nouvelles pratiques agricoles (fixation de l'azote dans le sol, etc). Finalement, l'agroécologie remet en question la place et le rôle des différents acteurs du territoire allant de la production à la consommation afin de générer des emplois ruraux et d'activités génératrices de revenus pérennes et favoriser ainsi la relocalisation de l'économie ce qui nourrit le quatrième levier sur la mise en place des actions qui visent la renaissance des territoires ruraux.

Description of Effectiveness

Les femmes et les jeunes sont reconnus parmi les personnes les plus vulnérables. C'est pour cette raison que le programme les inclut dans toutes les démarches et a prévu également des espaces de discussion entre eux, elles et avec leur entourage pour qu'il, elle, s puissent trouver leur place et négocier leur positionnement social tant dans les activités de production que le long des filières agricoles. On vise les résultats non seulement au niveau des coopératives mais on les mesurera en particulier au niveau des femmes et des jeunes. L'introduction des mutuelles de santé auprès d'un public non adhérent vise l'accessibilité à l'un des filets sociaux possibles auprès de celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Chaque activité au niveau des villageois.es se réalise en concertation avec les autorités villageoises et /ou communales pour s'assurer d'intégrer les plus vulnérables. Par exemple, les latrines seront coconstruites avec les ménages les plus vulnérables ou encore les groupes cibles pour les activités d'élevage seront des femmes chefs de ménages ou des femmes des ménages les plus pauvres.

L'outcome « Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, et en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires et rendre accessibles des soins de santé de qualité. » est décliné en quatre résultats complémentaires et indissociables. Pour chaque résultat, la contribution à l'objectif spécifique (et à la ToC) est expliquée ainsi que les approches utilisées pour le réaliser efficacement.

R1. Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques

Les ménages ruraux et les jeunes vont utiliser et diffuser des pratiques agroécologiques dans les agrosystèmes, ce qui répond à la dimension environnementale de l'agroécologie et jette donc les bases pour une agriculture durable, qui est la première condition à remplir pour arriver à des systèmes alimentaires durables.

Ainsi « Améliorer la résilience des populations aux crises environnementales et au changement climatique par la mise en place d'actions d'adaptation et d'atténuation » (2A)[1] se traduit dans le programme par la mise en place de parcelles de démonstrations dans les champs de relais pour expérimenter des pratiques d'adaptation et d'atténuation comme le paillage, l'association culturale, l'emploi de compost, la fabrication et l'utilisation de biopesticides, ou l'agroforesterie. En somme, il s'agit d'une agriculture laissant aux générations futures les conditions nécessaires à une production saine et suffisante et qui est donc résiliente face aux événements extérieurs.

Par la mise en place d'espaces d'échange et de restitution d'expérience entre relais en agroécologie et leurs pairs, le programme va « renforcer les espaces de concertation des acteurs du monde agricole pour contribuer aux échanges de pratiques et de points de vue, à la collaboration et à la construction d'une vision commune » (1E). Les alliances avec les universités ou les centres de recherche (comme la clinique des plantes) permettent à des stagiaires de

conduire leur travail de fin d'étude sur le site de la ferme école pour tester des innovations, en parallèle de séances de restitution avec les relais auprès de leurs pairs qui vont « Promouvoir la recherche-action et l'innovation pour renforcer les stratégies de plaidoyer et/ou favoriser l'amélioration de pratiques agricoles durables » (1G).

R2. Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières agricoles locales durables en renforçant leur capital social dans un environnement émancipateur

Le fait que les ménages ruraux et les jeunes urbain.e.s et/ou ruraux.ales vont participer aux filières durables locales et donc créer de la valeur ajoutée sur leur territoire, tout en créant de l'emploi dans le secteur agroalimentaire, répond en partie à la dimension économique et sociale de l'agroécologie et favorise la durabilité des systèmes alimentaires. L'agroécologie promeut l'économie circulaire et solidaire, l'implication des producteur.rice.s dans des activités à valeur ajoutée au niveau local par la transformation ou encore le stockage, ce qui renforce leur autonomie.

Pour « Promouvoir les chaînes de valeur durables et équitables en prenant en compte l'approche genre et les jeunes pour favoriser l'émergence d'une économie rurale diversifiée et la création de l'emploi rural »(1C), le programme va accompagner les jeunes ruraux.ales et les femmes dans l'émergence d'activités de transformation et/ou de commercialisation que ce soit par l'appui à de l'équipement ou par des formations. Tout ceci nécessite qu'on organise le « Renforcement des capacités (politiques, organisationnelles, techniques, managériales, en genre, numérique...) des acteur.rice.s du monde rural en prenant en compte le genre et les jeunes » (1D). En effet, des séances de formations tant sur les techniques de conservation, les techniques de transformation que sur la gestion coopérative, la négociation ou encore l'entrepreneuriat, leur permettront de développer une activité dans des filières agricoles locales et de s'y insérer. Pour ce faire, il est important que ces mêmes acteur.rice.s, jeunes et/ou adultes aient suffisamment confiance en eux.elles pour s'autonomiser et s'émanciper. La mise en place de structures d'épargne et de crédit joue sur les deux tableaux. Non seulement sa gestion renforce le sentiment de confiance des membres mais, au fur et à mesure des cycles d'épargne et de crédit, les montants augmentent, ce qui permet d'investir dans des activités génératrices de revenus comme la transformation avec un moulin à farine pour le soja ou encore une vanneuse, etc.. L'organisation de sessions d'alphabétisation a également deux finalités : celle d'apprendre à lire et à écrire mais aussi de prendre confiance en soi et oser prendre plus de responsabilités aux niveaux familial et communautaire.

Pour que les jeunes puissent s'insérer dans ces filières, il est nécessaire que le programme sensibilise les jeunes urbain.e.s et ruraux.ales sur la place et le rôle du métier de paysan.ne dans la société. Il doit également éclairer les jeunes urbain.e.s sur l'alimentation durable afin qu'il.elle.s puissent s'engager en tant que citoyen.ne.s dans le développement local. Ce n'est qu'en formant des membres des structures de jeunesse/femme sur la décentralisation, la participation citoyenne, les objectifs du développement durable, la prise de parole en public, le plaidoyer, le genre, le suivi-citoyen et la redevabilité que l'on arrivera à renforcer la participation citoyenne des jeunes et des femmes auprès des décideur.se.s. On arrivera ainsi à « dans un souci de bonne gouvernance, renforcer les capacités de la société civile (en particulier les jeunes), à sensibiliser les populations locales à la citoyenneté et aux enjeux prioritaires de développement et de l'Etat de droit, et à les mobiliser afin que soient prises plus adéquatement en compte leurs priorités ». (5B)

R3 Les ménages ruraux et les jeunes urbains et ruraux bénéficient d'une alimentation saine et d'une couverture santé

Ce n'est qu'en ayant une alimentation saine et variée que l'on arrive à des systèmes alimentaires plus durables. Cela implique qu'on atteigne une certaine durabilité au niveau de la production (voir R1), au niveau de la transformation et de la commercialisation (R2) pour finalement avoir accès à des aliments locaux, sains et culturellement appropriés. Ces objectifs correspondent aux critères développés par l'agroécologie, et de plus soutient le droit à l'alimentation. Le fait de travailler sur une couverture santé va permettre d'accroître la résilience des moyens d'existence des producteur.rices.s. En effet, il.elle.s auront les moyens de faire face à des frais médicaux. Il s'agit là d'un des filets sociaux de sécurité qui renforce leur résilience.

Le programme va « Renforcer les capacités de sensibilisation, de suivi et de prise en charge des acteurs locaux pertinents (agents/personnel de santé, éducateurs, animateurs, relais communautaires, volontaires, COGES, ONG locales, AUE, etc.) dans le domaine de la santé promotionnelle, préventive, curative et de réadaptation, la santé sexuelle et reproductive, dans le domaine EHA et dans le domaine psychosocial » (3C) par l'implication des services techniques communaux dans la mise en place de relais communautaires en hygiène et assainissement et celle de certains groupes cibles comme des membres des coopératives ou des élèves dans des écoles dans la sensibilisation sur les avantages d'une mutuelle auprès de leurs pairs. La mise en place de filets sociaux comme les mutuelles vient renforcer cette résilience par leur capacité à faire face à la maladie.

En installant des latrines selon une stratégie coconstruite avec les communes et mise en place avec la participation citoyenne, le programme va en partie « Soutenir la construction et/ou la réhabilitation ainsi que la maintenance et la gestion d'infrastructures et d'équipements sanitaires et de premier secours, d'hygiène et d'assainissement des structures sanitaires et des communautés et d'approvisionnement en eau potable, en accordant une attention particulière aux besoins exprimés par les plus vulnérables (femmes, filles, personnes en situation de handicap...) et en leur en garantissant l'accès » (3B)

R4 Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées en particulier dans le domaine de la capitalisation.

Pour arriver à un effet transformatif dans les systèmes alimentaires actuels, il est nécessaire de tester, expérimenter, montrer par des actions sur le terrain pour convaincre du bien-fondé du changement nécessaire et possible. Il faut aussi toucher les sphères de décision où s'édictent les normes, les textes et les lois qui font fonctionner la société. De plus, il faut également partager nos connaissances avec nos pairs et diffuser les résultats (échecs comme réussites) auprès d'eux, mais aussi auprès des services techniques ou encore auprès d'autres organisations voire des plateformes. En d'autres termes, il s'agit de « Soutenir les initiatives de plaidoyer et d'interpellation des acteurs du monde agricole pour des politiques nationales et régionales favorables à un secteur agricole performant, équitable et durable basé sur l'agriculture familiale dans lequel les femmes et les jeunes jouent un rôle central » (1F)

Tout le travail auprès des coopératives et des jeunes au sujet de la compréhension des enjeux mondiaux et locaux ainsi que sur le lien entre agroécologie et systèmes alimentaires vise à « Faciliter le plaidoyer (et autres interpellations), notamment par la mise en réseau des acteurs, auprès d'autorités locales, régionales ou nationales pour la promotion d'une législation adaptée à une organisation efficace et équitable du développement local et de la justice de proximité » (5D)

Les deux partenaires travaillent ensemble depuis plus de 10 ans et ont déjà constitué des baselines dans certaines communes et ont construit une méthodologie pour la mettre en place dans de nouvelles zones.

[1] Les chiffres et lettres entre parenthèse font référence aux approches du CSC Burkina Faso

Description of Efficiency

Tous les **coûts du budget** se basent sur la mise en œuvre de **projets précédents** avec le partenaire, dans les régions Centre et Centre Ouest. Le présent programme se base sur un modèle d'intervention mis en œuvre dans la commune de Réo et Koudougou ensuite répliqué à Tenado et Saaba et mis en œuvre maintenant dans la commune de Zamo.

La répartition du budget est de 19% pour les investissements, 45% pour le fonctionnement et 36% pour le personnel.

Les **investissements** sont majoritairement à destination des **groupes cibles** (à 89%) soit les agriculteur.rices.s adultes et jeunes, les coopératives et les élèves des écoles primaires en milieu rural et secondaires en milieu rural et urbain. 64% de ces investissements concernent la réhabilitation de retenue d'eau pour le maraichage, la construction

et ou la réhabilitation de puits maraichers et de magasins pour le stockage de produits agricoles. Ces investissements sont nécessaires à la bonne réalisation des deux premiers résultats. En se basant sur les expériences passées, il est prévu également des formations et des recyclages tout au long du programme pour assurer la durabilité des infrastructures et des équipements mis en place, mais aussi le renforcement des compétences des groupes cibles. Il y a un juste **équilibre entre la partie formation/renforcement de compétences et investissement dans les infrastructures**. Les équipements de production ou de transformation sont mis à disposition du plus grand nombre, car ils sont essentiellement dotés aux coopératives ou à des groupements/associations de femmes et ou de jeunes.

En ce qui concerne le **fonctionnement**, 70% sont des coûts liés aux formations et supports de formation pour les bénéficiaires. Une partie portent sur la bonne gestion des infrastructures et des équipements et une autre concerne le renforcement de capacités techniques, organisationnelles et financières auprès des coopératives, groupements mixtes, féminins ou encore des relais communautaires. Par exemple, le dispositif de relais en agroécologie avec des séances de restitution à leurs pairs permet de **démultiplier** les effets des formations à moindre coûts. Le reste concerne des frais pour permettre à l'équipe projet de les accompagner.

Finalement le coût des **ressources humaines** nécessaires pour mettre en place ce programme correspond à 36% du budget. L'importante stratégie de renforcement de capacités mise en place explique ce pourcentage. Le choix de ne pas envoyer de coopérant.e.s répond à la volonté de DBA d'accompagner et d'appuyer **l'ONG partenaire** dans son **autonomisation** et dans le renforcement de sa structure interne. Le suivi-évaluation du programme sera partagé entre les deux ONG. La cellule de suivi/évaluation d'ASMADE a la charge du suivi des résultats et des risques. Elle propose des aménagements en fonction de l'évolution des résultats déjà obtenus, des problèmes rencontrés et des risques du terrain. Du côté de DBA, le temps de travail affecté au suivi-évaluation au siège comprend l'analyse des rapports opérationnels et financiers, les échanges afin de s'assurer de la qualité, de l'efficacité et de l'efficience de l'exécution du programme et les contacts avec la DGD. Ce temps de travail est comptabilisé en partie dans les coûts de gestion du programme. Outre une mission annuelle d'appui technique, il est prévu chaque année une mission de suivi/évaluation au cours de laquelle une évaluation interne participative sera menée avec toute l'équipe et la planification de l'année suivante développée. Cette mission sera le bon moment pour évaluer les résultats des outils de suivi/évaluation et s'ils sont à revoir/modifier selon ce que l'on en attend.

L'efficience repose également sur les **synergies** mises en place : promotion des pratiques agroécologiques, partage des expériences de la participation des OP et des femmes aux cadres de concertation et de prise de décision, processus de certification biologique, amélioration du taux de pénétration des mutuelles.

Description of the expected Impact

L'impact pour les producteur.rices.s, jeunes ou adultes qui contribuent à la transformation des systèmes alimentaires plus durables est qu'ils deviennent :

Plus résilients au changement climatique :

Grâce à l'adoption de pratiques agroécologiques et d'aménagements adaptés aux effets du changement climatique, il.elle.s sont plus résilient.e.s au changement climatique et plus autonomes par rapport aux intrants. En effet, en utilisant moins de ressources externes et en optimisant celles telles que le rayonnement solaire, le carbone atmosphérique, le recyclage de la biomasse ou encore la récupération de l'eau, on renforce leur autonomie et donc leur résilience face aux chocs.

Plus autonomes économiquement :

Plus de jeunes ruraux.ales comme urbain.e.s commencent des activités de production, de transformation et/ou commercialisation agroalimentaire grâce à une meilleure confiance en soi et à un secteur agricole revalorisé

Plus de revenus sont créés pour les femmes grâce à des activités génératrices de revenus dans la transformation et la commercialisation agroalimentaire financés par les AVEC, notamment du à un changement de rapports entre homme et femme et une meilleure confiance en soi

Des coopératives vendent des produits stockés à un prix juste.

En meilleure santé :

Une alimentation plus saine grâce à un cadre de vie plus salubre, des choix de consommation plus responsable et de production plus durable, et une adhésion à des mutuelles garantissent une meilleure santé et protection.

Plus impliqué.e.s en tant que citoyen.ne.s :

Les citoyen.ne.s sont mieux à même d'interpeller les pouvoirs publics grâce à un renforcement de la participation citoyenne via les formations jeunes, le fait d'être membre d'une AVEC ou d'avoir suivi des sessions en alphabétisation.

Description of Sustainability

La durabilité technique au niveau des formations données aux groupes cibles est assurée par le fait qu'elles sont internalisées chez le partenaire et peuvent donc être reconduites. Le partenaire a des bureaux dans la région d'intervention et sa présence continue lui permet de superviser les anciennes et actuelles zones d'intervention en zone rurale et urbaine, et d'être disponible pour l'accompagnement et le suivi des bénéficiaires.

Pour ce qui est de la durabilité financière, au niveau des différentes infrastructures, la gestion implique la constitution d'un fonds pour faire face aux petites réparations et à l'entretien. Par exemple, au niveau des magasins de stockage, il est prévu après chaque vente, un inventaire du bâtiment pour identifier les réparations à effectuer. Un pourcentage de la vente sera gardé par le comité de gestion afin de pouvoir y faire face.

En ce qui concerne la durabilité sociale, la majorité des formations sont avant tout pratiques, et sont suivies d'un accompagnement qui permet aux groupes cibles une bonne appropriation. Par exemple, pour les pratiques agroécologiques, les relais, véritables animateur.rice.s endogènes, sont formé.e.s sur leur territoire et continueront d'être accessibles à tous les membres des coopératives. Au niveau des jardins maraichers dans les écoles, les professeurs et les AME et APE pourront continuer leur approche pédagogique tout en maîtrisant les techniques apprises.

Pour la gestion des infrastructures comme celles de stockage, elle sera confiée aux comités de gestion qui seront mis en place à cet effet. La contribution des bénéficiaires, par exemple à la construction des latrines est une stratégie employée pour assurer la durabilité.

L'émergence d'associations/coopératives permet d'installer le cadre pour poursuivre les activités. Elles seront en place tant que leurs membres auront confiance dans ce que la structure peut leur apporter et qu'il.elle.s la voient comme leur outil de travail. C'est pourquoi l'équipe du projet ne fera jamais le travail à leur place, mais les accompagneront à résoudre leurs problèmes et à suivre leur fonctionnement. Le projet favorise les interactions avec les autorités communales pour que les communautés puissent se tourner vers elles en cas de problème à solutionner. Ces mêmes autorités sont directement impliquées dans des activités qu'elles pourront répliquer ensuite dans le domaine du foncier, de l'agriculture et des hygiénistes.

La conservation et la protection de l'environnement est intégrée au niveau de l'agriculture familiale par la mise en place de pratiques agroécologiques (pratiques de conservation des sols et de l'eau et des pratiques de restauration de la fertilité comme les associations avec les légumineuses) et d'infrastructures adaptées. Elle l'est aussi à travers l'éducation à la citoyenneté mondiale auprès de jeunes où les grands enjeux mondiaux sont débattus et des chantiers de reboisement organisés.

Pour DBA, un partenaire au Sud est d'abord une organisation avec laquelle elle partage une vision et des valeurs. DBA privilégie des relations partenariales qui s'inscrivent dans la durée (volonté de travailler sur des processus plutôt que des projets ponctuels, capacités des partenaires à se projeter dans le long terme). La stratégie d'intervention est capitalisée au fil des années mais remise en question et revue suivant l'expérience, les recommandations des évaluations, mais aussi suivant l'évolution du contexte.

Les relais communautaires en hygiène/assainissement, en agroécologie et en mutuelles ont un rôle de sensibilisation et de démonstration pour convaincre les producteur.rices.s autour d'eux.elles (et spécialement les membres des coopératives dont il.elle.s font partie) d'adopter certaines pratiques dans les thématiques citées. Les cellules d'action citoyenne au sein des écoles ont pour ambition de toucher les élèves des écoles mais également le cercle familial.

Description of the Partnership Strategy

ASMADE et DBA collaborent depuis 2011 sur des projets d'appui à l'agriculture familiale et d'échanges interculturels dans la Région du Centre-Ouest. Après une longue prise de connaissance, les 2 structures ont appris à travailler ensemble efficacement et dans un esprit de partenariat. DBA soutient les initiatives locales de transition et accompagne les personnes qui les portent, que ce soient des jeunes ou des agriculteur.rice.s. Ceci constitue la philosophie des projets que DBA mène avec ses partenaires. ASMADE est plus particulièrement chargé de l'exécution opérationnelle du programme. DBA apporte son conseil, son appui et son expertise à ASMADE et en partenariat ils s'assurent du suivi-évaluation pour garantir la qualité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du programme ainsi que sa durabilité. Cette répartition des responsabilités DBA/ASMADE a été particulièrement appréciée par les évaluations des programmes précédents. Au cours des années, une relation de confiance s'est construite ainsi qu'une compréhension et une vision commune décrite dans la théorie du changement. Pour l'élaboration de ce projet, les deux organisations ont conduit un diagnostic dans la zone sous forme d'enquêtes villageoises dont les résultats ont été analysés ensemble. Sur base des perspectives développées (évaluations précédentes), du contexte dont l'analyse des risques et de l'analyse des données, les équipes ont formulé des axes stratégiques. À la suite de cela, elles ont validé les axes proposés pour répondre aux difficultés rencontrées, avec les différentes parties prenantes à l'échelle communale. Des entretiens ont été conduits sur le terrain et ont constitué des occasions pour les populations de confirmer les actions retenues et pour les autorités communales de donner leurs points de vue et relever des priorités.

DBA privilégie des relations partenariales qui s'inscrivent dans la durée (volonté de travailler sur des processus plutôt que des projets ponctuels, capacités des partenaires à se projeter dans le long terme). C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix de cibler, dans la mesure du possible, une seule organisation partenaire par pays d'intervention.

Il n'y a pas de siège de DBA au Burkina Faso. Nous travaillons en partenariat suivant des modalités qui sont définies de façon détaillée dans notre accord de partenariat et notre convention de collaboration. Au niveau de l'exécutif, la gestion du projet est confiée à une équipe Sud gérée localement par ASMADE.

Il n'y a donc volontairement pas de coopérant affecté au Sud. Le système de gestion adopté représente une innovation par rapport aux systèmes habituels des ONG européennes. Le rôle du partenaire local en tant que co-initiateur et exécuteur de la stratégie d'intervention, supporté par le partenaire belge par rapport à l'accès aux fonds et aux expertises non présentes sur place, garantit un haut niveau d'appropriation locale et une relation Nord-Sud plus équilibrée et efficiente.

Différents outils et méthodes sont mobilisés afin de concrétiser le renforcement de compétences (l'organisation de formations, de séminaires internationaux et de visites échanges, de l'appui/conseil et la mise en place d'un réseau entre les partenaires).

En termes de formation, il est prévu un renforcement de capacités et/ou la participation des membres de l'équipe à des formations/événements se déroulant dans leur pays sur des thématiques identifiées par eux.elles, sur les 5 ans du programme.

Les équipes ont déjà commencé les échanges avec l'organisation partenaire de DBA au Bénin pour discuter entre autres des modalités de mise en place d'une transition agroécologique. Finalement comme expliqué plus haut, DBA apporte également son expertise lors des missions sur des sujets identifiés par DBA et/ou ASMADE.

ASMADE gère et a géré des projets dans des domaines diversifiés : promotion de la santé par l'hygiène et l'assainissement, promotion de mutuelles de santé, appui aux femmes restauratrices de rue, promotion de la sécurité alimentaire, appui institutionnel au développement local, promotion aux échanges interculturels, ... La zone d'intervention d'ASMADE s'étend à 13 régions du Burkina Faso, son siège central est basé à Ouagadougou mais dispose de certaines antennes dans le pays (notamment à Koudougou). Les groupes cibles dans les différentes localités sont les enfants, les communautés villageoises, les jeunes et les femmes en milieu urbain, périurbain et rural

Description of Synergies

Synergie n°1	
Type	Synergie/complémentarité opérationnelle – Synergie/ complémentarité d'échange d'informations –

Obj de la synergie	ASMADE et DBA visent à renforcer leurs Synergie/complémentarité opérationnelle pour booster le taux de pénétration des mutuelles sociales dans la zone d'intervention (ZIP)		
CSC et approche du CSC liées	3A, 3C CSC Burkina Faso		
Acteurs Impliqués	ASMADE/Solsoc	ASMADE/DBA	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>Appuis-accompagnement des du bureau des mutuelles de la ZIP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Appuis au fonctionnement des mutuelles sociales de Zamo et de Tenado ; ◦ Accompagnement à la mobilisation sociale ; ◦ Appui à la mobilisation des ASBC pour soutenir les actions de mobilisation des mutuelles de santé 	<p>Formation de l'équipe projet DGD/DBA sur la mutualité sociale afin qu'il contribue au côté des membres mutualistes pour la mobilisation sociale et la sensibilisation des groupements des producteurs et productrices bénéficiaires du programme, les jeunes, les élèves et leurs parents</p> <p>L'équipe projet à l'issue de la session de formation qui sera faite par l'équipe du programme Solsoc/ASMADE, organisera des sessions de sensibilisation des bénéficiaires directs et indirects du programme DGD/DBA pour susciter leurs adhésions dans les mutuelles de santé de la ZIP.</p> <p>Cette synergie d'actions complémentaires permettra de booster le taux de pénétration des mutuelles et participera à une large information des populations sur les avantages de la mutuelle de santé.</p>	

Synergie n°2			
Type	Synergie opérationnelle - Synergie d'échange d'informations		
CDC et approche(s) du CSC liées	1C ; 1B		
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Assurer la certification biologique des produits agro écologiques		
Acteurs Impliqués	CNABio	ASMADE / DBA	Autre terre
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>Formation des acteurs (équipe projet et animateurs/trices, techniciens de ASMADE, des producteurs) pour l'appropriation du processus de certification d</p> <p>Suivis, contrôle et certification</p>	<p>Facilitation des sessions de renforcement des capacités des acteurs sur le processus de certification ;</p> <p>Suivi, conseil et orientation des producteurs/trices</p>	Appui conseil des acteurs de la chaîne
Contribution financière	Prévue dans le budget propre de chaque acteur		
Contribution matérielle	A définir à l'opérationnalisation de la synergie		
Synergie n°3			
Type	Synergie opérationnelle, Synergie d'échange d'informations		
CSC et approche(s) du CSC liées	1B, 2A ; 2E.		

Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Promouvoir les pratiques agro-écologiques				
Acteurs Impliqués	CNABIO	ASMADE/DBA		ARFA	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaborer une approche des sensibilisations ; 2. Participer aux renforcements des capacités ; 3. Assurer la certification des sites 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation des sessions de formation théorique et pratiques sur les pratiques agro-écologique ; 2. Sensibilisation, suivi, orientation des producteurs/trices 3. Facilitation des certifications ; 4. Co-organisation des visites d'échanges au profit des producteurs/trices ; 5. Elaborer des outils pour évaluations initiatives agro écologiques 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaborer une approche des sensibilisations ; 2. Faciliter l'organisation des sessions de formation 3. Faciliter l'organisation des visites d'échanges 4. Elaborer des outils pour évaluations initiatives agro écologiques 		
Contribution financière	Prévue dans le budget propre de chaque acteur				
Contribution matérielle	A définir à l'opérationnalisation de la synergie				
Synergie n°4					
Type	Synergie opérationnelle - Synergie d'échange d'informations				
CSC et approche(s) du CSC liées	1E; 2E				
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Partager les expériences en matière de promotion de la participation des OP et des femmes aux cadres de concertation et de prise de décision				
Acteurs Impliqués	Autre terre	ASMADE/DBA	AMR	BAOBAB	ALDIPE
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Partager leurs expériences dans le domaine de la participation des OP et des femmes aux cadres de concertation et aux Espaces de Dialogue à travers des voyages d'échange.	Partager leurs expériences dans le domaine de la participation des OP et des femmes aux cadres de concertation et aux Espaces de Dialogue à travers des voyages d'échange	Assurer le lead dans l'organisation des cadres de concertation, de partages d'expériences Organiser la participation de leurs OP aux cadres de partages d'expériences	Faciliter la participation des producteur.rice.s aux cadres de concertations et de partage d'expériences	Accompagner les OP dans la participation aux espaces de dialogues
Contribution financière	Prévue dans le budget propre de chaque acteur				
Contribution matérielle	A définir à l'opérationnalisation de la synergie				

Description of how individual or collective recommendations and

Lessons are to be taken into account

DBA et Asmade travaillent ensemble sur la thématique de l'agriculture familiale depuis 2011. A ce jour, le programme a été mis en œuvre dans 4 communes des régions du Centre et centre ouest (Koudougou, Réo, Tenado, Saaba) et une cinquième est prévue dans ce programme (Zamo). Chaque fois, les résultats obtenus dans la zone visée ont motivé à réitérer la démarche dans une autre région, tout en intégrant les leçons apprises. Les projets se sont concentrés tout d'abord dans les communes Koudougou et de Réo sur l'appui au maraichage grâce à la réhabilitation d'une retenue d'eau. Avant de poursuivre dans d'autres communes, on a renforcé deux points. Le premier est la collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'Etat comme l'agriculture, l'environnement, et l'élevage dans les activités, afin d'assurer la bonne continuité et la pérennisation des acquis et les groupements de producteur.rices.s. Le deuxième concerne les leaders communaux qui ont été mobilisé.e.s pour les actions de sécurisation du foncier. Ces recommandations sont toujours d'application. Ensuite la stratégie d'intervention s'est focalisée sur la promotion des pratiques agroécologiques et s'est étendue sur les besoins en eau potable et l'assainissement. Parallèlement, l'opportunité de mettre en place une ferme école agroécologique dans la commune de Saaba s'est présentée en 2014. Nous présentons ci-dessous les recommandations prises en compte à la suite des évaluations (externes et internes) et lors d'échanges avec des partenaires de DBA travaillant dans d'autres pays mais sur la même thématique (dont le Bénin).

Au niveau du renforcement de capacités, les activités suivantes ont été intégrées et/ou renforcées dans la stratégie d'intervention :

Renforcer auprès des membres de coopératives et des jeunes des thèmes de formation qui prennent en compte la complémentarité entre l'agriculture, l'élevage et l'environnement et les différentes dimensions de l'agroécologie ;

Renforcer l'autonomie en production de semences maraichères, de fumure organique et de biopesticides auprès des coopératives et installer un brise-vent formé avec du neem en bordure de la ferme école, pour protéger la production et accroître la disponibilité en graines de neem qui serviront de biopesticides ;

Renforcer le lien entre les jeunes urbain.e.s et ruraux.ales et le monde agricole par des chantiers participatifs, des visites d'échange et des espaces de dialogue ;

Promouvoir la culture de l'Artemésia dans les périmètres maraichers comme un des moyens de prévention contre le paludisme dans les ménages ;

Faciliter la mise en place d'Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) essentiellement auprès des femmes comme outil de développement local et d'émancipation. Ces associations vont également permettre aux femmes de faire face aux coûts de la demande des APFR qui représente actuellement un véritable frein.

Faciliter l'acquisition du certificat de production biologique par les coopératives via le CNAbio.

Assurer des séances d'alphabétisation au profit des bénéficiaires, et en particulier des femmes.

Au niveau du CSC, les thèmes d'apprentissage concernant le genre et l'agroécologie s'intègrent complètement dans l'outcome. DBA n'ayant pas de personnel sur place, elle sera représentée par son partenaire qui prendra part aux différentes réunions, formations et ateliers.

Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
DBA_TOC_BF_2022-206	Theory of Change associated with the outcome	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_TOC_BF_2022-2026.pdf
DBA_Analyse risques_BF_2022	Analysis of risks associated with the outcome	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Analyse%20risques_BF_2022.pdf

Title of the annex	Type of document	File
Fiche partenaire local ASMADE	Fact sheet per partner	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiche%20partenaire%20local%20ASMADE.pdf
DBA_DRAFT Convention partenariat local_0	Partnership Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_DRAFT%20Convention%20partenariat%20local_0.docx
Annexe appels de notes	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Annexe%20Appels%20de%20notes_0.pdf
Liste des acronymes	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Listes%20des%20acronymes.pdf
Fiches collaborations	Fact sheet per collaboration	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiche%20collaborations.pdf

Outcome budget

T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

Description

Au niveau des investissements, deux tiers concernent la réhabilitation de retenue d'eau pour le maraichage, la construction et ou la réhabilitation de puits maraichers et de magasins pour le stockage de produits agricoles. Ces investissements vont se faire majoritairement la deuxième année, ce qui explique le montant plus élevé du budget cette année-là. Il y a également des équipements pour le maraichage, les AVEC, le matériel d'assainissement (poubelles, etc) et des plants pour le reboisement.

Au niveau du fonctionnement, 70% sont des coûts de formation couvrent les dépenses suivantes : matériel didactique et matériel de formation, frais d'entretien des participant.e.s aux formations, visites d'échanges (location de moyen de transport, prise en charge, ...), frais d'alphabétisation fonctionnelle, location de salles pour échanges, restitution. A noter que certaines formations ne commenceront qu'en 2023, expliquant en partie (voir plus haut investissement) le montant plus élevé du budget pour cette année-là.

A ce niveau, se retrouvent également les contributions aux frais et matériel bureau (eau, électricité, internet, fourniture) et celle liées aux déplacements comprenant la carburant, les frais d'assurance et d'entretien.

Au niveau de la coordination, 1 chef de projet, agronome, basé à Koudougou chapeautera tout le programme. L'équipe technique se composera d'un responsable volet jeunes, sociologue, de deux chargés de projets et 1 animateur affectés tous les trois sur le volet agroécologie, jeunes et mutuelles.

Au niveau administratif, 1 comptable et une contribution aux services de comptabilité du siège d'Asmade et le salaire des gardiens du bureau de Koudougou seront comptabilisés.

Au niveau suivi/évaluation, une contribution à la cellule de suivi-évaluation est mise en place au niveau d'Asmade

Contacts

Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Toelen Patricia
Telephone :	028998027
Email :	patricia@ongdba.org

Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	ASMADE
Name :	Paul Yameogo
Telephone :	002290022670268009
Email :	paul.y@ongasmade.org

Mandatory annexes classified by outcome

File

List of partnerships/cooperative for the outcome

List of partnerships for the outcome

Acronym ASMADE

Full name Association Songui Manégré Aide au Développement Endogène

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
150931	254470	173016	118274	103308	799999

List of cooperative partnerships for the outcome

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés du Zou

Contacts

Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Patricia Toelen
Telephone :	+32 2 346 12 29
Email :	patricia@ongdba.org

Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	ALDIPE
Name :	Bernadin Tossa
Telephone :	0022996577596
Email :	berntos@yahoo.fr

Author information

Lead NGO/Owner :	DBA
Name of accredited actor	Défi Belgique Afrique

General

Title of the outcome - French or English (mandatory) :	Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés du Zou		
IATI activity identifier :	BE-BCE_KBO-0433439550-prg2022-2-BJ		
Outcome start date :	01-01-2022		
Outcome end date :	31-12-2026		
Country of intervention :	Benin		
Region :	Western Africa, regional		
Sector :	31120 - Agriculture, Forestry, Fishing - Agricultural development	Budget share :	100%

Strategic target involved

4. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, ...

- o BENIN



Description :	4. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et les conditions de vie, en promouvant l'agriculture familiale durable, particulièrement pour les femmes et les jeunes.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

6. Appuyer les activités productives, la création d'e...

- o BENIN

■

Description :	6. Appuyer les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, en particulier féminin, et l'innovation ; stimuler la viabilité et les performances des micros, petites et moyennes entreprises et faciliter leur intégration dans le secteur formel ; et promouvoir l'économie sociale et solidaire.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

1. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ...

○ BENIN

■

Description :	1. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous, pour le respect des droits humains, avec une attention particulière à l'égalité de genre.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

3. Garantir l'accès, de façon équitable aux femmes c...

○ BENIN

■

Description :	3. Garantir l'accès, de façon équitable aux femmes comme aux hommes, à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.
Thematic/geographical :	GEOGRAPHIC JSF

Approaches or sub-targets concerned

1C, 1F

2F

3A,3C,3E,3F

4A, 4B, 4C, 4D, 4E, 4F, 4G

6C,6D,6E,6F

Geographic location of the outcome's intervention zone

Abomey

Lat/Long :	7.165446, 1.9828804
------------	---------------------

Zogbodomey

Lat/Long :	7.0172903, 2.2030658
------------	----------------------

Zagnanado

Lat/Long :	7.2166074, 2.3904811
------------	----------------------

Zakpota

Lat/Long :	7.2266447, 2.2125831
------------	----------------------

Agbangnizoun

Lat/Long :	7.0690113, 1.9646451
------------	----------------------

Outcome summary

Description of the outcome

Au travers de son intervention, Défi Belgique Afrique (DBA), en partenariat avec l'ONG ALDIPE, vise à promouvoir l'agroécologie au Bénin auprès des communautés du Zou, en particulier les femmes et les jeunes afin de les rendre plus résilient.e.s face aux effets du changement climatique. Les dimensions environnementale, socio-économique et politique de l'agroécologie y seront traitées à travers les filières agricoles locales (riz, maïs, soja, maraichage) et les modes de consommation (locale et durable). Au niveau environnemental, le programme déploiera auprès des ménages ruraux et des jeunes une stratégie de promotion et de diffusion de pratiques agroécologiques adaptées aux effets du changement climatique, auprès des ménages ruraux et des jeunes. Au niveau social, le programme mobilisera des relais communautaires (nutrition, hygiène, alphabétisation, agriculture, pistes rurales et eau potable) pour qu'ils et elles puissent s'organiser sur leur territoire et bénéficier d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur. Du point de vue économique, le nous accompagnerons les coopératives et associations mixtes, de femmes et/ou de jeunes, confiant.e.s en leur pouvoir de changement, pour transformer et mettre sur le marché les produits locaux tout en faisant leur promotion et ainsi valoriser leur territoire. Pour toucher la dimension politique, les capacités du partenaire seront renforcées en particulier en plaidoyer afin de faire remonter leurs expériences auprès des plateformes Nord et Sud et des services déconcentrés et décentralisés que le partenaire associera dans toutes ses démarches.

Wording of the outcome

Notre intervention vise à "Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés d'un territoire, en particulier les femmes et les jeunes, pour contribuer à des filières agricoles durables et des modes de consommation adaptés aux effets du changement climatique"

Target groups

Hommes et femmes rurales relais ou pas qui sont producteur.rice.s,et/ou transformateur.rice.s et/ou commerçant.e.s, et les structures dont ils font partie, en particulier : les coopératives, les associations, ACEP APE, SVGF et COGEF
Enfants de 0 à 59 mois en milieu rural,
Jeunes scolarisés et déscolarisés en milieu urbain et rural (15 à 30 ans) et enseignants
Membres de la Plateforme agroécologique : OSC, universitaires, Coopératives
Autorités décentralisées et déconcentrées

Categorization: Sustainable Development Goals

SDG :	Goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition and promote sustainable agriculture	SDT :	By 2030, ensure sustainable food production systems and implement resilient agricultural practices that increase productivity and production, that help maintain ecosystems, that strengthen capacity for adaptation to climate change, extreme weather, drought, flooding and other disasters and that progressively improve land and soil quality
SDG :	Goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls	SDT :	Undertake reforms to give women equal rights to economic resources, as well as access to ownership and control over land and other forms of property, financial services, inheritance and natural resources, in accordance with national laws
SDG :	Goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts	SDT :	Improve education, awareness-raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction and early warning

SDG :	Goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all	SDT :	Improve progressively, through 2030, global resource efficiency in consumption and production and endeavour to decouple economic growth from environmental degradation, in accordance with the 10-Year Framework of Programmes on Sustainable Consumption and Production, with developed countries taking the lead
-------	--	-------	--

Markers & Tags

1. Gender Equality :	2
2. Aid to Environment :	2
3. Participatory Development / Good Governance :	2
4. Trade development :	0
5. Biodiversity :	1
6. Climat Change - Mitigation :	2
7. Climat Change - Adaptation :	2
8. Desertification :	1
9. RMNCH - Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health :	0
10. HIV / AIDS :	0
11. Children's Rights :	0
12. Disability :	0
13. Nutrition :	1

1. D4D - Better use of big data :	No
2. D4D - Digital for inclusive society :	No
3. D4D - Digital for inclusive and sustainable economic growth :	Yes
4. Private Sector Development :	Yes
5. Health - Sexual and reproductive health :	No
6. Health - Quality medicines :	No
7. Health - Health financing and Universal Health Coverage :	No
8. Refugees :	No
9. Covid-19 :	Yes

Categorization: Positioning with regard to the objectives of Belgian Development Cooperation, described in its strategy papers

Agriculture and Food Security

La note stratégique identifie trois domaines d'intervention pour lesquels nous allons expliquer l'implication du projet ; Tout d'abord, au niveau de « La promotion de la participation des agriculteur.rice.s aux marchés et aux chaînes de valeur » et « La contribution à la bonne gouvernance, Le résultat « Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales en renforçant leur capital social » contribue à cet objectif en travaillant avec les agriculteurs et les agricultrices autant sur la production que la transformation des productions locales et la commercialisation sur des marchés territoriaux. L'orientation n'est toutefois pas tout à fait la même car la note stratégique privilégie les chaînes de valeur pour l'exportation alors que le projet favorise les filières qui renforcent

la sécurité alimentaire nationale.

« Le soutien à la recherche et l'innovation » se fait principalement via la plateforme agroécologique mise en place au programme précédent et via les démonstrations mises en place au niveau de la ferme école. La plateforme se veut un service qui cherche à déployer des pratiques agroécologiques innovantes afin de répondre aux besoins des agriculteur.ice.s, en prenant en considération la globalité de la situation de l'exploitation agricole (technique, économique, sociale) et les enjeux du territoire (enjeux économiques, de filière, environnementaux...). Ses domaines de compétences se concentreront autour des pratiques agricoles locales adaptées. Le programme traite également des trois thèmes transversaux à savoir la nutrition (via les relais communautaires, la mise en place de jardins nutritifs, la promotion de produits locaux), l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (au niveau des formations, AVEC, soutien dans les activités de transformation et de commercialisation, etc) et l'agriculture durable (par le fait de faire la promotion de l'agroécologie).

Environment and climate change

La note stratégique « environnement » se décline en trois axes.

Le premier concerne l'intégration thématique de la conservation et de la protection de l'environnement dans les pays partenaires. Dans le secteur de la coopération au développement, l'outcome couvre le domaine de « l'agriculture et la sécurité alimentaire. En effet, l'agroécologie recherche des moyens d'améliorer les systèmes agricoles en imitant les processus naturels, créant ainsi des interactions et synergies biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agroécosystème. Elle permet d'obtenir les conditions les plus favorables pour la croissance des végétaux, notamment en gérant la matière organique et en augmentant l'activité biotique du sol.

Concernant le second axe, l'outcome couvre deux des quatre secteurs prioritaires dans l'appui environnemental spécifique. Pour le premier qui concerne la gestion durable de l'eau, l'outcome inclut les activités concernant l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement. Quant au deuxième qui concerne l'utilisation durable des terres et des sols, l'agroécologie y répond notamment par la restauration de terres dégradées ou encore la sécurisation du foncier.

Quant au troisième axe portant sur la cohérence des politiques en faveur du développement des différentes initiatives politiques belges, et le renforcement des complémentarités et synergies au sein des divers domaines de la coopération au développement au niveau belge et européen, l'outcome s'aligne sur le changement de modes de production et de consommation promu dans cet axe. En effet, la vision de la théorie du changement explicite que les ménages ruraux, les jeunes ruraux.ales et urbain.e.s contribuent à la transformation de systèmes alimentaires plus durables.

Gender

La coopération belge entend intégrer le genre dans quatre domaines d'actions prioritaires. L'outcome s'aligne essentiellement sur le troisième qui concerne la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources naturelles et l'empowerment économique.

Tout d'abord, conformément à la note stratégique, le genre est ici un véritable axe transversal de l'outcome. De manière générale, au niveau de l'élaboration du programme, une attention particulière a été donnée à la formulation et à des résultats rendant bien les femmes « visibles » et en développant des indicateurs sexo-spécifiques. Ensuite, au niveau de la mise en œuvre, il s'agit de bien s'assurer que les opportunités apportées par le projet (par exemple être membre d'une coopérative) ainsi que les droits concernés par les activités (par exemple foncier) soient autant accessibles aux femmes qu'aux hommes. Plus précisément, l'outcome intègre la sécurité alimentaire et l'accès aux ressources naturelles avec une attention particulière pour les femmes. En effet, tant au niveau de la production agricole que de la transformation et de la commercialisation, elles sont impliquées autant que les hommes dans les formations techniques et organisationnelles et l'appui en moyens de production et d'autres activités émancipatrices comme l'alphabétisation sont mises en place. En effet, l'alphabétisation permet de se libérer des préjugés et stéréotypes et permet un changement dynamique d'état.

Concernant l'empowerment économique, il s'agit de garantir une bonne connaissance du rôle de la femme dans les différentes filières en conduisant des diagnostics genre au démarrage du projet, mais également de les soutenir dans des activités génératrices de revenus et la mise en place d'AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit).

Private sector

Dans ses priorités stratégiques, l'outcome s'aligne sur celles concernant le renforcement des capacités des entrepreneur.se.s et l'appui au financement et couvre la priorité sectorielle de l'agriculture. La note prône l'agriculture durable et le soutien à l'agriculture familiale et pointe le problème de financements pour démarrer des activités

agricoles et d'accès au foncier en particulier pour les femmes et également les jeunes. L'agriculture familiale est au centre de l'outcome et comprend une stratégie d'appui aux femmes et aux jeunes. Tout d'abord, des actions seront menées en matière d'accès au foncier et de sa sécurisation suivant les normes et le droit en vigueur. Ensuite, une réflexion sur le positionnement et les rapports de force entre les acteurs des filières agricoles sera amenée afin que chacun.e y trouve une place. Pour qu'il.elle.s contrôlent au mieux leurs activités, les jeunes, les femmes ainsi que les hommes ont intérêt à s'organiser entre eux.elles et à mener des activités collectivement, surtout en ce qui concerne la transformation et la commercialisation. On soutiendra leurs organisations en groupement d'entrepreneur.se.s (coopératives ou associations) et l'émergence d'activités de transformation/stockage et de commercialisation propres aux femmes et aux jeunes sur leur territoire.

L'outcome mettra également en place des AVEC qui permettront à leurs membres de commencer des activités génératrices de revenus avec un appui technique du programme. Les activités du crédit-stockage au niveau des coopératives permet de mieux négocier le prix auprès des commerçant.e.s et d'obtenir un prix juste et rémunérateur. Cette situation est également un élément favorable pour approcher des IMF locales.

Subsidy bonus allocation: priority themes and strategic priorities

Human rights-based approach

L'agroécologie est intrinsèquement liée à une approche basée sur les droits humains, et cela s'est à nouveau illustré depuis le début de la pandémie[1]. Le droit à l'alimentation consacre la primauté de la nourriture pour la survie des êtres humains, sans laquelle ils et elles ne pourraient jouir d'aucun autre droit fondamental[2]. Selon la Déclaration de Nyéléni sur la souveraineté alimentaire, le droit de tou.te.s à « définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire » [3] rend indissociable et interdépendante celle-ci de l'agroécologie. Elles intègrent toutes les deux des dimensions sociales, politiques, environnementales, culturelles et promeuvent :

- « Le droit à une alimentation de qualité, culturellement appropriée ;
- Le droit à des revenus décents où les prix agricoles couvrent les coûts de production et permettent de vivre dignement de son activité agricole ;
- Le droit d'accès aux moyens de production (terre, eau, intrants, crédits...). Ce droit implique une répartition équitable des moyens de production entre les paysan.ne.s ;
- Le droit de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole afin qu'ils répondent aux attentes de la société et respectent l'environnement »[4].

La pleine réalisation du droit à l'alimentation est conditionnée par la souveraineté alimentaire[5]. Il s'agit, d'une part, d'assurer aux paysan.ne.s (notamment à l'agriculture de subsistance) un accès durable aux ressources nécessaires à la production [6] : terre, eau, semences Il s'agit aussi, d'autre part, d'assurer aux consommateur.rice.s un accès durable [7] à une alimentation nutritionnellement et culturellement adéquate, en termes de quantité et de qualité. Le programme travaille sur ces deux aspects autant auprès des hommes que des femmes tout en intégrant les jeunes issu.e.s de milieux urbains et ruraux dans la transformation des systèmes alimentaires plus durables.

Decent and sustainable work

L'outcome contribue à certaines dimensions de deux des quatre piliers [8] du travail décent dans le programme de l'Organisation Internationale du Travail : la création d'emplois décents (1) et les droits au travail (2)

(1) Tout d'abord, l'agroécologie remet en question la place et le rôle allant de la production à la commercialisation des différents acteurs et actrices du territoire, afin de générer des emplois ruraux et des activités génératrices de revenus pérennes. Cela favorise ainsi la relocalisation de l'économie, autant pour les hommes que pour les femmes, dans les zones rurales et participe à la création d'emploi et de moyens de subsistances durables.

(2) La stratégie consiste à appuyer le renforcement et/ou la mise en place de coopératives de productions, transformation et de commercialisation pour permettre aux différent.e.s acteurs.rice.s de mener des actions collectives et de négocier collectivement. Il y a par exemple les coopératives d'oignons qui stockent leurs productions d'oignons dans des magasins ce qui leur permettent de vendre à un prix rémunérateur et de ne plus travailler à perte. Se regrouper en coopératives permet d'avoir un tonnage important et de mieux négocier les prix.

Gender

La thématique du genre est transversale car la pauvreté et l'insécurité alimentaire ne sont pas seulement les conséquences du manque de ressources financières ou de productions agricoles, elles sont aussi le corollaire des inégalités qui existent entre les hommes et les femmes. Les femmes sont trop souvent "invisibles" dans les sphères de décision et celles qui vivent en zones rurales sont particulièrement vulnérables [9]. Dans ce programme, tous les résultats contribuent à leur empowerment en renforçant les 3 approches du pouvoir qui sont : le pouvoir intérieur, le «

pouvoir de », le « pouvoir avec ». Un certain nombre d'activités concernent d'abord le pouvoir intérieur et donc sur l'estime de soi, comme les sessions d'alphabétisation ou les formations en production agricole. Une meilleure estime de soi permet aux femmes de développer le « pouvoir de » qui renforce leur capacité à résoudre des problèmes et à développer de la créativité, notamment dans le cadre de l'épargne et du crédit où elles peuvent gérer des transactions financières et mettre des économies de côté. Grâce à ces économies, elles peuvent prendre en charge les problèmes quotidiens et par la suite se lancer dans des activités productives où se développe leur autonomie financière.

Quant au « pouvoir avec », les sessions d'alphabétisation ont montré que les femmes comme les hommes prennent beaucoup plus la parole en public, ainsi que plus de responsabilités au sein du ménage et au niveau de la communauté à la suite de cette formation.

La mise en place des AVEC et l'implication des femmes dans les structures de gouvernance des coopératives et autres associations renforcent leur leadership, leur autonomisation et leur participation aux prises de décisions communautaires contribuant au « pouvoir sur » découlant des trois premiers pouvoirs.

Environment

Selon Olivier De Schutter (rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation), l'agroécologie constitue une solution aux problèmes de pauvreté rurale, de malnutrition, de changements climatiques et de perte de la biodiversité [10]. En effet, l'agroécologie recherche des moyens d'améliorer les systèmes agricoles en imitant les processus naturels, créant ainsi des interactions et synergies biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agroécosystème. Elle incite à la réduction voire le bannissement des produits phytosanitaires chimiques responsables d'effets négatifs sur l'environnement et sur la santé. Elle permet d'obtenir les conditions les plus favorables pour la croissance des végétaux, notamment en gérant la matière organique et en augmentant l'activité biotique du sol. Parmi les autres avantages écologiques, on peut citer : fertilisation organique des sols ; optimisation de l'usage de l'eau ; respect et sauvegarde de la biodiversité ; lutte contre la désertification et l'érosion ou encore meilleure adaptation aux changements climatiques.

Comme le cœur même du programme est de soutenir l'agriculture familiale en promouvant des pratiques agroécologiques économes en ressources naturelles et respectueuses de l'environnement, la stratégie d'intervention contribue réellement à un développement rural respectueux de l'environnement. Ceci est au profit des communautés constituées à 95% d'agriculteurs.rice.s qui utilisent la force de travail familial et dont leurs revenus viennent principalement de cette activité

Areas of complementarity and synergy with the intervention of ENABEL

Au Bénin, Enabel ne travaille pas dans le Département du Zou. Cependant, il existe des thématiques communes sur lesquelles il serait intéressant d'échanger. Il y a notamment le projet « Transition agro-écologique par la recherche agricole (TAERA) » qui se déroule dans le Mono et le Couffo. DBA via son partenaire ALDIPE assiste à toutes rencontres organisées par le CSC Bénin et pendant lesquelles les organisations échangent activement avec ENABEL. Le projet d'Appui au Renforcement des Institutions dans le Secteur Agricole au Bénin (ARISA-B), financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Enabel sur toute l'étendue du territoire du Bénin est également un projet important sur lequel échanger à la suite des réformes. Il faut également noter que qu'ALDIPE fait partie des comités de suivi de l'ATDA au niveau des communes d'intervention et du département.

Description of the outcome, results and strategy

Description of the expected results

Formulation of outcome or result :	Outcome : Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés d'un territoire, en particulier les femmes et les jeunes, pour contribuer à des filières agricoles durables et des modes de consommation adaptés aux effets du changement climatique
Indicator title :	IOV 1
Indicator description :	Le pourcentage minimum de femmes membres des structures de producteurs est de X% (Zagnanando), Y% (Zogbodomey) et Z% (Agbangnizoun)
Baseline :	X =40 % Y = 41% Z = 0%

Target Year 3 - 31/12/2024 :	X =42 % Y = 43% Z = 35%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X =45 % Y = 45% Z = 40%

Formulation of outcome or result :	Outcome : Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés d'un territoire, en particulier les femmes et les jeunes, pour contribuer à des filières agricoles durables et des modes de consommation adaptés aux effets du changement climatique
Indicator title :	IOV 2
Indicator description :	L'appréciation moyenne par les bénéficiaires du programme de l'amélioration de leur qualité de vie est de X% (Zagnanado), Y% (Zogbodomey) et Z% (Agbangnizoun)
Baseline :	X =67 % Y = 68% Z = 0%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X =75 % Y = 75% Z = 40%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 85 % Y = 80% Z = 65%

Formulation of outcome or result :	Outcome : Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés d'un territoire, en particulier les femmes et les jeunes, pour contribuer à des filières agricoles durables et des modes de consommation adaptés aux effets du changement climatique
Indicator title :	IOV 3
Indicator description :	La proportion de producteurs/trices utilisant les pratiques agroécologiques suivantes au sein des coopératives : - U femmes et V hommes : utilisation de fumures organiques - W femmes et X hommes : associations culturelles - Y femmes et Z hommes : utilisation de biopesticides
Baseline :	U = 0% et V = 0 % / W = 35% et X = 55% / Y = 0% et Z = 0%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	U = 15% et V =25 % / W = 45% et X = 65% / Y = 10% et Z = 20%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	U = 25% et V = 35 % / W = 55% et X = 70% / Y = 20% et Z = 30%

Formulation of outcome or result :	Résultat 1 : Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques.
Indicator title :	IOV 4
Indicator description :	Parmi les bénéficiaires, des itinéraires techniques adaptés aux changements climatiques sont adaptés par : - W% (femmes) et X% (hommes) pour le riz - Y% (femmes) et Z% (hommes) pour le soja - U% (femmes) et V% (hommes) pour le maïs
Baseline :	W = 10% X = 25% / Y = 12% Z =15% / U = 15% V = 25%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	W = 25% X = 40% / Y = 25% Z = 28% / U = 30% V = 40%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	W = 45% X = 60% / Y = 40% Z = 43% / U = 45% V = 60%

Formulation of outcome or result :	Résultat 1 : Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques.
Indicator title :	IOV 5
Indicator description :	X% de femmes bénéficiant des aménagements durables rizicoles
Baseline :	X = 12%

Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 26%
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 40%

Formulation of outcome or result :	Résultat 1 : Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques.
Indicator title :	IOV 6
Indicator description :	Le nombre de jeunes filles (X) et jeunes garçons (Y) qui s'engagent dans une action de lutte contre le changement climatique
Baseline :	X = 0 Y = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 72 Y = 108
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 120 Y = 180

Formulation of outcome or result :	Résultat 2 : Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales en renforçant leur capital social
Indicator title :	IOV 7
Indicator description :	X% ménages utilisent des moyens alternatifs en production d'énergie
Baseline :	X = 0%
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 10 %
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 15 %

Formulation of outcome or result :	Résultat 2 : Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales en renforçant leur capital social
Indicator title :	IOV 8
Indicator description :	X nombre d'associations de femmes et Y nombre d'associations de jeunes qui ont démarré une activité de transformation agroalimentaire
Baseline :	X = 3 Y = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 5 Y = 1
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 6 Y = 2

Formulation of outcome or result :	Résultat 2 : Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales en renforçant leur capital social
Indicator title :	IOV 9
Indicator description :	X nombre de jeunes filles et Y jeunes garçons qui ont participé à des émissions de radio sur la participation citoyenne
Baseline :	X = 0 Y = 0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 12 Y = 12
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 20 Y = 20

Formulation of outcome or result :	Résultat 3 : Les ménages ruraux et en particulier les jeunes et les femmes disposent d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur
Indicator title :	IOV 10
Indicator description :	Nombre de ménages ruraux (X) ayant adopté un jardin nutritif pour bénéficier d'une meilleure alimentation
Baseline :	X = 0

Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 75
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 120

Formulation of outcome or result :	Résultat 3 : Les ménages ruraux et en particulier les jeunes et les femmes disposent d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur
Indicator title :	IOV 11
Indicator description :	X nombre de jeunes filles et Y jeunes garçons aptes à expliquer que leur habitude de consommation ont un impact sur l'économie locale et l'environnement
Baseline :	X = 250 Y = 375
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 409 Y = 591
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 533 Y = 715

Formulation of outcome or result :	Résultat 3 : Les ménages ruraux et en particulier les jeunes et les femmes disposent d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur
Indicator title :	IOV 12
Indicator description :	Le nombre de cas de malnutrition des enfants de 0 à 5 ans recensés annuellement dans les dispensaires de l'arrondissement de Avlamé (X) et Azika (Y) et Zougoudo (Z)
Baseline :	X = 26 Y = 47 Z = 50
Target Year 3 - 31/12/2024 :	X = 15 Y = 27 Z = 30
Target Year 5 - 31/12/2026 :	X = 7 Y = 15 Z = 18

Formulation of outcome or result :	Résultat 4 : Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées en particulier dans le domaine du plaidoyer.
Indicator title :	IOV 13
Indicator description :	Nombre de pratiques adoptées suite à des visites d'échange
Baseline :	2
Target Year 3 - 31/12/2024 :	4
Target Year 5 - 31/12/2026 :	6

Formulation of outcome or result :	Résultat 4 : Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées en particulier dans le domaine du plaidoyer.
Indicator title :	IOV 14
Indicator description :	Nombre d'ateliers/événements organisé par la plateforme agroécologie
Baseline :	0
Target Year 3 - 31/12/2024 :	3
Target Year 5 - 31/12/2026 :	5

Activities, targets groups and beneficiaries

Classification of activities

- 1.1 Mettre en place les comités locaux de veille et d'alerte sur les événements météorologiques
- 1.2 Développer une stratégie de recherche-action en lien avec l'agroécologie
- 1.3 Accompagner les producteurs.rice.s à intégrer des mesures agroécologiques par des sessions de sensibilisations, formations et démonstrations
- 1.4 Soutenir les initiatives en aménagements durables

- 1.5 Conscientiser les jeunes sur les effets des changements climatiques et soutenir leur initiatives
- 1.6 Mettre en place des espaces de concertation sur la transhumance et le foncier
- 2.1 Sensibiliser sur l'importance du dialogue intergénérationnel et mettre en place des espaces de dialogue
- 2.2 Former des associations/coopératives mixtes, féminins et/ou de jeunes en gestion coopérative et en entrepreneuriat agricole
- 2.3 Renforcer les capacités organisationnelles, techniques et financières de groupement et des coopératives
- 2.4 Appuyer les groupements de jeunes et de femmes et les coopératives en équipements ;
- 2.5 Soutenir les initiatives locales en transformation et en commercialisation
- 3.1 Soutenir la réflexion des jeunes urbains sur les enjeux du développement local et la consommation responsable
- 3.2 Renforcer les capacités des jeunes sur l'adoption et la promotion d'un système alimentaire local et durable
- 3.3 Mettre en place des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit
- 3.4 Appuyer des relais communautaires pour la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement de leurs pairs (+ gestes barrières COVID)
- 3.5 Appuyer des Animatrices Communautaires de Nutrition dans leur sensibilisation
- 3.6 Renforcer l'alphabétisation initiale et fonctionnelle des producteurs.rice.s
- 3.7 Sensibiliser les producteurs.rice.s sur l'entretien et ouverture des pistes
- 3.8 Renforcer l'accès à l'eau potable
- 4.1 Renforcer les capacités matérielles d'ALDIPE
- 4.2 Renforcer l'équipe ALDIPE sur les thématiques du projet
- 4.3 Renforcer les capacités en plaidoyer
- 4.4 Organiser des actions/événements de plaidoyer

Target group(s)

Hommes et femmes rurales relais ou pas qui sont producteurs.rice.s,et/ou transformateurs.rice.s et/ou commerçants.e.s, et les structures dont ils font partie, en particulier : les coopératives, les associations, ACEP APE, SVGF et COGEF
 Enfants de 0 à 59 mois en milieu rural,
 Jeunes scolarisés et déscolarisés en milieu urbain et rural (15 à 30 ans) et enseignants
 Membres de la Plateforme agroécologique : OSC, universitaires, Coopératives
 Autorités décentralisées et déconcentrées

Beneficiaries

Les bénéficiaires directs:

1400 hommes, femmes et jeunes du monde rural qui sont membres de 46 coopératives, 26 APE, 15 SVGF, 4 COGEF et 4 ACEP dont 250 relais communautaires dont la moitié de femmes, 1800 membres femmes d'AVEC et 400 apprenants en alphabétisation

450 jeunes scolarisés dont 180 filles et 120 jeunes déscolarisés dont 48 filles.

Les bénéficiaires indirects : hommes, femmes, jeunes du monde rural et les collectivités territoriales, corps enseignant, élèves et les parents des jeunes

Title of the reference annex :	DBA_TOC_Bénin_2022-2026
Title of the reference annex :	DBA_Analyse risques_Bénin_2022

Comments on activities, targets groups and beneficiaries

Submitted by ExpertFédérations-GH on Fri, 10/08/2021 - 12:25

Bénéficiaires de l'impact/outcome

Plusieurs indicateurs sont des % de la population touchée par les différents résultats, mais le dossier ne contient pas d'informations de base pour avoir une idée du nombre de bénéficiaires..

Merci de donner des informations sur le nombre de personnes touchées par les différentes activités

Submitted by DBA on Fri, 10/08/2021 - 14:39 in reply to bénéficiaires de l'impact/outcome by expertfédérations-gh

En ce qui concerne les...

En ce qui concerne les bénéficiaires, nous avons un tableau assez détaillé mais malheureusement pas assez de caractères pour le mettre dans le document soumis

Producteurs.rices et éleveurs.se.s : 1335 dont 580 femmes que le programme va toucher sur une population de 9996

personnes dans les différentes localités d'intervention. Ces bénéficiaires seront en contact avec le reste de la population et on estime qu'ils pourront impacter 6675 personnes de leurs familles indirectement dans les villages d'intervention. On peut donc dire que le nombre total de bénéficiaires à toucher est de 8.010 personnes (soit 6675 + 1335)

- Transformateur.rice.s : 170 dont 150 femmes
- Coopératives, = 46
- APE (Associations des Parents d'Elèves) = 26,
- SVGF (Section Villageoise de Gestion Foncière) = 15
- COGEF (Comité de Gestion Foncière) = 4
- ACEP (Association des Consommateurs de l'Eau Potable) = 4 ACEP : Zogbodomey, Zagnanado, Agbangnizoun et le réseau ACEP du Zou
- CHA (Cellule Hygiène et Assainissement) : 112 dont 90 femmes
- AVEC (Associations Villageoise d'Epargne et de Crédit): 1800 femmes
- GAN (Groupes d'Assistance à la Nutrition): 1000 dont 900 femmes
- Mères d'enfants de 0 à 5 ans participant : 1040
- Jeunes scolaires : 450 dont 180 filles
- Groupes de jeunes : 120 dont 48 filles
- Bénévoles : 175 dont 60 filles
- Cellules ECMS (Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire) : 375 élèves dont 150 filles
- CSA (Cellule Scolaire d'Assainissement) : 70 écoliers dont 28 filles
- Enfants 0 à 59 mois : 1800 dont 936 filles
- Alphabétisés : 400 dont 280 femmes
- Facilitateurs pour alphabétisation : 8 dont 4 femmes
- OSC (Organisation de la Société Civile): 40
- Ecoles/Universités/Recherche : 8
- Autorités au niveau décentralisé et déconcentré : 15

Submitted by ExpertFédérations-GH on Fri, 10/08/2021 - 12:26

Volume des différentes activités

Merci de donner des informations sur le volume d'activités que le projet compte réaliser (p.ex. la taille des aménagements agricoles, le nombre d'AVEC/associations encadrés,... ?) afin de pouvoir juger de l'efficacité et l'efficience de l'outcome

Submitted by DBA on Fri, 10/08/2021 - 14:45

Voici les IOV repris avec...

Voici les IOV repris avec plus de détails permettant de mieux apprécier l'ambition de notre programme

IOV	Base line	Année 3	Année 5	Source
		31/12/2024	31/12/2026	
1- Taille des aménagements agricoles (ha) X= Zogbo Avlamè Y = Zogbo-Akiza Z = Agbangnizoun	X = 40 Y = 10 Z = 0	X = 45 Y = 20 Z = 15	X = 50 Y = 30 Z = 20	- Fiches de suivi des productions de riz par campagne et par producteur dans les zones suivies par le projet - Etat des lieux des nouvelles zones

<p>2- Nombre d'AVEC</p> <p>X= Zogbo Avlamè</p> <p>Y = Zogbo-Akiza</p> <p>Z = Agbangnizoun</p>	<p>X = 16</p> <p>Y = 0</p> <p>Z = 0</p>	<p>X = 22</p> <p>Y = 12</p> <p>Z = 12</p>	<p>X = 30</p> <p>Y = 16</p> <p>Z = 16</p>	<p>- Estimation sur la base du rapport d'activités du projet PADCE XXI</p>
<p>3- Superficie des terrains agricoles où seront appliquées les techniques agro-écologiques (Y = maïs, Z = Soja)</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>Y = 67, Z = 56</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>Y = 20, Z = 10</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>Y = 20, Z = 10</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>Y = 77, Z = 64</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>Y = 30, Z = 15</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>Y = 30, Z = 15</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>Y = 83, Z = 70</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>Y = 50, Z = 25</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>Y = 50, Z = 25</p>	<p>- Fiches de suivi des productions du maïs et soja par producteur dans les zones suivies par le projet</p> <p>- Etat des lieux en 2021 des nouvelles zones sur les surfaces agricoles utiles</p>
<p>4- Amélioration du revenu local agricole (FCFA/famille)</p> <p>Famille d'une taille de 5 personnes</p> <p>X = Riz</p> <p>Y = Maïs</p> <p>Z = Soja</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 300.000</p> <p>Y = 182.000</p> <p>Z = 200.000</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 198.000</p> <p>Y = 130.000</p> <p>Z = 120.000</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 198.000</p> <p>Y = 130.000</p> <p>Z = 120.000</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 380.000</p> <p>Y = 200.000</p> <p>Z = 230.000</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 300.000</p> <p>Y = 150.000</p> <p>Z = 140.000</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 300.000</p> <p>Y = 150.000</p> <p>Z = 140.000</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 420.000</p> <p>Y = 230.000</p> <p>Z = 250.000</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 400.000</p> <p>Y = 180.000</p> <p>Z = 200.000</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 400.000</p> <p>Y = 180.000</p> <p>Z = 200.000</p>	<p>Résultat de compte d'exploitation chez 10 producteurs encadrés par le projet PADCE XXI</p> <p>Données de 2019 à 2021 à Avlamè</p>

<p>5 Amélioration du revenu des coopératives</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 415.000</p> <p>Y = 200.000</p> <p>Z = 350.000</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 0</p> <p>Y = 0</p> <p>Z = 0</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 0</p> <p>Y = 0</p> <p>Z = 0</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 650.000</p> <p>Y = 250.000</p> <p>Z = 460.000</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 415.000</p> <p>Y = 180.000</p> <p>Z = 175.000</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 415.000</p> <p>Y = 180.000</p> <p>Z = 175.000</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 900.000</p> <p>Y = 300.000</p> <p>Z = 580.000</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 650.000</p> <p>Y = 200.000</p> <p>Z = 350.000</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 650.000</p> <p>Y = 200.000</p> <p>Z = 350.000</p>	<p>Résultat de compte d'exploitation des coopératives des filières riz, maïs, soja suite aux activités de warrantage à Avlamè</p> <p>Coopérative riz Avlamè :</p> <p>2022 : 450.000 F</p> <p>2023 : 500.000 F</p> <p>2024 : 650.000 F</p> <p>2025 : 750.000 F</p> <p>2026 : 900.000 F</p>
<p>6- Augmentation du rendement agricole (T/ha)</p> <p>X = Riz</p> <p>Y = Maïs</p> <p>Z = Soja</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 3,46</p> <p>Y = 1,2</p> <p>Z = 0,8</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 1,2</p> <p>Y = 0,8</p> <p>Z = 0,6</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = -</p> <p>Y = 0,8</p> <p>Z = 0,6</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 3,65</p> <p>Y = 1,5</p> <p>Z = 1</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 3</p> <p>Y = 1,2</p> <p>Z = 0,75</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 3</p> <p>Y = 1,2</p> <p>Z = 0,75</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 3,8</p> <p>Y = 1,6</p> <p>Z = 1,2</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 3,5</p> <p>Y = 1,5</p> <p>Z = 1</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 3,5</p> <p>Y = 1,5</p> <p>Z = 1</p>	<p>Fiches de suivi du rendement agricole (riz, maïs, soja) du projet PADCE XXI</p> <p>- Prévion des rendements sur le plan national :</p> <p>Riz : 4T/ha</p> <p>Maïs 1,5 T/ha</p> <p>Soja : 1 T/ha</p>

<p>7- Augmentation des productions en tonne</p> <p>X = Riz Y = Maïs Z = Soja</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 138 Y = 80 Z = 44</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 12 Y = 16 Z = 06</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 0 Y = 16 Z = 06</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 164 Y = 115 Z = 64</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 60 Y = 36 Z = 11</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 45 Y = 36 Z = 11</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 190 Y = 132 Z = 84</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 105 Y = 75 Z = 25</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 70 Y = 75 Z = 25</p>	<p>Fiche de suivi des productions riz, maïs et soja</p>
<p>8- Quantité de riz local commercialisé en tonne avec l'appui du programme</p> <p>A : Zogbo-Avlamè B : Zogbo-Akiza C : Agbangnizoun</p>	<p>A = 70 Y = 9 Z = 0</p>	<p>A = 84 Y = 45 Z = 35</p>	<p>A = 140 Y = 80 Z = 55</p>	<p>Cahier de gestion des Associations Villageoises de commercialisation des produits locaux et coopératives de la filière riz d'Avlamè</p>
<p>9- Quantité de riz décortiqué en tonne dans les centres de transformation du riz</p> <p>A : Zogbo-Avlamè B : Zogbo-Akiza C : Agbangnizoun</p>	<p>A = 12 Y = - Z = -</p>	<p>A = 25 Y = 9 Z = 7</p>	<p>A = 40 Y = 15 Z = 10</p>	<p>Suivi des unités de décortiquage mis en place par le projet CoDDÉSUD et PADCE XXI</p>

<p>10- Augmentation de la rentabilité des coopératives</p> <p>X = Riz Y = Maïs Z = Soja</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 25% Y = 45% Z = 30%</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 3% Y = 20% Z = 10%</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 3% Y = 20% Z = 10%</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 40% Y = 60% Z = 45%</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 20% Y = 35% Z = 25%</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 20% Y = 35% Z = 25%</p>	<p>Zogbo-Avlamè</p> <p>X = 50% Y = 70% Z = 55%</p> <p>Zogbo-Akiza</p> <p>X = 30% Y = 45% Z = 35%</p> <p>Agbangnizoun</p> <p>X = 30% Y = 45% Z = 35%</p>	<p>Estimation du taux de rentabilité des coopératives sur la base des comptes d'exploitation des coopératives d'Avlamè et des AVC des autres communes d'intervention lors des Assemblées Générales Ordinaires</p>
<p>11- Nombre d'association de jeunes encadrées</p> <p>X= association de jeunes filles/femmes pour la transformation Y= association de jeunes urbains Z= association de jeunes ruraux</p>	<p>X= 3 Y= 0 Z= 0</p>	<p>X= 5 Y= 1 Z= 3</p>	<p>X= 6 Y= 2 Z= 6</p>	<p>Estimation sur la base du rapport d'activités du projet PADCE XXI</p>

Typologie des activités pour mieux estimer volume des activités

Typologie explicite des activités prévues pour atteindre l'outcome et les résultats prévus.

1.1 Mettre en place/former/animer et suivre 5 comités locaux de veille et d'alerte sur les événements météorologiques et climatologiques significatifs dommageables au système de production

1.2 Développer une stratégie de recherche-action en lien avec l'agroécologie en conduisant des essais conjointement sur les champs paysans avec les acteurs de la recherche (Universités, lycée, recherche etc), en organisant des visites, des ateliers de validation des résultats des expérimentations et en capitalisant et diffusant les bonnes pratiques

1.3 Accompagner les producteur.rice.s à intégrer des mesures agroécologiques par des sessions de sensibilisations (changement climatique, agroécologie, intégration agriculture-élevage), formations et démonstrations. Il s'agira tout d'abord de mener des diagnostics genre dans les filières (nouvelles zones) et d'identifier des relais agricoles (108) et de les appuyer à la mise en place des Champs Ecoles Pédagogiques (CEP, 1/zone d'intervention) et des unités de démonstration en agroécologie (4 par spéculation/an) dans les localités d'intervention mais également de former/recycler les producteur.rice.s membres des coopératives sur les mesures et techniques GDT/ACC dans les anciennes et nouvelles zones (1x/an/zone), de mettre en place un réseau semencier et travailler sur des calendriers culturels

adaptés aux variations climatiques. Sans oublier d'organiser des visites d'échanges au profit des producteurs.rice.s distingués par leur travail dans les zones d'interventions. Ces activités auront lieu au niveau des champs et de la ferme école Paula Cordia où des stagiaires (8/an) venant de différentes écoles seront impliqués. On développera des techniques de production de semences locales de céréales et légumineuses en lien avec la restauration des sols (mucuna, pois d'angle, aschynomene, Glyricidia et manioc), des techniques de production de compost et de petit élevage. En parallèle, il s'agira d'apporter un appui technique et économique aux producteurs.rice.s, membres des coopératives (16 au total) pour la gestion de leurs exploitations agricoles dans les anciennes et nouvelles zones (les assister les producteurs dans la collecte, l'analyse des informations de l'exploitation en vue de la prise des décisions) et au niveau des coopératives de les appuyer sur la tenue des documents de gestion, l'organisation des membres, effectuer des visites périodiques dans les exploitations individuelles des membres des coopératives en vue de faire le diagnostic d'exploitation, évaluer l'application des formations reçues et prodiguer des conseils. Dans les rizières, conduire des aménagements en matériaux définitifs dans les bas-fonds (10ha à Zogbodomey-Akiza et 10 ha à Agbangnizoun).

1.4 Soutenir les initiatives en aménagements durables, notamment la cartographie et le Plan d'aménagement des nouveaux bas-fonds, la conduire des aménagements sommaires de 20 ha de bas-fonds dans les nouvelles zones. On développera aussi l'approche RNA (Régénération Naturelle Assistée) sur les berges des bas-fonds dans les anciennes et nouvelles zones sans compter des formations sur les techniques de maîtrise et de gestion de l'eau et l'entretien des aménagements auprès des coopératives de riz.

1.5 Conscientiser les jeunes sur les effets des changements climatiques (3 journées de formation auprès de 60 jeunes), plus précisément au profit des jeunes déscolarisés ou non scolarisés (de 15 à 22ans) du milieu rural (en étroite collaboration avec les autorités communales) et constituer de manière stratégique des groupements villageois de jeunes filles et garçons pour l'éducation environnementale dans 3 localités d'intervention. Ensuite appuyer les groupements villageois de jeunes à élaborer un plan d'actions et appuyer leurs initiatives

1.6 Mettre en place des espaces de concertation sur la transhumance et le foncier. Pour ce faire, organiser des réunions avec les différents acteurs impliqués (ensemble et séparé) et à différents niveaux (village, commune, département, national) et redynamiser les comités d'arrondissement sur leur rôle et responsabilité dans la gestion de la transhumance (6 arrondissements) et les Sections Villageoises de Gestion Foncière (SVGF) sur leur rôle et responsabilité dans la gestion foncière (dans 15 villages). Promouvoir auprès des producteurs.rice.s (membres de 16 coopératives) l'utilisation des plants épineux, l'érection des plaques, l'utilisation des résidus de récoltes et des bouses de vaches, etc. et mettre en place un cadre de dialogue pour définir les modalités de collaboration

2.1 Sensibiliser les membres des 16 coopératives sur l'importance du dialogue intergénérationnel et mettre en place des espaces de dialogue en organisant trimestriellement des rencontres thématiques de dialogue intergénérationnel et mettre en place avec toutes les composantes sociales un cadre de dialogue intergénérationnel dans chaque village (à voir sous quelle forme) et renforcer les capacités des jeunes (90 chaque année) notamment les filles sur le leadership, le plaidoyer et la communication participative pour le développement

2.2 Former des associations/coopératives mixtes, féminines et/ou de jeunes en gestion coopérative et en entrepreneuriat agricole. L'objectif est d'organiser des sessions de formation des groupements/coopératives de jeunes en vie associative, en gestion coopérative, en entrepreneuriat agricole, en élaboration de plans d'affaires simplifiés et de compte d'exploitation annuel auprès de 375 jeunes à Abomey d'ici 2023 et d'appuyer la formalisation de 3 coopératives de jeunes en milieu rural et appuyer 75 membres de coopérative de jeunes à élaborer leur plan d'affaire annuel et leur compte d'exploitation. Également renforcer le groupement de jeunes existant TOTCHEMITON.

2.3 Renforcer les capacités organisationnelles, techniques et financières de groupement et des coopératives des groupements villageois de jeunes déscolarisés ou non-scolarisés installés dans les villages d'intervention (180 jeunes) et de celles villageoises existantes (16 coopératives): outils de gestion, fonds de roulement pour l'acquisition des matières premières, entretien et amortissement du matériel et équipements, conditions de stockage et conservation, emballage et bonnes pratiques d'hygiène (BPH) et de transformation (BPT), prospection, commercialisation. Renforcer la coopérative de jeunes urbains (TOTCHEMITON) pour la promotion de la consommation locale (fonds de roulement, outils de gestion, emballage, etc)

2.4 Appuyer les groupements de jeunes et de femmes et les coopératives en équipements en dotant 3 magasins en matériels de travail (équipements et fournitures de bureau et panneaux solaires), en unité de transformation pour l'étuvage du riz, en aires de séchage, en équipements de mécanisation agricole (vanneuse manuelle, roue-cage houes de sarclage adaptées dans les rizières, égreneuse pour le maïs, moulin à soja). Accompagner les coopératives dans la transformation et l'utilisation de balles et pailles de riz pour la fabrication de compost ou de briquettes (énergie de

cuisson). Accompagner la construction d'un local à décorticage de riz dans les nouvelles zones

2.5 Soutenir les initiatives locales en transformation et en commercialisation en les formant et accompagnant les coopératives sur le warrantage, les outils numériques pour la commercialisation, sur le marketing commercial, l'élaboration des comptes d'exploitation et des plans d'affaires, la mise en place des circuits courts de vente des produits locaux, sur les techniques de transformation du riz et du soja en ses dérivées, de production de jus du Centre de Formation Paula CORDIA, sur les approches de transformation alimentaire innovante avec le riz local et sur les modes de préparation de plats à Abomey, vente de repas locaux à base du riz local, appuyer le groupement de jeunes urbains dans la mise en place d'une boutique de référence de vente du riz local, appuyer la publicité et la promotion des produits locaux via les radios locales, appuyer l'organisation des séances de dégustation et de sensibilisation des communautés sur l'importance de la consommation responsable, mettre en relation les commerçants de riz importé avec les coopératives de commercialisation, organiser le plaidoyer auprès des autorités pour favoriser les achats institutionnels (Cantines scolaires, hôpitaux, prisons etc...), développer un marketing et communication sur le consommables local à Abomey

3.1 Soutenir la réflexion des jeunes urbains sur les enjeux du développement local et la consommation responsable. Chaque année, organiser la campagne de sensibilisation en direction des élèves du secondaire sur les inégalités dans le monde et les enjeux du développement local, constituer des groupes (90 jeunes) et les former sur le vivre ensemble, les enjeux environnementaux, les changements climatiques, la sécurité alimentaire, la consommation responsable et leur participation au développement local et organiser des visites d'échange entre jeunes urbains et jeunes ruraux sur l'agriculture familiale. En parallèle, former des bénévoles (35) « encadrants » pour les accompagner dans ce parcours en renforçant notamment leur leadership. Mettre à contribution l'équipe bénévole pour la formation des jeunes ruraux sur les enjeux environnementaux. Finalement documenter, capitaliser et diffuser les bonnes pratiques développées par les jeunes au cours de l'année

3.2 Renforcer les capacités des jeunes sur l'adoption et la promotion d'un système alimentaire local et durable en formant les bénévoles et les bureaux des cellules au niveau des écoles, les membres du groupement Totcheminton et les groupements villageoises de jeunes sur le système alimentaire durable. Ensuite, il s'agira de mettre en place et rendre opérationnel un plan de marketing et communication sur les produits locaux et le consommables local (spot publicitaire, affiche, émissions radio et publications internet) pour définir et rendre opérationnel un circuit de commercialisation des produits soutenus par le projet (notamment le riz)

3.3 Mettre en place et former 53 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et renforcer celles existantes (38). Mettre en place et animer un cadre d'échange entre les AVEC au niveau communal et organiser des visites d'échange Soutenir les AVEC dans la mise en place des jardins de cases et les former sur le maraîchage. Appuyer la mise en place de petites infrastructures de stockage et de gestion d'eau (bassin) et petits matériels pour les jardins de case et scolaire en lien avec la nutrition, hygiène, assainissement et le volet jeunes. Soutenir les AVEC dans la mise en place d'élevage domestique de volailles, caprins et lapin pour la protéinisation animale (consommation et vente), soutenir les AVEC dans la protéinisation végétale et des arbres fruitiers pour l'apport des vitamines, soutenir les AVEC dans les activités génératrices de revenu mises en place par l'association. Former des catalyseurs endogènes pour le suivi des AVEC dans les anciennes zones. Organiser des émissions radiophoniques de grande écoute sur la valorisation et la contribution des AVEC dans l'autonomisation de la femme au niveau communautaire. Initier des partenariats entre AVEC et les IMF pour la sécurisation de leurs fonds en fin de cycle

3.4 Appuyer des relais communautaires (5 à 10 par village) pour la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement de leurs pairs (+ gestes barrières COVID) en créant et/ou consolidant des Comités d'Hygiène et d'Assainissement (CHA) responsables de la salubrité et de la promotion de l'ATPC dans leur village. Appuyer les CHA à la création de points de collecte des ordures dans les localités et les former sur le traitement des ordures et le compostage et appuyer la destruction des dépotoirs sauvages. Soutenir la formation du CHA dans la fabrication du savon liquide et de masques. Créer et/ou consolider les Comités Scolaires d'Assainissement « CSA » (Pairs Educateurs/relais scolaires) dans les écoles primaires. Appuyer et suivre les CSA pour la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement de leurs pairs dans les écoles. Former/recycler les membres des CSA sur les techniques de lavage systématique des mains et doter les écoles primaires en kits de lavage des mains. -Sensibiliser les communautés de base par les CHA et CSA sur les gestes barrières contre le COVID et les doter de masques

3.5 Appuyer des Animatrices Communautaires de Nutrition (4 à 5 par village) dans leur sensibilisation en les formant et/ou les recyclant) sur le suivi du statut pondéral des enfants de 0 à 23 mois et de 24 à 59 mois. Suivre et promouvoir la croissance de l'enfant et former les populations sur l'équilibre du bol alimentaire : pesée, carnet vaccinal, rediriger les cas de malnutrition vers le centre de santé (grave) ou vers les Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (modéré), former les Groupes d'Assistance à la Nutrition (GAN). Organiser le processus de

collecte de vivre auprès des producteurs et des coopératives avec le volet agricole pour la réhabilitation nutritionnelle des enfants malnutris. Identifier et former les grands-mères et les leaders communautaires et religieux sur leurs rôles dans la nutrition et la promotion des soins à l'enfant afin de lever les barrières socioculturelles Identifier et former les pères leaders sur leurs rôles et responsabilités dans la promotion de la croissance des enfants et doter les FARN des cartes de nutrition

3.6 Renforcer l'alphabétisation initiale et fonctionnelle des producteurs.rice.s Sensibiliser les producteurs sur les enjeux de l'alphabétisation et ouvrir les centres d'alphabétisation. Recycler les anciens facilitateurs sur l'approche PDT (Pédagogie Du Texte) en alphabétisation en cours au Bénin et sur la méthode REFLECT. Organiser, animer et suivre les sessions d'alphabétisation au niveau des différents centres. Choisir le contenu des textes afin de mettre en débat des réalités quotidiennes et faciliter l'apprentissage de sujets pertinents pour leurs activités. Organiser l'évaluation du cycle de fin de campagne d'alphabétisation par les autorités. Traduire les textes clés en langue locale (fongbé) pour leur appropriation (documents officiels comme les statuts des coopératives, etc).

3.7 Sensibiliser les producteurs.rice.s sur l'entretien et ouverture des pistes afin de relier les bas-fonds aux routes principales. Par la méthode HIMO, les producteurs.rices.s apprennent à maîtriser l'ouverture et les aménagements nécessaires à une piste.

3.8 Renforcer l'accès à l'eau potable par la réhabilitation et construction de forages en fonction de la programmation annuelle communale et renforcer les structures de gestion et d'entretien des ouvrages d'eau potable en faisant l'état des lieux de vérification de l'existence et du fonctionnement du CEMOS (cadre d'entretien et de Maintenance des Ouvrages Simples), de l'ACEP (Association des consommateurs d'Eau Potable) et des délégués communautaires dans la zone d'intervention et développer un programme de renforcement des capacités en fonction

4.1 Renforcer les capacités matérielles d'ALDIPE (technique (GPS, Clisimètre,...), mobilité (motos), audio-visuel et informatique)

4.2 Renforcer l'équipe ALDIPE sur les thématiques du projet : digitalisation, pratiques agroécologiques. Participer aux formations d'autres ONG belges

4.3 Renforcer les capacités en plaidoyer des membres de la plateforme en agroécologie, organiser avec les coopératives membres du projet et autres acteurs une journée de promotion des produits issus de l'agroécologie (mini-foire): consommations local, mettre en place un système de communication, de gestion de l'information et de capitalisation des expériences pour le projet

4.4 Organiser des actions/événements de plaidoyer et participer au comités/plateformes mises en place par l'Etat (CSC, CAN, etc)

Description of the Relevance

Au niveau communal, les actions s'insèrent toutes dans les différents plans de développement communal qui ont le mérite de prendre en compte les besoins réels et fondamentaux des communautés villageoises.

Au niveau national, l'outcome s'inscrit dans la loi sur les changements climatiques et contribue au « Plan stratégique de développement du secteur agricole (PSDSA) » 2016-2025, et plus précisément sur la promotion des filières. Ce sont au travers de celles de cultures conventionnelles (maïs, riz, manioc) que le programme DBA /ALDIPE promeut une agriculture durable.

Le programme est en ligne avec la Politique nationale de la Jeunesse notamment sur l'employabilité des jeunes et le renforcement de la capacité des jeunes sur les questions de l'environnement et de la citoyenneté.

Au niveau international, le programme est en accord avec les valeurs défendues par la Décennie de l'agriculture familiale menée par la FAO, ainsi qu'avec les 13 principes sur les systèmes alimentaires durables rédigés par le HLPE^[1] .

L'outcome « **Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés d'un territoire, en particulier les femmes et les jeunes pour contribuer à des filières agricoles durables et des modes de consommation adaptés aux effets du changement climatique** » va permettre la réalisation de la vision (ToC) car l'agroécologie « vise à optimiser les interactions entre les végétaux, les animaux, les humains et l'environnement, sans oublier les aspects sociaux dont il convient de tenir compte pour qu'un système alimentaire soit durable et équitable^[2] ». En travaillant à

son intégration et sa diffusion au niveau des pratiques dans l'agrosystème et au niveau des filières (de la production à la consommation), le programme œuvre à transformer les **systèmes alimentaires** en place vers plus de **durabilité**. On protège les ressources naturelles et la biodiversité tout en renforçant des **mesures d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique**. Dans sa dimension sociale, en renforçant leur autonomie et leur capacité d'adaptation, l'agroécologie donne aux producteurs.rice.s et aux populations les moyens d'être des acteurs.rices clés du changement^[3] et de choisir le type d'aliments qu'il.elle.s souhaitent produire, diffuser et consommer. Une **consommation responsable** respecte l'environnement ainsi que l'équité sociale et économique.

En ce qui concerne le **genre**, les femmes et les jeunes sont clairement visibilisé.e.s dans l'outcome car la mise en œuvre du programme va leur permettre de saisir les **mêmes opportunités** que les hommes et respectera leurs droits.

Les femmes comme les hommes participent à toutes les formations et ont accès aux moyens de production mis à disposition. Le programme favorise leur implication dans la **gouvernance** des organisations en renforçant d'abord la confiance en elles et leur **capital social**, afin de favoriser leur pouvoir d'agir et leur **leadership**.

En ce qui concerne **l'environnement**, un des résultats du programme est basé sur la sensibilisation et la diffusion de **pratiques agroécologiques** respectueuses de l'environnement dans les agrosystèmes. Comme on travaille sur les filières locales, cette dimension est prise en considération non seulement dans la transformation (**balles de riz, foyers améliorés**) mais également dans la commercialisation (**circuits courts**). Ces thématiques sont traitées auprès des jeunes, au travers des actions engagées comme le **reboisement** dans des forêts communales et l'assainissement de leur cadre de vie.

Ce **programme** fait suite à celui développé dans la commune de Zogbodomey et encore auparavant dans les communes de Zagnanado et Za-Kpota dont les résultats obtenus ont motivé à entrer dans de nouvelles zones avec la même démarche. Cette dernière est reconnue comme **valorisant les compétences locales** et renforçant l'expertise endogène. En effet, ce dernier programme a été évalué comme **intégré et pertinent** pour le groupe cible et dans le contexte de la zone d'intervention. Il s'agit ici de l'étendre à des zones de contexte similaire et dont l'insécurité alimentaire est parmi les plus hautes du département.

L'outcome contribue à **4 des 6 cibles stratégiques développées au Bénin**. Pour plus de clarté, nous détaillons dans les paragraphes ci-dessous la contribution du programme à ces 4 cibles, par ordre d'importance.

En ce qui concerne le **CSC4**[4], le cœur même du projet est de **soutenir l'agriculture familiale** en promouvant des pratiques agroécologiques. Cette approche permet de travailler sur les 6 piliers[5] de la **sécurité alimentaire** et ce faisant améliore la **nutrition** et les **conditions de vie** des communautés.

En effet, le programme stimule une production résiliente aux effets du changement climatique, l'émergence d'activités de transformation et de commercialisation avec une attention particulière à la place à donner aux femmes et aux jeunes et appuie des relais communautaires en nutrition. Il favorise ainsi la **capacité des individus** à prendre leurs propres décisions concernant les aliments qu'il.elle.s mangent, produisent, transforment et distribuent. De plus, les pratiques agroécologiques protègent les écosystèmes sur le long terme et participent donc à une sécurité alimentaire durable.

Au niveau du **CSC 6**[6], en contribuant à la **durabilité des filières agricoles**, on vise à renforcer les capacités, les concertations et les collaborations entre acteurs.rices.s de la production, de la transformation et de la distribution. Les filières locales ont démontré leur efficacité en termes de **résilience et d'autonomie**, leur capacité à améliorer l'accès à des aliments diversifiés, frais ou transformés localement, et à **garantir des emplois et une meilleure rémunération des acteurs.rices.s**. Il est essentiel que les femmes soient impliquées car elles contribuent fortement à l'économie rurale. Elles constituent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole et tiennent une place centrale dans l'approvisionnement des marchés. De même, les jeunes de moins de 24 ans représentent plus de 64% de la population et sont souvent désœuvré.e.s alors que le secteur agricole peut leur offrir des opportunités intéressantes.

En ce qui concerne le **CSC 1**[7], dans sa dimension sociale, l'**agroécologie** repose sur des principes d'équité sociale en ce compris le **renforcement de la participation et de la gouvernance**.

Un travail important est prévu avec les différents acteurs.rice.s autour de la transhumance. Un appui sera donné aux services communaux pour mettre en place un cadre de dialogue entre agriculteur.rice.s et éleveur.se.s transhumants.

Au niveau de l'aménagement des bas-fonds où de nouvelles spéculations avec des itinéraires techniques adaptés sont mises en place, les droits fonciers revendiqués seront attestés par la mairie pour éviter tout futur conflit. Les modalités d'accès aux terres pour les femmes seront traitées. L'accompagnement de jeunes ruraux.ales et urbain.e.s, filles comme garçons, a comme objectif leur engagement en tant que citoyennes et citoyens se traduisant par des actions au profit du **développement local**.

Quant au **CSC 3**[8], l'intervention va porter sur les services essentiels tels que **l'eau potable et l'assainissement** pour favoriser le troisième pilier de la sécurité alimentaire. En termes de gestion et d'utilisation équitable et participative, les organisations de gestion communautaire seront mises sur pied et dans le cas de l'eau potable les responsabilités des autorités décentralisées et déconcentrées seront bien définies pour en garantir la pérennité. Au niveau de l'assainissement, les **animatrices en hygiène** vont renforcer des comités d'hygiène et d'assainissement (CHA) au niveau villageois, et des comités scolaires d'assainissement (CSA) au niveau des écoles en milieu urbain et rural pour diffuser les bonnes pratiques en matière d'hygiène. Ces différentes actions vont préparer à la **sensibilisation des gestes barrières** en cas d'épidémie. Des **points de collecte des ordures** vont être créés et valorisés en compost.

Description of Coherence

Tout d'abord, l'outcome est complémentaire et complète les plans de développement communal de Zagnanado, Zogbodomey et Agbangnizoun. Toutes les activités sont mises en place en concertation avec les services communaux et également avec leur implication afin qu'ils s'en approprient complètement les résultats.

Au niveau de la commune d'Agbangnizoun, le projet PSAAB (financement BAD/FAD) aménage des bas-fonds pour le riz. Toutefois, l'ingénierie sociale autour de cet aménagement n'est pas prise en compte et sera assurée par le programme. Aldipe, partenaire de DBA, mène également le projet ProSol financé par la GiZ dans un autre arrondissement. Les pratiques agroécologiques testées avec succès dans le cadre de ce projet seront mises en avant auprès des producteur.rice.s de ce programme.

En agriculture familiale, DBA a d'autres partenariats en Afrique et les échanges sont favorisés afin d'enrichir la réflexion sur des problématiques communes ou non. Le fait d'être tous partenaires depuis quelques années instaure une confiance et une sincérité dans les échanges qui permet à chacun.e d'avancer.

Dans son mandat, DBA soutient les initiatives locales de transition vers des systèmes alimentaires durables et accompagne les personnes qui les portent, que ce soient des jeunes ou des agriculteur.rice.s. Plus précisément, DBA accompagne :

- les producteur.rice.s dans leur production végétale et animale grâce à l'agroécologie, plus adaptée aux changements climatiques ;
- les producteur.rice.s dans la transformation puis la vente de leurs produits, organisée de façon durable et adaptée aux hommes et aux femmes ;
- et les consommateur.rice.s pour une alimentation locale, saine et durable.

Ceci constitue la philosophie des projets que DBA mène avec ses partenaires africains et rentre entièrement dans le cadre de ce programme.

L'outcome est cohérent avec la vision. En effet, promouvoir l'agroécologie pour arriver à plus de durabilité dans l'agriculture et dans les systèmes alimentaires va permettre de les transformer et rendre les populations plus résilientes. Quatre leviers sont indispensables pour cette transformation. Le premier concerne l'évolution des modèles de consommation vers une alimentation saine et raisonnée. Cet élément est abordé autant au niveau de l'école (sensibilisation à la promotion des produits locaux et l'alimentation durable) auprès des jeunes qu'au niveau villageois via les relais en nutrition.

Le deuxième examine la nécessité d'une contribution de la production agricole et des filières alimentaires au

développement durable. Par sa dimension environnementale, les pratiques agroécologiques y répondent par les techniques de conservation de l'eau et des sols ou le recyclage de la biomasse et de la matière organique et contribue au troisième levier sur l'atténuation du changement climatique par ces mêmes pratiques agroécologiques (fixation de l'azote dans le sol, etc). Finalement, l'agroécologie remet en question la place et le rôle des différents acteurs du territoire, depuis la production jusqu'à la consommation afin de générer des emplois ruraux et des activités génératrices de revenus pérennes, et de favoriser ainsi la relocalisation de l'économie. Ceci nourrit le quatrième levier sur la mise en place des actions qui visent la renaissance des territoires ruraux.

Description of Effectiveness

Les femmes et les jeunes sont généralement les groupes les plus vulnérables. C'est pour cette raison que le programme les inclut dans toutes les démarches et a prévu également des espaces de discussion entre eux, elles et avec leur entourage pour qu'ils puissent trouver leur place et négocier leur positionnement social dans les activités de production et le long des filières agricoles. On vise les résultats, au niveau des coopératives, mais on les mesurera en particulier au niveau des femmes et des jeunes.

Chaque activité au niveau villageois se réalise en concertation avec les autorités villageoises et/ou communales pour s'assurer d'intégrer les plus vulnérables.

L'outcome « Promouvoir l'agroécologie auprès des communautés, et en particulier les jeunes et les femmes pour contribuer à des filières agricoles durables et à des modes de consommation adaptés au changement climatique » est décliné en quatre résultats complémentaires et indissociables. Pour chaque résultat, la contribution à l'objectif spécifique est expliquée ainsi que les approches utilisées pour le réaliser efficacement. Ces approches se retrouvent dans le diagramme de la Théorie du Changement.

R1. Les ménages ruraux et les jeunes initient ou renforcent des pratiques agroécologiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur résilience face aux effets des changements climatiques

En renforçant les pratiques agroécologiques, on va mobiliser au mieux les potentialités des écosystèmes cultivés en matière de captation de ressources naturelles externes, et améliorer la fertilité organique des sols contribuant ainsi à une meilleure résilience face aux effets du changement climatique.

Ainsi « Promouvoir des modes de production respectueux des ressources naturelles et de l'environnement, notamment pour faire face aux changements climatiques » (6F)^[1] se traduit dans le programme par la mise en place de parcelles de démonstrations dans les champs des relais en agroécologie, pour expérimenter des pratiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique comme le paillage, l'association culturale, l'emploi de compost, la fabrication et l'utilisation de biopesticides, ou l'agroforesterie. Ceci est réalisé en étroite collaboration avec les agents de l'ATDA (Agence Territoriale du Développement Agricole) et du PDA (Pôle de Développement Agricole) afin de « Renforcer les capacités des services agricoles et de l'élevage aux niveaux communal, départemental et régional, en phase avec l'agriculture familiale durable. » (4A). En soutenant les initiatives des communautés dans les aménagements de bas-fonds et en appuyant techniquement les coopératives de production, le programme va « améliorer l'accès des producteurs (y compris les femmes), et de leurs organisations, aux infrastructures, aux intrants, aux techniques de (post-) production et de gestion de la fertilité des sols – y inclus les formations et l'expertise techniques – et aux financements, en se basant sur l'agriculture familiale et l'agroécologie » (4D). En effet, les formations sont accessibles autant aux hommes qu'aux femmes, suite à des diagnostics genre menés dans les filières durant le programme précédent, et qui ont démontré le rôle et la place importante des femmes. Les alliances avec les universités ou les centres de recherche autour de la plateforme « agroécologie » et les jeunes testant des innovations sur le site de la ferme école Aldipe ainsi que les séances de restitution avec les relais en agroécologie auprès de leurs pairs, vont « Faciliter la recherche-action et les études ainsi que la gestion, l'échange et la diffusion de connaissances entre acteurs du monde rural pour stimuler l'innovation, susciter des mécanismes d'essaimage et assurer la durabilité des projets. » (4F).

La conscientisation des jeunes ruraux, les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et les effets du changement climatique et l'appui à leurs initiatives ainsi que la mise en place de comités locaux de veille et d'alerte sur les événements climatiques et météorologiques significatifs, vont permettre de « Mettre en place des mesures et collaborer avec les

communautés pour renforcer la capacité de résilience des populations face aux changements climatiques et aux chocs. » (4G)

R2. Les ménages ruraux et en particulier les femmes et les jeunes s'insèrent dans des filières locales en renforçant leur capital social

Le fait que les ménages ruraux et les jeunes urbain.e.s et/ou ruraux.ales vont participer aux filières durables locales et donc, créer de la valeur ajoutée sur leur territoire tout en créant de l'emploi dans le secteur agroalimentaire, répond en partie à la dimension économique et sociale de l'agroécologie et surtout, favorise la durabilité des systèmes alimentaires. L'agroécologie promeut l'économie circulaire et solidaire.

Le programme va accompagner les jeunes urbain.e.s dans la promotion et la commercialisation des productions des coopératives de femmes et jeunes ruraux.ales sur les marchés locaux. Ceci va « Favoriser l'accès des paysans, entreprises locales et entrepreneurs (en particulier les femmes et les jeunes) aux facteurs de production et aux marchés. » (6D). Les séances de formations sur les techniques de conservation et celles de transformation, ainsi que la mise en place du crédit-stockage au niveau des coopératives qui permet aux membres de vendre à un prix décent tout en étant capable de faire face aux besoins de liquidité post-récolte, permet de « Renforcer l'insertion avantageuse des producteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur (y compris les femmes) et de leurs organisations dans les chaînes de valeur à toutes les étapes (incluant les nouvelles technologies), et promouvoir une post-production et des circuits de commercialisation ayant des impacts positifs d'un point de vue économique, social et environnemental » (4E).

Tout ceci n'est possible que si on s'organise pour « Renforcer les capacités des OSC, notamment les organisations paysannes (OP), sur les plans identitaires, organisationnels et opérationnels ainsi que dans le domaine de la capitalisation, du plaidoyer et de la défense des intérêts de leurs membres » (4D). Un accompagnement et des sessions de formation sur la gestion coopérative, la négociation ou encore l'entrepreneuriat permettront aux acteur.rice.s du territoire de développer une activité le long des filières agricoles et de s'y insérer.

R3 Les ménages ruraux et en particulier les jeunes et les femmes disposent d'une alimentation saine et variée dans un environnement émancipateur

Améliorer l'accès des consommateur.rice.s à une alimentation saine et responsable va appuyer le développement de filières durables sur le territoire. Des actions spécifiques seront menées sur la qualité de l'alimentation d'une part et sur l'attitude et les choix posés par les consommateur.rice.s d'autre part. Les activités développées se basent sur l'expérience acquise dans ces domaines depuis plusieurs années.

Pour que les acteur.rice.s d'un territoire arrivent à s'organiser, il est important que ces mêmes acteur.rice.s jeunes et ou adultes aient suffisamment confiance en eux.elles pour s'autonomiser et s'émanciper. La gestion des AVEC va non seulement renforcer le sentiment de confiance en eux et elles des membres, mais, au fur et à mesure des cycles d'épargne et de crédit, les montants augmentent ce qui permet d'investir dans des activités génératrices de revenus de transformation comme un moulin à farine pour le soja ou encore une vanneuse, etc.. , ceci« Afin d'améliorer l'accès aux ressources financières pour les paysans, les promoteurs de projets et les jeunes, promouvoir des systèmes d'épargne et de crédit adaptés à leurs besoins, avec une attention particulière pour les femmes » (6C). L'organisation de sessions d'alphabétisation a également deux finalités : celle d'apprendre à lire et à écrire mais aussi de prendre confiance en soi et oser prendre plus de responsabilités au niveau familial et communautaire.

Le programme accompagnera des animateur.rice.s communautaires en nutrition et en hygiène pour « mener des interventions de sensibilisation et de promotion de l'hygiène et d'éducation à l'environnement, à la gestion des déchets et à la préservation des ressources en eau.» (3E). Au niveau de l'hygiène et l'assainissement, elles vont mobiliser à la collecte et au traitement des ordures ou encore à des pratiques sanitaires sur le stockage et l'utilisation d'eau potable. Le contexte sanitaire mondial lié à la pandémie du COVID-19 sera un point d'attention. A cet effet, les gestes barrières contre la pandémie seront promus, notamment le lavage des mains, le port de masques, le respect des distanciations sociales, etc. Les CSA et les CHA seront formés pour la fabrication du savon liquide et de masques et amplifieront la sensibilisation sur le terrain en tenant grand compte de la gestion rationnelle de l'eau.

Finalement, la mise en place d'un comité de gestion communautaire des points d'eau potable va dans le sens « Appuyer le développement institutionnel et le renforcement des capacités (notamment au niveau technique et en matière de plaidoyer) de la société civile, des autorités locales et du secteur privé. » (3C). Il s'agira de les former à la

gestion et au petit entretien de l'infrastructure ainsi que de les appuyer dans leur interaction avec les autorités compétentes. Au niveau de la gestion, des formations seront menées sur la partie technique et financière.

Les chantiers de construction et/ou de réhabilitation d'ouvrages d'eau potable seront une opportunité pour faire intervenir les autorités décentralisées en tant que « maîtrise d'ouvrage » (3A) et consolideront leurs capacités techniques.

Le programme entend bien éclairer les jeunes urbain.e.s sur les enjeux mondiaux et l'alimentation durable, afin qu'il.elle.s puissent s'engager dans le développement local pour un monde plus juste et plus solidaire en tant que citoyen.ne, ce qui participe à « appuyer les populations pour qu'elles renforcent leur implication dans l'orientation du développement local ainsi que dans leur rôle de vigilance citoyenne. » (1F)

R4 Les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles du partenaire sont renforcées en particulier dans le domaine de l'agroécologie sont menées

Pour arriver à promouvoir l'agroécologie, il est nécessaire de tester, expérimenter, montrer par des actions sur le terrain pour convaincre du bien-fondé du changement nécessaire et possible. Il faut également toucher les sphères de décision où s'éditent les normes, les textes et les lois qui font fonctionner la société. De plus, il faut aussi partager nos connaissances avec nos pairs et diffuser les résultats (échecs comme réussites) auprès d'eux.elles, mais aussi auprès des services techniques ou encore auprès d'autres organisations voire des plateformes. En d'autres termes, il s'agit de « Promouvoir un environnement favorable aux systèmes alimentaires durables, par la sensibilisation des consommateurs et producteurs et par des actions de plaidoyer auprès des autorités nationales et locales pour la mise en place et/ou l'amélioration de politiques et dispositifs adaptés aux besoins et préoccupations des acteurs du secteur rural.» (4B)

Les synergies mises en place avec Louvain coopération sur l'entrepreneuriat permettra de « faciliter la recherche-action ainsi que l'échange, la capitalisation et la diffusion de connaissances, outils et méthodologies entre acteurs de l'entrepreneuriat pour mettre en œuvre des mécanismes d'essaimage et assurer la durabilité des projets » (6E)

Les deux partenaires travaillent ensemble depuis plus de 10 ans et ont déjà constitué des baselines dans certaines communes et ont construit une méthodologie pour la mettre en place dans de nouvelles zones.

[1] Les chiffres et lettres entre parenthèse font référence aux approches du CSC Bénin

Description of Efficiency

Tous les **coûts du budget** se basent sur la mise en œuvre de **projets précédents** avec le partenaire, dans le Département du Zou. Le présent programme se base sur un modèle d'intervention mis en œuvre dans l'arrondissement d'Allahé, ensuite répliqué à Zagnanado et dans l'arrondissement d'Avlamé à Zogbodomey, et va être mis en œuvre dans l'arrondissement de Akiza à Zogbodomey et celui de Zoungoudo à Agbangnizoun.

La répartition du budget est de 18% pour les investissements, 48% pour le fonctionnement et 34% pour le personnel.

Les **investissements** sont à 70% à destination des **bénéficiaires directs** soit les agriculteur.rices.s adultes et jeunes, les coopératives et les élèves scolarisé.e.s. Il s'agit d'aménagements de bas-fonds, de magasins pour les coopératives et associations de production, transformation et commercialisation et de leur équipement. Ces investissements sont nécessaires pour la bonne réalisation des deux premiers résultats. En se basant sur les expériences passées, il est prévu également des formations et des recyclages tout au long du programme, pour assurer la durabilité des infrastructures et des équipements mis en place. Il y a un juste **équilibre entre la partie formation/renforcement de compétences et investissement dans les infrastructures**. Les équipements de production ou de transformation sont mis à disposition du plus grand nombre, car ils sont essentiellement dotés aux coopératives ou à des groupements/associations de femmes et ou de jeunes. Le warrantage va permettre de toucher plus de membres et les bénéficiaires seront réinvestis pour accroître le nombre de bénéficiaires de cette activité de crédit-stockage.

En ce qui concerne le **fonctionnement**, le poste le plus important concerne les coûts de formation pour les bénéficiaires. Comme expliqué plus haut, une partie de ces formations concernent la bonne gestion des

infrastructures et des équipements, et une autre partie se porte sur le renforcement de capacités techniques, organisationnelles et financières auprès des coopératives, groupements mixtes, féminins ou encore des relais communautaires. Le reste concerne des frais pour permettre à l'équipe projet de les accompagner. Le dispositif relais en agroécologie avec des séances de restitution à leurs pairs permet de **démultiplier** les effets des formations à moindre coût.

Finalement le coût des **ressources humaines** nécessaires pour mettre en place ce programme correspond à 34% du budget. L'importante stratégie de renforcement de capacités mise en place explique ce pourcentage. Le choix de ne pas envoyer de coopérant.e.s répond à la volonté de DBA d'accompagner et d'appuyer **l'ONG partenaire** dans son **autonomisation** et dans le renforcement de sa structure interne. Le suivi-évaluation du programme sera partagé entre les deux ONG. Le responsable de suivi/évaluation du côté d'ALDIPE a la charge du suivi des résultats et des risques, et propose des aménagements en fonction de l'évolution des résultats déjà obtenus, des problèmes rencontrés et des risques du terrain. Du côté de DBA, le temps de travail affecté au suivi-évaluation au siège comprend l'analyse des rapports opérationnels et financiers, les échanges afin de s'assurer de la qualité, de l'efficacité et de l'efficience de l'exécution du programme et les contacts avec la DGD. Ce temps de travail est comptabilisé en partie dans les coûts de gestion du programme. Outre une mission annuelle d'appui technique, il est prévu chaque année une mission de suivi/évaluation au cours de laquelle une évaluation interne participative sera menée avec toute l'équipe et la planification de l'année suivante développée. Cette mission sera le moment opportun pour évaluer les résultats des outils de suivi/évaluation, et s'ils sont à revoir/modifier selon ce que l'on en attend.

L'efficience repose également sur les **synergies** mises en place : plaidoyer sur la transhumance, séminaires de partage en agroécologie, échanges sur les pratiques de renforcement institutionnel.

Description of the expected Impact

L'impact pour les **communautés** suite à la transformation des systèmes alimentaires plus durables est qu'elles deviennent ;

Plus résilientes au changement climatique :

Grâce à l'adoption de pratiques agroécologiques et d'aménagements adaptés aux effets du changement climatique, les ménages ruraux et les jeunes ruraux sont plus résilient.e.s au changement climatique et plus autonomes par rapport aux intrants.

Plus autonomes économiquement :

Plus de jeunes ruraux.ales comme urbain.e.s (scolarisé.e.s et/ou déscolarisé.e.s) commencent des activités de production, de transformation et/ou commercialisation agroalimentaire grâce à une meilleure confiance en eux.elles et à un secteur agricole revalorisé.

Plus de revenus sont créés pour les femmes en milieu rural, grâce à des activités génératrices de revenus dans la transformation et la commercialisation agroalimentaire financés par les AVEC grâce à un changement de rapport entre homme et femme et une meilleure confiance en elles. En parallèle, des coopératives vendent des produits stockés à un prix juste.

En meilleure santé ;

L'alimentation est plus saine en milieu rural grâce à une meilleure salubrité du cadre de vie via des relais communautaires au niveau villageois. Les choix de consommation sont plus responsables en milieu urbain et rural, via des comités de Jeunesse engagée dans les écoles et des groupes d'animatrices communautaires en nutrition dans les villages..

On constate une amélioration de la nutrition par les pesées des enfants de 0 à 5 ans de par les apports des grand-mères, les foyers d'apprentissage de récupération nutritionnelles et le choix au niveau des ménages ruraux des cultures, légumes par rapport à leur apport nutritif et les foyers.

Plus impliquées en tant que communautés de citoyennes

La participation citoyenne est renforcée par des formations auprès des jeunes filles et garçons urbains et ruraux, et

des membres AVEC, ainsi que par des sessions d'alphabetisation.

Description of Sustainability

La durabilité technique des formations auprès des relais communautaires est assurée par le fait qu'elles soient internalisées au niveau de notre partenaire. De plus, les compétences du personnel seront renforcées via un cycle de formation auprès d'autres ONG pour échanger et actualiser leurs pratiques et leurs connaissances^[1]. Même si l'autonomie technique, économique et institutionnelle est atteinte, l'équipe projet reste disponible pour échanger avec les groupes cibles et trouver conjointement des pistes dans les démarches qu'ils veulent entreprendre.

Pour ce qui est de la durabilité financière, les coûts récurrents dus à l'entretien des infrastructures et des équipements seront pris en charge par les groupements des producteurs.rices.s. Des formations techniques et sur la collecte d'une redevance sont prévues. Les activités menées par les animatrices en nutrition et en hygiène/assainissement seront pérennisées via l'établissement des AVEC. Une partie des bénéfices générés à chaque cycle seront investis pour le renouvellement du petit matériel nécessaire à leur activité. (balance pour les pesées, petit matériel pour le ramassage des ordures ménagères, ...).

Au niveau de la durabilité sociale, il faut mentionner les différents comités mis en place et/ou renforcés (bureaux des coopératives, AVEC, comité de gestion des forages, ...). Au niveau des infrastructures, l'aménagement des bas-fonds (canaux, diguettes, régulateurs, ...) sera réalisé avec des techniques simples et reproductibles. Au niveau des relais communautaires, les animateur.rice.s endogènes sont formé.e.s sur leur territoire et continueront d'être accessibles pour tous les membres des coopératives.

L'émergence d'associations/coopératives permet d'officialiser le cadre pour poursuivre les activités. Elles seront en place tant que leurs membres auront confiance dans ce que la structure peut leur apporter et qu'il.elle.s la voient comme leur outil de travail. C'est pourquoi l'équipe du projet ne fera jamais le travail à leur place, mais les accompagnera à résoudre leurs problèmes et à suivre leur propre fonctionnement. Cette démarche est également celle de l'approche GALS. Le projet favorise les interactions avec les autorités communales pour que les communautés puissent se tourner vers elles quand il y a un problème à solutionner.

La conservation et la protection de l'environnement sont intégrées au niveau de l'agriculture familiale par la mise en place de pratiques agroécologiques (pratiques de conservation des sols et de l'eau, etc) et d'infrastructures adaptées. Elles le sont aussi à travers l'éducation à la citoyenneté mondiale auprès de jeunes où les grands enjeux mondiaux sont débattus et des chantiers de reboisement organisés.

Pour DBA, un partenaire au Sud est d'abord une organisation avec laquelle elle partage une vision et des valeurs. Le partenariat se concrétise autour d'objectifs communs de changement social ainsi que d'opportunités de complémentarité. DBA privilégie des relations partenariales qui s'inscrivent dans la durée (volonté de travailler sur des processus plutôt que des projets ponctuels, capacités des partenaires à se projeter dans le long terme). La stratégie d'intervention est capitalisée au fil des années mais remise en question et revue suivant l'expérience, les recommandations des évaluations mais aussi suivant l'évolution du contexte.

On compte différents acteur.rice.s multiplicateur.rice.s comme les relais communautaires en hygiène/assainissement, en nutrition, en pistes, en agroécologie, qui ont un rôle de sensibilisation et de démonstration pour convaincre les producteur.rices.s autour d'eux.elles (et spécialement les membres des coopératives dont il.elle.s font partie) d'adopter certaines pratiques dans les thématiques citées. Les comités de jeunesse engagée au sein des écoles ont pour ambition de toucher les élèves des écoles mais également leur cercle familial.

[1] Synergie avec VSF, LC et Eclasio

Description of the Partnership Strategy

DBA soutient les initiatives locales de transition et accompagne les personnes qui les portent, que ce soient des jeunes ou des agriculteur.rice.s. Ceci constitue la philosophie des projets que DBA mène avec ses partenaires. ALDIPE et DBA collaborent depuis 2007 sur des projets d'appui à l'agriculture familiale et d'échanges interculturels. Après une longue prise de connaissance, les 2 structures ont appris à travailler ensemble efficacement et dans un esprit de partenariat. ALDIPE est plus particulièrement chargé de l'exécution opérationnelle du programme. DBA apporte son

conseil, son appui et son expertise à ALDIPE. En partenariat, ils s'assurent du suivi-évaluation pour garantir la qualité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du programme. Cette répartition des responsabilités DBA/ALDIPE a été particulièrement appréciée par les évaluations des programmes précédents. Au cours des années, une relation de confiance s'est construite ainsi qu'une compréhension et une vision commune décrite dans la théorie du changement. Pour l'élaboration de ce projet, les deux organisations ont conduit un diagnostic dans la zone sous forme d'enquêtes villageoises dont les résultats ont été analysés ensemble. Sur base des perspectives développées (évaluations précédentes), du contexte dont l'analyse des risques et de l'analyse des données, les équipes ont formulé des axes stratégiques. À la suite de cela, elles ont validé les axes proposés pour répondre aux difficultés rencontrées, avec les différentes parties prenantes à l'échelle communale. Des entretiens ont été conduits sur le terrain et ont constitué des occasions pour les populations de confirmer les actions retenues et pour les autorités communales de donner leurs points de vue et relever des priorités

DBA privilégie des relations partenariales qui s'inscrivent dans la durée (volonté de travailler sur des processus plutôt que des projets ponctuels, capacités des partenaires à se projeter dans le long terme). C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix de cibler, dans la mesure du possible, une seule organisation partenaire par pays d'intervention. Il n'y a pas de siège de DBA au Bénin. Nous travaillons en partenariat suivant des modalités bien définies entre nous. Elles sont établies de façon détaillée dans notre accord de partenariat et notre convention de collaboration. Au niveau de l'exécutif, la gestion du projet sera confiée à une équipe Sud gérée localement par ALDIPE.

Il n'y a donc volontairement pas de coopérant affecté au Sud. Le système de gestion adopté représente une innovation par rapport aux systèmes habituels des ONG européennes. Le rôle du partenaire local en tant que co-initiateur et exécuteur de la stratégie d'intervention, supporté par le partenaire belge par rapport à l'accès aux fonds et aux expertises non présentes sur place, garantit un haut niveau d'appropriation locale et une relation Nord-Sud plus équilibrée et efficiente.

DBA perçoit le renforcement de capacités comme un processus qui doit permettre à l'organisation partenaire de renforcer ses capacités d'interventions (impact, efficacité, durabilité) et de s'affirmer comme acteur de changement. Les capacités à renforcer se déclinent à trois niveaux : celui des compétences individuelles, de l'organisation et du renforcement institutionnel.

Différents outils/méthodes peuvent être mobilisés afin de concrétiser le renforcement de compétences (l'organisation de formations, de séminaires internationaux et de visites échanges, de l'appui/conseil et la mise en place d'un réseau entre les partenaires).

En termes de formation, il est prévu un renforcement de capacités et/ou la participation des membres de l'équipe à des formations/événements se déroulant dans leur pays sur des thématiques identifiés par eux, sur les 5 ans.

Les équipes ont déjà commencé les échanges avec l'organisation partenaire de DBA au Burkina Faso pour discuter entre autres des modalités de mise en place d'une transition agroécologique. Finalement, comme expliqué plus haut, DBA apporte également son expertise lors des missions sur des sujets identifiés par DBA et/ou ALDIPE.

Chaque année, les interventions de l'ONG ALDIPE sur ses différents projets en cours d'exécution touchent environ 23.500 personnes en milieu rural pour les questions d'eau, hygiène et assainissement, de nutrition, des AVEC, d'alphabétisation et de piste dans les communes de Bohicon, Bantè, Zakpota, Zogbodomey et Zagnanado ; 120 à 150 jeunes et bénévoles sur les questions d'ECMS dans la commune d'Abomey ; environ 2500 petits producteurs et productrices dans les communes de Zakpota, Zagnanado, Zogbodomey, Bohicon, Abomey et Agbangnizoun ; 12.750 enfants des écoles primaires dans le Zou et plus de 530 parents de jeunes, plus de 2.000 enfants de 0 à 59 mois et parents d'enfants, élus locaux et autorités scolaires

Comments on description of the partnership strategy

Submitted by ExpertFédérations-GH on Fri, 10/08/2021 - 12:30

Partenaire ALDIPE

Merci de donner quelques informations supplémentaires sur votre partenaire ALDIPE, notamment sur les autres projets mis en œuvre par ALDIPE ? par la même équipe ou par une autre équipe ? Importance de la collaboration avec DBA pour ALDIPE ?

Submitted by DBA on Fri, 10/08/2021 - 15:13

ALDIPE et son partenariat...

ALDIPE et son partenariat avec DBA et la DGD

Créée le 10 juin 1989 et officiellement enregistré au ministère de l'intérieur le 06 Août 1990. ALDIPE est une ONG de développement de droit béninois qui s'est donnée comme mission de participer au développement socio-économique et culturel de l'Afrique et du Bénin en particulier par l'appui aux zones déshéritées et aux populations défavorables à travers des approches éducatives de transfert de compétences, de responsabilisation et d'auto-promotion. Chacune des interventions d'ALDIPE prend en compte le genre et l'environnement comme secteurs transversaux. L'organisation a trois objectifs qui se renforcent mutuellement : i) renforcer les capacités techniques, organisationnelles et financières des communautés à la base à travers des programmes d'éducation, d'information, de formation et d'assistance/encadrement; ii) développer et appuyer des initiatives de base en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de santé communautaire et de protection de l'environnement et iii) contribuer au renforcement des capacités organisationnelles et de gouvernance des collectivités décentralisées.

Les principaux secteurs d'activités de l'organisation sont :

- L'agriculture familiale durable ;
- Le développement économique local, de l'entrepreneuriat agricole orienté vers les femmes et les jeunes et l'appui aux activités génératrices de revenus ;
- La santé communautaire, eau hygiène et assainissement
- La gouvernance locale et la promotion des droits des enfants, de la femme et des personnes en situation de handicap.

Fort de ses domaines d'intervention, ALDIPE a eu à développer plusieurs projets et programmes avec plusieurs partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux.

Le partenariat entre ALDIPE et DBA a démarré en 2004 et a été concrétisé à travers un premier programme dénommé CODDÉSUD (3 phases). Ce programme s'est proposé de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans les communes de Zakpota, de Zagnanado et d'Abomey ainsi que l'amélioration des revenus des producteurs aux fins de répondre à leurs besoins de survie et de leurs familles. Il accorde une place de choix à l'organisation des bénéficiaires en groupement de production, de transformation ou de commercialisation autour des filières riz, maïs et maraichage appuyés par le programme.

A la suite du programme CODDÉSUD, ALDIPE et DBA ont initié le programme PADCE XXI pour la période de 2017-2021 soutenu par la DGD et qui arrive à terme en Décembre 2021.

L'intervention vise à promouvoir le développement de filières agricoles locales (riz, maïs et soja) par des communautés ancrées durablement dans leur territoire, dans les communes d'Abomey, Zakpota, Zagnanado et Zogbodomey dans le département du Zou.

Parallèlement au programme PADCE XXI, ALDIPE a développé avec la commune de HOOGSTRATEN en Belgique et celle de Za-kpota en République du Bénin un projet de jardinage scolaire qui s'inscrit dans le renforcement de partenariat en la mairie de Hoogstraten et celle de Za-kpota. Il est centré sur la thématique de la sécurité alimentaire et l'éducation des enfants notamment des élèves ou écoliers qui apprennent à cultiver avec des pratiques agro écologiques (utilisation du compost et résidus de récoltes) récolter et préparer des produits de saisons nutritifs dans le cadre éducatif, de la cuisine de la cantine de l'école et de leur foyer.

ALDIPE avec d'autres Partenaires Techniques et Financiers

En dehors du cadre partenarial avec DBA et la DGD, ALDIPE a exécuté d'autres projets importants dans le domaine

agricole au Bénin. Entre autres, on peut citer le Protection et Réhabilitation des Sols pour améliorer la sécurité alimentaire (ProSOL) financé par la GIZ (Coopération Allemande) et qui est exécuté par ALDIPE dans le département du Zou avec une autre équipe.

Le Projet « Protection et Réhabilitation des Sols pour améliorer la sécurité alimentaire » (ProSOL) émane de l'initiative spéciale "UN SEUL MONDE sans faim" (SEWOH) qui est une initiative du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). ProSOL a pour objectif de diffuser des approches durables de promotion à large impact de la protection des sols et de la réhabilitation des sols dégradés. Il promeut une approche durable de mise en valeur des terres. Cette approche repose pour l'essentiel sur la participation et l'implication active des petit(e)s agriculteurs et agricultrices concerné(e)s, qui constituent le principal groupe cible.

ALDIPE a exécuté plusieurs programmes avec le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA). Au nombre de ces projets, on peut citer :

- **Le PROMIC (Projet de Microfinance et de commercialisation)** qui est un projet conçu pour compléter la couverture géographique des domaines d'intervention du Projet d'Activités Génératrices de Revenus (PAGER). L'objectif global du projet est d'accroître de manière durable, les revenus, le bien-être et la participation au développement local des ménages ruraux pauvres et en particulier des femmes. ALDIPE a exécuté le PROMIC dans le département des Collines de 1999 à 2005 pour un coût global de 113.255.000 F CFA.
- **Le PADPPA (Programme d'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale)** a pour but d'améliorer les conditions de vie des populations vivant principalement des produits de la pêche. Il contribue à la lutte contre la pauvreté des ménages de pêcheurs les plus défavorisés participant à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits halieutiques avec une attention particulière aux femmes. ALDIPE a exécuté le PADPPA dans les communes de Covè, Ouinhi, Zagnanado et Zogbodomey de 2006 à 2007 pour un coût global de 87.500.000 F CFA.
- **Le PDRT (Programme de Développement des plantes à Racines et Tubercules)** est un projet qui vise à assurer la promotion et la vulgarisation des nouvelles variétés de manioc et de nouvelles technologies de production/transformation. ALDIPE a exécuté le PDRT de 2004 à 2007 dans les communes d'Abomey, Agbangnizoun, Djidja, Covè, Za-kpota, Zagnanado et Zogbodomè dans le département du Zou pour un coût global de 48 909 383 FCFA.
- **Le PADER (Projet d'Appui au Développement Economique Rural) devenu PACER (Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale)** est un projet d'Appui- Conseil et Encadrement des Communautés à la Base notamment en milieu rural dans la mise en œuvre de leurs Activités Génératrices de Revenus. Il s'est donné comme objectif de contribuer de manière significative à l'allègement de la pauvreté rural au Bénin à travers l'augmentation des revenus des ménages ruraux. Sa mise en œuvre a été marquée par des activités d'encadrement des micro-entrepreneurs ruraux (MER), les appui conseil à la création, gestion et au développement de leur micro-entreprise notamment dans le domaine agricole et leur mise en relation avec les systèmes de financement décentralisés. ALDIPE a exécuté le PADER de 2007 à 2016 dans les communes de Glazoué, Savè, Ouessè dans le département des Collines pour un coût global de 118 821 240 F CFA

Dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement, ALDIPE a exécuté deux projets d'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) avec l'UNICEF et le MCDI. L'objectif commun de ces deux projets est de conduire les communautés à mettre définitivement fin à la défécation à l'air libre et à assainir leur cadre de vie. ALDIPE a exécuté l'ATPC avec l'UNICEF dans la commune de Bohicon de 2014 à 2016 pour un coût global de 132.500.000 FCFA. Elle a exécuté l'ATPC avec MCDI dans les communes de Bantè et de Savalou dans le département des Collines de 2017 à 2020 pour un coût global de 126.000.000 F CFA

Dans le domaine de l'Alphabétisation, ALDIPE a exécuté avec le gouvernement béninois sur financement de la Banque Mondiale le projet Faire-Faire de 2013 à 2015 dans les communes de Dassa, Savè et Bantè dans le département des Collines. L'objectif du projet est de former chaque année 1542 apprenants dans 71 centres en Alphabétisation initiale et de les conduire sur la durée de trois ans à l'alphabétisation fonctionnelle appliquée à leurs activités génératrices. ALDIPE a été labélisée et primée par le Ministère en charge de l'Alphabétisation comme l'une des ONG béninoise professionnelle dans le domaine de par les résultats qu'elle a produits. Le coût global du projet est de 63.500.000 F CFA

Dans le domaine de promotion des droits des filles/femmes au Bénin, ALDIPE a exécuté plusieurs projets avec plusieurs partenaires : Projet d'Appui à la Scolarisation des filles dans le Zou sur financement d'OXFAM QUEBEC de 2004 à 2006, projet Communauté en Action pour l'Education des Filles (CAEF) sur financement de World Education/l'USAID de 2005 à 2008 et le projet de Lutte contre les grossesses précoces et amélioration des conditions

de vies des jeunes mères et leurs enfants (BEN0144) sur financement de Plan International Bénin de 2015 à 2018. Ce dernier projet a largement contribué à l'amélioration des conditions de vie des jeunes mères/filles enceintes âgées de 15 à 24 ans et de leurs enfants de moins de cinq ans sur les plans de santé et économique et la réduction sensible du taux de grossesses précoces dans la commune de Zogbodomey.

Dans le domaine de l'eau, ALDIPE a exécuté plusieurs projets d'hydraulique villageoise et assainissement en milieu rural (PADEAR) avec la DANIDA avec la Banque mondiale de 1996 à 2005, avec le Pays-Bas (Programme EAU 1 et 2) de 2005 à 2006 et ce volet a été également pris en compte dans les programmes CODDÉSUD et PADCE XXI de 2007 à ce jour.

Importance de la collaboration avec DBA

Après plusieurs années d'intervention et de partenariat, DBA et ALDIPE se partagent plusieurs valeurs, leur vision et se sont professionnalisées ensemble dans les domaines de l'agriculture familiale durable et de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Le partenariat ALDIPE et DBA est assez constructif et enrichissant pour les deux parties et a permis de repositionner ALDIPE dans le concert des ONG béninoises actives dans le domaine de l'agriculture familiale durable pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Les nombreuses sessions de renforcement de capacités données sur les projets portés par DBA profitent à tout le personnel et même au Conseil d'Administration de l'ONG ALDIPE. Ce qui lui a permis d'être labellisée comme l'une des ONG bien gouvernée au Bénin et de signer avec le gouvernement béninois un Accord-Cadre. Enfin, c'est grâce à ce partenariat que l'ONG ALDIPE a mis en place une plate-forme agroécologique qui réunit plusieurs acteurs et qui contribue au renforcement d'autres structures locales sur l'agriculture durable.

Description of Synergies

Synergie/complémentarité n°1	
Type	Synergie opérationnelle
Cible stratégique commune et approche du CSC liées	4B, 4C
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	<p>Plaidoyer relatif à la transhumance et au renforcement de la sécurité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> o Plaidoyer relatif à la transhumance : prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs (cohabitation entre agriculteurs et éleveurs), gestion des ressources naturelles, modalités de mise en œuvre de l'arrêté interministériel régulant le déroulement de la transhumance interne (élevage sédentaire), o Sécurité alimentaire : o Renforcement croisé des capacités des bénéficiaires afin d'intégrer agriculture et élevage (expertise en agroécologie de DBA et expertise en élevage de VSF) <p>Mise en relation entre agriculteurs locaux et éleveurs transhumants : visites d'échange, complémentarités (ex. utilisation des déjections animales comme engrais organique)</p>
Acteurs Impliqués	VSF DBA/ALDIPE

Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>1-Co-construire une stratégie de plaidoyer sur la transhumance adaptée aux problèmes vécus par les agriculteurs/trices et éleveurs dans le département du Zou ;</p> <p>2-Offrir les compétences nécessaires pour le renforcement de capacité de l'équipe d'ALDIPE sur l'approche d'intégration de l'élevage à l'agriculture, sur le suivi vétérinaire des unités d'élevage du projet et sur les expériences de VSF en matière de gestion de la transhumance ;</p> <p>3-Accueillir les équipes et bénéficiaires du programme de DBA/ALDIPE sur les sites de VSF au Bénin</p>	<p>1-Co-construire une stratégie de plaidoyer sur la transhumance adaptée aux problèmes vécus par les agriculteurs/trices et éleveurs dans le département du Zou ;</p> <p>2-Faciliter l'organisation des sessions de formation au profit de l'équipe d'ALDIPE sur l'approche d'intégration de l'élevage à l'agriculture, sur le suivi vétérinaire des unités d'élevage du projet et sur les expériences de VSF en matière de gestion de la transhumance</p> <p>3-Faciliter l'organisation des visites d'échanges avec VSF</p> <p>4-Offrir les compétences techniques pour le renforcement de l'équipe de VSF sur les pratiques agroécologiques</p>
Contribution financière	Prévue dans le budget propre de chaque acteur	
Contribution matérielle	A définir à l'opérationnalisation de la synergie	

Synergie/complémentarité n°2		
Type	Synergie opérationnelle - Synergie d'échange d'informations	
Cible(s) stratégique(s) commune(s) et approche(s) du CSC liées	4C, 4E ; 5D et 6B, 6E	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	LC et DBA visent à renforcer leurs pratiques sur le renforcement institutionnel et organisationnel des OP et sur le co-empowerment dans la mise en place de mesure d'accompagnement dans les initiatives entrepreneuriales et en alphabétisation	
Acteurs Impliqués	Louvain Coopération	DBA/ALDIPE
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>Séminaire (tous les 2 ans) sur zones d'action pour :</p> <p>Expliquer à DBA et ses partenaires bénéficiaires, les méthodologies et outils utilisés, les points forts et faiblesses.</p> <p>Analyser les principes stratégiques et intégrer les leçons apprises</p> <p>Servir d'incubateur aux jeunes entrepreneurs encadrés par DBA/ALDIPE</p>	<p>Séminaire (tous les 2 ans) sur zones d'action pour :</p> <p>Expliquer au LC, ses partenaires et bénéficiaires, les méthodologies et outils utilisés, les points forts et faiblesses</p> <p>Analyser les principes stratégiques et intégrer les leçons apprises</p> <p>Cibler des jeunes entrepreneurs bénéficiaires de l'incubation sur les sites de LC</p> <p>Partage d'expérience sur les stratégies de mise en œuvre de l'alphabétisation au profit des bénéficiaires du programme</p>

	<p>LC organise des séminaires et ateliers sur les concepts de l'agro-écologie (cadres conceptuels et aspects techniques) avec le soutien de l'UCL.</p> <p>LC, ses partenaires et bénéficiaires clefs participent aux formations et les savoirs acquis seront répliqués par des coachings terrain ou des formations</p>	<p>DBA et ses partenaires i) complètent leurs connaissances théoriques ; ii) répliquent les savoirs acquis par des coachings terrain ou des formations</p> <p>DBA développe des formations sur des itinéraires techniques adaptés aux effets du CC au niveau de la ferme école et sur les pratiques agroécologiques</p>
	Organiser et mettre en place un système structuré d'échange et de diffusion de connaissance entre les 2 ONG. Séminaire de réflexion en 3 ^{ème} année organisé conjointement pour analyser les apports et les faiblesses du processus mis en place, de réorienter si nécessaire.	
	Les deux ONG apportent des réponses aux conséquences des changements climatiques. Une mise en commun des formations et la mise en place de formations en cascade permettra une meilleure formation des bénéficiaires des deux programmes et des économies d'échelle	
Contribution financière	Prévue dans le budget propre de chaque acteur	
Contribution matérielle	A définir à l'opérationnalisation de la synergie	

Synergie/complémentarité n°3	
Type	Synergie opérationnelle - Synergie d'échange d'informations
Cible(s) stratégique(s) commune(s) et approche(s) du CSC liées	4E et 4F
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Renforcement mutuel des plateformes agro écologiques portées par DBA/ALDIPE dans la partie sud-Bénin et Eclasio au Nord-Bénin
Acteurs Impliqués	Eclosio DBA/ALDIPE
Rôles, devoirs, tâches à remplir	<p>Co-organisation de séminaires périodiques de partage d'expérience (chaque 2ans)</p> <p>Partage d'outils sur les pratiques agro écologiques promues</p> <p>Co-organisation de foire de promotion des produits issus de l'agro écologie pour un système alimentaire sain et responsable</p>
Contribution financière	Prévue dans le budget propre de chaque acteur
Contribution matérielle	A définir à l'opérationnalisation de la synergie

Description of how individual or collective recommendations and lessons are to be taken into account

DBA et Aldipe travaillent ensemble sur la thématique de l'agriculture familiale depuis 2007. A ce jour, le programme a été mis en œuvre dans 4 des 9 communes du département du Zou : ZaKpota, Abomey, Zagnanado et Zogbodomey. Chaque fois les résultats obtenus dans la zone visée ont motivé de continuer dans autres communes. La stratégie d'intervention a commencé par le renforcement de la production et s'est ensuite étendue dans la filière, soit de la transformation à la commercialisation des produits agricoles. Lors du dernier projet, la transition agroécologique a pris un tournant important et continue d'être décisive dans cet outcome étendu à deux nouvelles zones. Une autre dimension développée est celle du lien entre les jeunes ruraux.ales et urbain.e.s et le secteur agricole. Ci-dessous sont exposées les recommandations prises en compte suite à des évaluations extérieures et à des échanges avec des partenaires de DBA travaillant sur la même thématique dans d'autres pays tel le Burkina :

Au niveau des RH, il y a une meilleure utilisation des compétences par le décloisonnement des différents volets. L'intégration des volets du programme permettra de favoriser les liens entre jeunes urbains et ruraux et les coopératives pour promouvoir un système alimentaire durable et local. Certaines recommandations ont déjà été initiées tel le lien entre jeunes urbains et volet agricole et a permis de valoriser le riz d'une des coopératives sur les marchés locaux par la mise en place d'un groupement de jeunes urbains. Cette expérience pourra servir de modèle d'exemple.

On continuera à questionner les rapports de genre dans chaque activité car cet exercice a démontré dans les programmes précédents à quel point cela améliore les conditions de vie de la population : ainsi l'adhésion des pères aux activités de suivi nutritionnel des enfants a facilité la mobilisation de vivres et la récupération de cas de malnutrition modérée.

La mise en place de champs et jardins « nutritifs » partagés entre les mères des enfants de 0 à 5 ans renforcera le lien nutrition-agriculture familiale.

On renforcera les compétences dans le développement des plans d'affaires avec les membres des coopératives pour évaluer le potentiel des activités de transformation.

Il est prévu de mettre en place un mécanisme de suivi endogène des AVEC pour répondre à toutes les demandes. On veut renforcer et étendre cette activité comme il a été démontré que les AVEC offrent des services financiers plus larges et plus flexibles et sont capables de toucher les populations rurales pauvres au moyen de services de financement autonome.

Le diagnostic genre dans les filières en début de projet a permis un véritable déclic pour une bonne intégration de l'approche genre dans les activités développées par la finesse des constats apportés et sera donc programmé dans les nouvelles zones.

Ainsi des approches plus ouvertes à intégrer les perspectives et analyses des bénéficiaires ont été mises en place. Par exemple, au niveau des producteurs relais en agroécologie, des champs écoles ont été mis en place au niveau des différents villages des relais et non plus au niveau de la ferme école. Des séances de restitution auprès de leurs pairs ont été faites dans chaque hameau au lieu de chaque village afin de toucher le plus grand nombre et d'augmenter les échanges entre pairs.

Au niveau du CSC Bénin, une trajectoire d'apprentissage sur la digitalisation a été initiée et intégrée à ce programme. Il est prévu de former l'équipe technique sur l'utilisation d'un logiciel de réalisation de cartes, de plans d'aménagement des bas-fonds et système d'irrigation et on l'envisage aussi pour le suivi-évaluation. Le thème du genre a été abordé et il y a une vraie volonté de continuer à échanger.

Finalement sur l'agroécologie, les échanges avec Eclosion ont permis un renforcement des connaissances. DBA continuera sa participation dans les différents ateliers, réunions et formations organisées.

Mandatory annexes classified by outcome

Title of the annex	Type of document	File
DBA_TOC_Bénin_2022-2026	Theory of Change associated with the outcome	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_TOC_B%C3%A9nin_2022-2026_0.pdf
DBA_Analyse risques_Bénin_2022	Analysis of risks associated with the outcome	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Analyse%20risques_B%C3%A9nin_2022_0.pdf
DBA_Fiche partenaire local ALDIPE	Fact sheet per partner	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_Fiche%20partenaire%20local%20ALDIPE.pdf

Title of the annex	Type of document	File
DBA_DRAFT Convention partenariat local	Partnership Agreement	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/DBA_DRAFT%20Convention%20partenariat%20local.docx
Fiche collaborations Bénin	Fact sheet per collaboration	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Fiche%20collaborations%20B%C3%A9nin.pdf
Liste des acronymes	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Liste%20des%20acronymes%20B%C3%A9nin.pdf
Annexe Appels de Notes	Other	https://fundhub.openaid.be/sites/default/files/2021-07/Annexe%20Appels%20de%20notes.pdf

Outcome budget

T4 - Operational costs

HEADINGS	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

TOTAL OPERATIONAL COSTS FOR THE OUTCOME	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

Description

Au niveau des investissements, il s'agit d'aménagements de bas-fonds, de magasins pour les coopératives et de leur équipement, ainsi que du matériel pour la production (roue-cage, remorque) et pour la transformation (vanneuse, décortiqueuse, complexe d'étuvage, etc...), pour les coopératives et les groupements/associations de femmes et ou de jeunes. Ces investissements vont se faire majoritairement la première année, ce qui explique le montant plus élevé du budget cette année-là. Il y a également des équipements pour les cellules de jeunesse engagée dans les écoles, le matériel pour les AVEC et les relais communautaires en nutrition et en hygiène et assainissement, le matériel d'assainissement ou encore des plants pour le reboisement.

Au niveau du fonctionnement, le poste le plus important est celui des coûts de formation et couvre les dépenses suivantes : matériel didactique et matériel de formation, frais d'entretien des participant.e.s aux formations, visites d'échanges (location de moyen de transport, prise en charge, ...), frais d'alphabétisation fonctionnelle, location de salles pour échanges, restitution.

A ce niveau, se retrouvent également les contributions aux frais et matériel bureau (eau, électricité, internet, fourniture) et celle liées aux déplacements, comprenant la carburant, les frais d'assurance et d'entretien.

Au niveau de la coordination, 1 chef de projet sera basé à Abomey. L'équipe technique se composera d'un responsable volet agricole, agronome, et de deux adjoints spécialisés, respectivement en vulgarisation agricole et aménagements des terres, d'un facilitateur de la plateforme en « agroécologie », d'un responsable du volet jeunes et entrepreneuriat, sociologue et de son adjoint, d'une responsable nutritionniste, d'une responsable « eau, hygiène et assainissement, d'un alphabétiseur.

Au niveau administratif, il s'agit d'un comptable et son assistante, ainsi que du chauffeur.

Pour le suivi/évaluation, un responsable suivi-évaluation est chargé.

Contacts

Contact details for the outcome's ANGC reference person in Belgium

Name :	Patricia Toelen
Telephone :	02899 80 27
Email :	patricia@ongdba.org

Contact details for the outcome's ANGC reference person or their representative in the field

Organization :	ALDIPE
Name :	Bernadin Tossa
Telephone :	0022996577596
Email :	berntos@yahoo.fr

Mandatory annexes classified by outcome

File

List of partnerships/cooperative for the outcome*List of partnerships for the outcome*

Acronym ALDIPE

Full name Association de Lutte pour le Développement Intégré et la Protection de l'Environnement

Budget available

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
256389	188250	166176	150467	138034	899315

*List of cooperative partnerships for the outcome***Budget available**

2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL

